Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14903 – 7 F

SAMEDI 26 DÉCEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Face aux violences xénophobes

La mobilisation antiraciste s'amplifie en Allemagne

Depuis plusieurs jours, des manifestations antiracistes ont lieu dans les grandes villes d'Allemagne. A l'appel des partis politiques, des syndicats et des Eglises, plusieurs centaines de milliers de personnes ont formé des chaînes lumineuses.

La trêve de Noël a été l'occasion pour les Allemands de s'interroger dans l'intimité familiale sur la montée du racisme et de la xénophobie dans leur pays. Ils ont été, jeudi soir 24 décembre, invités par le président fédéral, M. Richard von Weizsacker, à se comporter de manière tolérante et humaine vis-à-vis des étrangers travaillant et vivant en Allemagne. Tout au long de la semaine passée, des rassemblements de protestation contre le racisme et la xénophobie s'étaient déroulés à Francfort, Karlsruhe, Wuppertal, mobilisant au total plusieurs centaines de milliers de personnes. Ces manifestations se sont étendues aux Pays-Bas.

Réveil

DEPUIS plusieurs semaines, l'Allemagne donne d'elle-même une image sensiblement différente de celle qui dominait cet automne. Chaque jour, dans différentes villes du pays, des dizaines de milliers de personnes se rassemblent avec des flambeaux, des bougies ou de simples briquets pour former des chaînes lumineuses et dire « halte au racisme et à la xénophobie ». Parallèlement, on constate une nette diminution des agressions contre les foyers de demandeurs d'asile et des profanations contre les symboles de l'Holocauste et de la présence passée des juifs en Allemagne.

On a pu également constater que les autorités policières et judiciaires ont mis fin à leur surprenante apathie et ont commencé à agir plus efficacement contre les acteurs et les instigateurs de ces actes criminels. Des groupuscules néo-nazis ont été interdits, et les peines frappant les incendiaires de foyers et les profanateurs de cimetières se sont notablement durcies. Le gouvernement semble avoir tiré les leçons de ses erreurs récentes : il était en effet stupide de croire qu'en restreignant la généreuse législation allemande sur l'asile politique on allait faire cesser les exactions racistes.

LENTEMENT, mais avec une efficacité certaine, la machine politique et sociale allemande s'est mise en branle pour mettre fin à une situation dont la persistance aurait causé un tort considérable à un pays désireux de retrouver toute sa place dans le concert des nations. Les grandes organisations juives américaines songeaient même à appeler au boycottage économique de l'Allemagne ! C'est en invoquant ce sursaut populaire que les dirigeants juifs européens ont pu les en dissuader.

La vague de racisme et de xénophobie qui a déferlé cet automne sur l'Allemagne, de l'Est comme de l'Ouest, ne serait-elle donc qu'une poussée de fièvre sans lendemain ? Beaucoup souhaiteraient le croire, en particulier ceux qui estiment que l'on fait trop de mauvais procès à nos voisins d'outre-Rhin et qu'il convient de balayer devant sa porte avant de clouer les Allemands au pilori. La réalité est pourtant moins angélique. Les manifestations antiracistes, si impressionnantes et spectaculaires soient-elles, ne débouchent pas sur une remise en cause nécessaire du rapport à l'étranger, à l'autre, qui reste ancré dans les esprits. Elles traduisent plutôt, dans ce pays imprégné de luthéranisme, le besoin d'expiation publique d'une nation qui se juge pécheresse.

LA révision des fondements ethniques de l'identité allemande, et en particulier d'un code de la nationalité fondé exclusivement sur le droit du sang, n'est encore le projet que d'une petite minorité d'intellectuels et d'homme politiques. Le président fédéral, M. Richard von Weizsacker, a courageusement abordé ce problème dans son allocution de Noël, demandant que l'on rende plus facile la naturalisation des étrangers installés en Allemagne. Il aura ainsi contribué à faire comprendre à ses compatriotes qu'il ne suffit pas de s'abstenir de molester les demandeurs d'asile pour que soit préservé l'honneur de la nation.

Le futur gouvernement américain au complet

M. Bill Clinton a fait une large place aux minorités

M. Bill Clinton a achevé, jeudi 24 décembre à Little-Rock (Arkansas), la formation de son gouvernement en nommant attorney général (ministre de la justice) Mme Zoe Baird, une juriste âgée de quarante ans. M. Bruce Babbitt, ancien gouverneur de l'Arizona, sera secrétaire à l'intérieur et M. Mike Epsy, qui fut le premier Noir élu par le Mississippi à la Chambre des représentants, sera secrétaire à l'agriculture. Le cabinet comptera ainsi quatre femmes, quatre Noirs et deux Hispaniques.

WASHINGTON

de notre correspondant

Elu sur un programme destiné à ramener la classe moyenne blanche dans les rangs du Parti démocrate, M. Bill Clinton a achevé, jeudi 24 décembre, la composition d'un « gouvernement » qui constitue sans doute le cabinet le plus diversifié de l'histoire du pays. Le président élu, qui prendra ses fonctions le 20 janvier, avait promis d'assembler une équipe reflétant toute la diversité d'une Amérique « pluriethnique » et où les femmes, entrées en force le 3 novembre au Congrès, entendent obtenir une part croissante du pouvoir. M. Clinton a tenu parole. Sur quinze membres, son cabinet compte quatre femmes, quatre Noirs et deux Hispaniques ; celui du président sortant, M. George Bush, comprend deux femmes, un Hispanique et un Noir.

« C'est le cabinet le plus diversifié de l'histoire des Etats-Unis », écrivait le *Washington Post* en commentant les quatre dernières nominations annoncées jeudi. Pour la première fois, une femme, Mme Zoe Baird (quarante ans), juriste dont la carrière s'est déroulée entre le public et le privé, occupera le poste de ministre de la justice (attorney général).

ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 4

Noël des clandestins

Une veillée avec des réfugiés croates, zaïrois, haïtiens, déboutés du droit d'asile

par Henri Tincq

Elle caresse son ventre rond comme une pierre. *« Gloire. Ma fille s'appellera Gloire. Comme gloire de Dieu. Car c'est grâce à lui qu'elle est ici. »* Et elle pointe un doigt sur un nombril. Louise, la Zaïroise, n'est pas rancunière. En cette veillée de Noël, elle aurait bien des raisons d'en vouloir à Dieu et aux hommes. Non pas qu'elle ait le mal d'un pays devenu cauchemar, de ses crèches vivantes du 25 décembre, des cadeaux portés en procession à l'église, des fêtes de famille qui durent toute la nuit. Louise maudit seulement cette minuscule chambre d'hôtel parisien où, comme cette autre future mère de Bethléem, avec son mari réfugié et son gros ventre, elle compte les jours et les sous.

« On grignote du pain toute la journée, parfois des frites chez McDonald's. C'est sec, toujours sec. Pour le bébé, c'est pas bien », murmure-t-elle, piteusement. Pas de petit réchaud dans la chambre. Pas de douche non plus, sauf à vouloir payer 25 francs. Il y a bien un lavabo dans le couloir, mais *« je n'ai pas la force de me déshabiller, de me laver. Je ne me lave plus. Je m'endors sans manger. Et pour le bébé, c'est pas bien »*, répète Louise, prostrée, dans un lancinant refrain.

Elle et son mari doivent vivre avec 400 F et dix tickets de métro par semaine grâce au Secours catholique. Déboutés du droit d'asile et clandestins, ils font partie de cette cohorte bigarrée des « sans papiers ». Sans papiers veut dire sans logement, sans travail, sans argent, sans soins, donc sans identité. Futurs parents d'une moitié d'enfant, ils ne sont plus, disent-ils eux-mêmes, qu' *« une moitié d'homme et une moitié de femme »*. Chez leurs voisins, pendant que le père était au dépôt de Nanterre, un bébé est né prématurément. Il pesait 840 grammes.

Lire la suite et nos autres informations sur Noël dans le monde page 6

La stratégie du soldat de plomb

Un « casque bleu » sur six est français

Cela ne va pas sans poser de graves problèmes aux armées

par Jacques Isnard

Un « casque bleu » sur six est français. Sur les soixante mille soldats qui portent ou porteront (avec le contingent déployé prochainement au Mozambique) l'uniforme des Nations unies, la France en fournit, à elle seule, quelque dix mille.

C'est un record pour un pays qui, il y a quelques décennies encore, dénonçait le *« machin »* selon la condamnation de l'ONU chère au général de Gaulle. Comment croire qu'une telle situation passe inaperçue dans des armées françaises que ce nouveau métier surprend en pleine réorganisation pour la énième fois et dont les effectifs fondent sous l'impérieuse nécessité des économies budgétaires ?

Ils sont nombreux, en tous cas, les cadres français à ironiser sur la pratique des Nations unies qu'ils assimilent à *« la stratégie du soldat de plomb »*. En distribuant ici ou là, sur la planète, ses « casques bleus » censés – à défaut d'une solution politique à long terme – circonscrire chaque brasier dans des zones dévastées par la guerre civile, l'organisation internationale pare, du point de vue des militaires français, au plus pressé, au détriment de sa crédibilité. Engagés sur une foultitude de théâtres des opérations, dix mille soldats français – à commencer par leurs chefs – s'interrogent et nul, pour l'instant, n'est parvenu à leur donner une réponse qui puisse véritablement apaiser leur angoisse grandissante.

Non pas que ces militaires renâclent à faire ce pour quoi ils sont payés : ils sont parmi les premiers à s'empresser de coiffer le béret bleu et ils sont souvent en première ligne. Mais, ils ont du mal à apprécier la cohérence des actions « onusiennes ».

Lire la suite page 3

La « rentrée » de M. Tapie

C'EST VRAI QUE TAPIE EST REDEVENU MINISTRE ??

TU SAIS, AU PS, EN CE MOMENT, ILS FONT SCHTROUMPF SUR SCHTROUMPF !

ONU

d'après PEYO PLANTU

Réactions hostiles, à gauche comme à droite, après le retour de l'homme d'affaires au gouvernement.

page 11

Le Monde des

DEBATS

Le Monde

LES POLITIQUES SONT-ILS IRRESPONSABLES ?

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives.

Pierre AVRIL, professeur de droit ; Marc ABÉLÈS, sociologue ; René LENOIR, ancien ministre ; Huguette BOUCHARDEAU, ancien ministre ; Ezra SULEIMAN, professeur de science politique à Princeton ; Jean-Pierre RIOUX, historien.

POUR OU CONTRE LA BOURSE ?

Le marché financier est-il indispensable au bon fonctionnement de l'économie ou favorise-t-il surtout l'enrichissement des spéculateurs ?

Les points de vue des économistes Alain LIPIETZ et Pascal SALIN.

L'entêtement amer des femmes de Mogadiscio

Dans les décombres de la capitale somalienne elles tentent de survivre et de panser les mille plaies de la guerre

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Parfois, à force de parler de la guerre, Halima semble comme absente. Pourtant, attentive à servir le thé et à répondre aux questions dans un français teinté d'accent italien, Halima s'arrête quelques secondes, se reprend et dit finalement qu'elle se sent bien ici : *« Il y a beaucoup de monde qui passe, je suis bien entourée »*. Halima vit avec Salvia, Starlin et une deuxième Halima.

Toutes sont des intellectuelles – biologiste, sociologue, chef d'entreprise – qui maîtrisent parfaitement une, voire deux langues étrangères. Les unes ont gardé leurs maris, les autres se sont retrouvées seules. Halima et ses compagnes partagent une maison préfabriquée, qui servait autrefois au gardiennage de l'usine mitoyenne, une fabrique de tuyauterie en plastique, une des dernières propriétés que possède encore Halima.

Belles, élégantes, les quatre femmes s'affairent avec un sens de la retenue, un calme naturel, recevant les équipes de télévision ou les associations caritatives, posant en photo pour un ami, hébergeant un universitaire français de passage. Ce sont elles qui ont accueilli la jeune Somalienne que la population avait failli lyncher, la soupçonnant d'avoir fréquenté d'un peu près les légionnaires français.

Halima donne ses ordres aux domestiques sur un ton invariablement respectueux, ajuste les plis de son voile et de ses écharpes en mousseline, se retire dans sa chambre pour la prière et revient sous son arbre, dans la cour, où elle a installé son « bureau », à quelques centaines de mètres de l'état-major du général Mohamed Farah Aïdid, dans le sud-ouest de Mogadiscio. Halima sort très peu en ville, pour *« des raisons de sécurité, mais aussi parce qu'il y a des endroits où il sera difficile de retourner »*.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite page 4

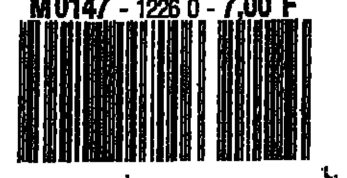
SANS VISA

Hongkong casse-tête chinois

En 1997, Hongkong redeviendra chinoise. Mais le gouverneur actuel de la colonie a du mal à faire accepter aux dirigeants de Pékin les institutions que la Grande-Bretagne voudrait laisser en héritage.

Lire page 7 le reportage de FRANCIS DERON

M 0147 - 1226 0 - 7,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

AU COURRIER DU Monde

SOLIDARITÉ
Sur une bouche d'air chaud

MARDI 1er décembre, 19 heures : un homme se prépare à passer la nuit, allongé sur une bouche d'air chaud, à la sortie du RER, rue de Bercy. Situation normale à Paris.

Mercredi 2 décembre, 8 heures : cet homme est encore là, dans la même position. Situation sans doute encore presque normale : peut-être n'est-il pas pressé de commencer sa longue journée d'errant. Aucun patron ne l'attend.

Mercredi 2 décembre, 17 heures : cet homme est toujours là. Seule modification : une flaque part du milieu de son corps. Des milliers de travailleurs des institutions toutes proches (ministère des finances, BRED, Crédit agricole, Kodak) sont passés à côté de lui, repassent le soir, indifférents, sans un regard, sans une parole, sans la moindre inquiétude.

Il faut qu'une chômeuse, qui l'a vu depuis la veille, suivie par une RMI, qui d'abord le croit décédé, s'en inquiètent et entreprennent une action, d'abord auprès d'Emmaüs, puis des pompiers. Ceux-ci vont le prendre en charge, sans grands ménagements, en le tutoyant comme le premier gamin venu.

Première réaction : ne pourrait-on pas donner un minimum de formation aux secouristes professionnels pour leur expliquer que *ces hommes, ces femmes* qu'ils sont amenés à « ramasser » méritent, comme les autres humains, un minimum de considération ? Ce n'est pas cher !

Deuxième réaction : à quelques semaines de la grande bouffe de Noël, que ceux qui vont avoir la chance (?) de pouvoir y participer s'arrêtent un temps sur la situation de ces laissés-pour-compte de notre société à deux et bientôt à trois ou quatre vitesses, en se rappelant que nous sommes tous de la même race. Simplement pour le cas où, demain, ils iraient les rejoindre.

Que ceux qui en ont trop pensent à ceux qui en ont moins que pas du tout !

MICHEL BRAUD
Paris.

VICHY
Les juifs et les autres

J'AI lu avec beaucoup d'intérêt, dans le Courrier du *Monde* du 5 décembre, la lettre dans laquelle M. Louis Nicolas déplore que trop de commentateurs, semblant oublier les résistants et opposants de toutes obédiences, ne parlent que des victimes juives de Vichy.

C'est sans doute pour combattre cet oubli que M. Daniel Mayer, avec humour et un brin de provocation, prit récemment devant un auditoire juif l'exemple de la remise par M. Mitterrand d'une gerbe sur la tombe de Pétain. Secrétaire général du Parti socialiste clandestin pendant la Résistance, M. Daniel Mayer – parlant dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, archi-comble pour la réunion organisée par la Fondation du judaïsme français pour la remise du prix 1992 de la Choa – fit le petit test suivant :

« Vous allez certainement applaudir, déclara-t-il en substance, *cette phrase que je vais prononcer : je suis totalement hostile au départ de cette gerbe ».* Comme prévu, les acclamations fusèrent. *« Voici maintenant une deuxième affirmation, que vous accepterez sans doute beaucoup moins bien : ce n'est pas d'abord en tant que juif, mais en tant que résistant que je manifeste cette totale opposition. »* Les applaudissements ne furent pas moins chaleureux.

Le test était positif. L'auditoire n'était pas de ceux qui oublient : si la complicité zélée de Vichy dans la persécution nazie des juifs fut un crime impardonnable, justifiant à lui seul que la tombe de Pétain ne soit pas fleurie par le président de la République, ce ne fut qu'une partie du mal que fit ce régime au peuple français en profitant du désastre de 1940 et de l'Occupation pour instaurer un système totalitaire sous l'aile des nazis.

JEAN HOUDART
Paris.

JUSTICE
Les leçons d'un procès

POUR bien connaître le canton rural de la Motte-du-Caire (04) et l'un des deux acteurs du drame *qui s'y est déroulé le 26 juillet* 1988 et qui a été jugé le 17 décembre 1992 devant la cour d'assises de Grenoble, nous pouvons en tirer *quelques enseignements significatifs*. Ce procès à rebondissements témoigne qu'il n'existe pas d'enquête préliminaire exhaustive, *mais une recherche constante* de la vérité. Il est révélateur de l'état d'esprit d'une partie de l'opinion (celle qui a le goût de la rumeur et *la religion de l'aveu*), *des dérapages* du système judiciaire et des lacunes de notre législation actuelle.

Il est d'abord symptomatique que les deux « auteurs » aient été désignés au lendemain de faits atroces par la famille de la malheureuse petite victime et par délibération spéciale des élus locaux du village. Il est non moins regrettable qu'un climat de haine et de vengeance ait empêché le déroulement normal de l'instruction, pour lui substituer une véritable chasse à l'homme (pétitions, graffitis sur les routes, mise à sac d'une bergerie, violences contre les avocats de la défense et le tribunal de Dignes, insultes envers certains magistrats...). Et tout cela sans réaction de l'autorité publique. A tel point, qu'il a fallu refaire pratiquement à l'audience nombre d'actes d'instruction.

Il est ensuite inadmissible que la présomption d'innocence ait été bafouée pendant tant d'années, au point que, le jour d'ouverture des débats, la presse écrite parlait du procès des deux *« bourreaux »* ou *« monstres »* au lieu des deux « accusés ». Même les médias évoquaient les deux *« présumés meurtriers »* de la petite Céline.

Il appartenait donc aux deux *accusés de prouver leur innocence*, ce qui est une perversion des principes, ainsi que l'a très justement rappelé l'avocat général.

Il nous faut retenir, que, au-delà des méthodes curieuses d'un gendarme et d'un procureur, la garde à vue mérite une réforme urgente de ses modalités d'exécution et que le Parlement ferait bien d'y porter remède et d'en débattre plus énergiquement. Il nous faut encore retenir que, dans les affaires délicates et sensibles, la collégialité s'impose pour prendre des décisions importantes (exemple, la mise en détention). Le double degré d'instruction actuel, n'est pas toujours un verrou de sûreté, dès lors que la chambre d'accusation n'exerce pas un contrôle strict et rigoureux sur les officiers de police judiciaire (policiers ou gendarmes). Et lorsque ceux-ci manquent aux règles de base du code (animosité déclarée, pression sur les témoins, etc.), ils doivent être rappelés à l'ordre, voire sanctionnés.

Il nous faut encore regretter une détention préventive de quatre ans, de nature à briser un homme, *traîné* des Baumettes *aux maisons* d'arrêt de Luynes et Varces. Déplorer une réincarcération brutale après annulation d'une ordonnance *de non-lieu*, alors qu'une *mise* en liberté sous contrôle judiciaire, assortie de garanties, s'avérait suffisante. Il nous faut convenir que les *rapports d'experts psychiatres* ne clarifient pas toujours la personnalité des inculpés et induisent même des risques d'erreur.

Il nous faut enfin *déplorer* que, profitant du désarroi et de la douleur des proches parents, nombre d'associations se portent partie *civile et tiennent des propos* démagogiques sans connaître le fond d'un dossier, abusant d'une tribune occasionnelle pour diffuser leurs *thèses*.

Seul motif de satisfaction dans tout ce gâchis, la haute tenue des débats d'une cour d'assises, où *magistrats, jurés et certains* avocats de la défense et de la partie civile ont concouru, chacun à sa façon, à la manifestation de la vérité, avec *rigueur, conscience et mesure*.

Enfin, des comptes rendus de presse plus objectifs et plus transparents au fil des jours. C'est peu, *mais* c'est l'essentiel.

JEAN ESTABLET,
avocat à la Cour de Paris.

SOCIÉTÉ
Un monde sans résistance

JE ne sais plus quand j'ai *entendu pour la première fois* ton nom, Résistance, mais je te connaissais déjà, bien avant de savoir comment tu t'appelais. J'appris, enfant, à te connaître durant l'Occupation allemande, en Alsace, quand mon instituteur nazi voulut tuer avec son revolver, dans la cour de l'école, le débile du village qui le traitait de sale Boche et que je me suis opposé de toutes mes petites forces à cet acte barbare.

J'ai appris à te fréquenter quand, enrôlé de force à huit ans dans la Hitlerjugend, j'ai refusé de chanter des chansons obscènes en passant à côté de l'église et qu'on m'a jeté, nu, dans un champ d'orties. Plus tard, je t'ai retrouvée, quand j'ai appris que j'allais devoir faire mon *service national en Algérie*, durant les « événements » comme on dit pudiquement, et que j'ai déclaré aux autorités militaires françaises que *je ne tuerais point*.

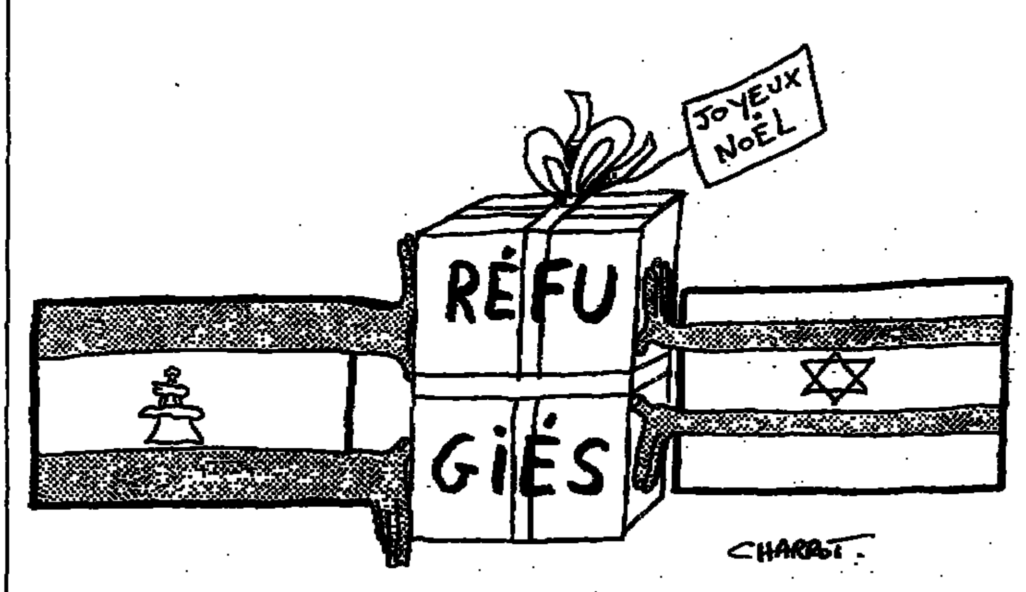
Aujourd'hui, j'essaie de résister, mais au juste, contre quoi ? N'est-ce pas devenu une manie, un réflexe conditionné sans objet et sans intérêt ? Qui donc, à notre époque, *dans nos sociétés repues*, gavées de biens matériels surabondants, mais toujours encore insuffisants, semble-t-il, oserait appeler les gens à résister ? Bien au contraire, on nous demande de croire au Père Noël, à la société d'abondance, à l'argent, à la voiture, à la télévision, à Bernard Tapie, à la technique, aux voyages intersidéraux, à la psychanalyse, à *l'intelligence artificielle, aux bébés*-éprouvettes, à la femme libérée et à l'homme libre, à la publicité, à la mode, à toutes les modes, sans en oublier une seule.

Dans ce royaume magique, qui songerait simplement à évoquer *une quelconque résistance ? On ne* résiste pas au bonheur, puisque, paraît-il, c'est le but suprême de l'homme. Et le bonheur, il s'est merveilleusement matérialisé récemment, à Marne-la-Vallée : le conte de fée est devenu réalité. Mais toute notre société n'est-elle pas en train de devenir un gigantesque conte de fée ou, du moins, à y aspirer ?

Eh bien, je dis non. Non à Disney, non au ventre mou de la modernité, non à toute cette énorme entreprise de gavages en aliments, en images, en savoirs, en informations : tout cela, en réalité, c'est de la boulimie, de la désinformation, *de la* mystification, *de l'infantilisme*. Je résiste à tous ceux qui essaient de me faire croire au progrès, à la perfectibilité de l'homme, aux lendemains qui chantent. Le pire ennemi de l'homme c'est l'homme, et la seule éducation digne de ce nom est celle qui nous enjoint : *« Résiste à toi-même. »*

RENÉ MISSLIN
Strasbourg.

TRAIT LIBRE



AFFAIRES
La belle époque

ME permettez-vous de dire à M. Jacques Chirac le bien que je pense de son article « Laisser passer la justice », paru dans votre édition du 25 novembre ? Belle leçon de morale politique, en vérité ! Oui, *« reconnaissons qu'après douze ans de mitterrandisme la coupe morale est pleine »*.

Voilà qui vous donne envie de revenir bien vite à la belle époque des affaires Boulin, de Broglie et *autres ! Cela avait une autre allure*, et la justice, comme chacun sait, passait alors sans entrave.

GEORGES ALESI
Rennes.

AFRIQUE
En France ou au Togo

LA critique de la politique française de formation de cadres africains en France, faite par M. Jean Schmitt dans le courrier du *Monde* du 28 novembre, apparaît tout à fait fondée mais je pense que l'application personnelle *qu'il en fait, « en faisant observer à M. Yamgnane qu'il aurait mieux fait de mettre ses talents au service de son pays, le Togo, qui en a bien besoin, après ses études en France, où il est plus agréable de vivre »*, est erronée.

En effet, on peut objecter les choses suivantes :

– la France est *aussi* le pays de M. Yamgnane puisque ce dernier est de nationalité française ;

– la France, tout comme le Togo, a *aussi* besoin de ses talents ; c'est nous prétendre supérieurs que de dire que nous n'avons pas besoin des services de personnes d'origines différentes, dont nous avons certainement à apprendre ;

– est-il plus agréable de vivre en France qu'au Togo ? Cela est peut-être vrai si l'on a une conception exclusivement *matérielle* de la vie.

Il ne faudrait pas négliger les autres dimensions, quelquefois mieux réalisées dans des pays « pauvres » (par exemple, la solidarité humaine).

Dans tous les cas, il faut savoir respecter une décision personnelle et ne pas laisser la voie au *« chacun pour soi, chacun dans son pays »*. On en voit trop les conséquences ultimes en ex-Yougoslavie. Une conception étroite de l'Etat-nation sera de plus en plus insuffisante pour tenter de résoudre les problèmes mondiaux actuels et futurs.

Enfin, la critique générale des résultats de cette politique française devrait être complétée par la critique des Etats africains eux-mêmes et par celle de l'attitude des Français à l'étranger, spécialement en Afrique.

DAVID MORGANT
Santiago, Chili.

YOUGOSLAVIE
Un bateau contre les crimes

ON veut bien « donner » pour les causes humanitaires. Mais contre la « purification ethnique » des Serbes et des autres – en Bosnie et ailleurs dans l'ex-Yougoslavie – argent, nourriture et médicaments ne servent à rien. Un esprit chagrin dirait même que ces seules aides humanitaires permettent à la *« purification ethnique »* de se poursuivre.

Il faut l'arrêter, tout de suite. La peste brune est contagieuse.

Pour le moment, les Etats ne font pratiquement rien pour arrêter ces crimes contre l'humanité. Or seuls les Etats le peuvent. Les Nations unies doivent intervenir. Vite et de façon décisive. Il n'y a *plus* d'alternative à une intervention par la force.

Comment faire pression sur l'ONU ? Une proposition : organiser un bateau anti-« purification ethnique », d'hommes et de femmes de bonne volonté, de France et d'ailleurs, qui iraient en Bosnie, en Serbie et en Croatie.

Dire non à la « purification ethnique », à la xénophobie, aux massacres de civils, aux déportations de populations, aux camps de concentration, aux nationalismes haineux. *Et dire oui à la différence*, à la coexistence, aux solutions politiques des problèmes posés.

Nous serions, j'en suis sûr, des centaines, des milliers à vouloir nous offrir ce voyage-là.

PIERRE LOÈVE
Sarlat.

LIVRES

Union soviétique : un « état des lieux » accablant

PIERRE BRIANÇON
Héritiers du désastre. Précis de décomposition de l'univers soviétique
Editions Calmann-Lévy, 225 p. 95 F.

ERIC LAURENT
L'effondrement, histoire secrète de la chute de Gorbatchev, 1989-1991
Editions Olivier Orban, 340 p. 125 F.

« *LA perestroïka a plongé le pays dans une crise plus profonde que celle à laquelle elle devait porter remède* », constate Andreï Gratchev. Restait à dresser l'état des lieux après ce cataclysme. C'est à quoi s'attelle Pierre Briançon, journaliste à *Libération*, dans un excellent ouvrage, dont les titres de chapitres sont autant de réquisitoires : le collapsus économique, l'enlisement démocratique, les lambeaux de la puissance, la société perdue, les nations désunies. Pour être complet, il faudrait sans doute faire une place à part à la catastrophe écologique.

Le chapitre le plus intéressant est peut-être celui que Pierre Briançon consacre à la *« société perdue »*. Quel retard à rattraper ! Si, dans le domaine des mathématiques et de la physique, l'URSS soutient la comparaison avec l'Ouest, pour ce qui est du droit, de l'histoire et de la sociologie, c'est une autre affaire. Et les spécialistes de la cybernétique ou de la psychanalyse n'ont pas fini de supporter les conséquences de l'interdit qui, sous Staline, frappait leurs spécialités. Suffira-t-il d'une génération pour *redonner* à la société un *système* de valeurs, pour se débarrasser d'habitudes ancrées dans le corps social et en chaque citoyen ? *C'est une des questions* les *plus* difficiles qui se posent et se poseront à n'importe quel dirigeant de l'ex-Union soviétique.

Pour compléter ce tableau de la fin de l'URSS, le lecteur se reportera au livre d'Eric Laurent qui braque le *projecteur* sur cet effondrement tel que l'ont vécu les gouvernants américains et leurs services secrets. Quand Reagan *était encore président*, dit-il par exemple, le Conseil national de sécurité avait préparé un rapport accablant sur l'état de l'URSS : les ressources *annuelles* en devises de la deuxième puissance du monde correspondaient à peine au quart du chiffre d'affaires de la General Motors ! Il note encore que le président Bush resta longtemps méfiant à l'égard *de son collègue soviétique*.

BERNARD FERON

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE
S.A.
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros,
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

221 MQ 02 PP.Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La situation dans l'ex-Yougoslavie

Les élections en Serbie ont donné lieu à une percée de l'extrême droite

La commission électorale serbe a rejeté, jeudi 24 décembre, la demande d'annulation des élections en Serbie présentée par M. Milan Panic, premier ministre yougoslave et rival du président serbe sortant M. Slobodan Milosevic. Ce dernier a remporté l'élection présidentielle avec 56 % des voix, contre 34 % à M. Panic, selon les derniers chiffres fournis, jeudi 24 décembre, par le Bureau serbe des statistiques. La commission électorale n'avait, en revanche, toujours pas publié, jeudi, les résultats officiels du scrutin, marqué par de nombreuses irrégularités. Les élections législatives, qui se sont tenues parallèlement à l'élection présidentielle, ont permis l'entrée en force des ultranationalistes dans la vie parlementaire, alors que l'opposition démocratique reste minoritaire.

BELGRADE

de notre correspondante

Le Parti socialiste (ex-communiste) de M. Milosevic, qui disposait depuis les élections législatives de 1990 de la majorité absolue avec 194 sièges au Parlement serbe, ne disposera plus que de 101 des 250 sièges que compte cette assemblée. Mais son recul n'a pas permis à l'opposition démocratique de progresser. C'est, au contraire, le Parti radical (extrême droite ultranationaliste) de M. Vojslav Seselj, qui fait une percée. Il remporte 73 sièges, devançant l'ensemble de l'opposition qui, au total, ne s'adjuge que 71 sièges; la coalition d'opposition DEPOS (qui a soutenu la candidature de M. Panic) en obtient notamment 49 et le Parti démocrate (DS) 7.

Par ailleurs, le chef d'un groupe paramilitaire serbe, M. Zeljko Raznjatovic, qui figure, au côté de M. Seselj, sur une liste de criminels de guerre établie par le département d'Etat américain et qui a été condamné dans plusieurs pays européens pour meurtres et vols à main armée, entre au Parlement serbe avec quatre autres candidats de sa liste.

Plus nationalistes que M. Milosevic et partisans d'une politique plus «musclée» pour régler définitivement la question nationale serbe, MM. Seselj et Raznjatovic ont séduit les Serbes du Kosovo, cette province du sud de la Serbie peuplée à 90 % d'Albanais de souche qui revendiquent en grande majorité leur indépendance et ont massivement boycotté le scrutin du dimanche 20 décembre.

En 1990, le Parti radical avait été interdit pour son extrémisme par le pouvoir serbe, et M. Seselj, qui s'était présenté à la présidentielle de Serbie comme candidat indépendant, n'avait recueilli que 1,91 % des suffrages exprimés. Depuis, il est devenu le chef d'une milice forte de plusieurs milliers d'hommes qui ont combattu en Croatie et en Bosnie-Herzégovine et ont mené des tentatives de «purification éthnique» en Voïvodine (nord de la Serbie) ainsi qu'au Sandjak (sud-ouest).

Otage des «ultras»

Au Parlement fédéral de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), les socialistes (ex-communistes) serbes arrivent en tête avec 47 sièges sur 138 (108 pour la Serbie et 30 pour le Monténégro). Ils sont suivis de près par les radicaux, qui s'adjugent 34 sièges contre 20 pour la coalition d'opposition DEPOS, le reste allant à de petites formations.

Les fraudes dénoncées par l'opposition ainsi que par les observateurs étrangers ont permis à M. Milosevic et à ses partisans de s'assurer une large victoire. Il est toutefois notable que, même si le scrutin avait été honnête, M. Milosevic avait toutes les chances de l'emporter, au moins au deuxième tour. Quant au Parti radical de M. Seselj, il est en pleine ascension : il avait recueilli 17 % des suffrages aux législatives fédérales du 31 mai dernier – boycotté par l'opposition démocratique. Les fraudes n'ont donc fait qu'amplifier une tendance déjà bien affirmée.

Les arguments nationalistes développés par M. Milosevic et ses amis ont fait oublier à une bonne moitié de l'opinion publique l'isolement de la Serbie, les pertes en vies humaines, le flot de réfugiés et le marasme économique. L'issue du scrutin du 20 décembre ne laisse d'autre choix à M. Milosevic que de compter avec les ultranationalistes, dont il devient l'otage. Or leur chef, M. Vojslav Seselj, s'est empressé d'affirmer que le *«triomphe des forces patriotiques»* ouvrait la voie au rattachement à la nouvelle Yougoslavie des territoires de Croatie et de Bosnie-Herzégovine conquis par les forces serbes...

FLORENCE HARTMANN

□ **Arrestation au Kosovo de trente-huit personnes accusées de trafic d'armes.** – Trente-huit personnes, accusées de trafic d'armes *«au profit des forces sécessionnistes albanaises du Kosovo»* (province du sud de la Serbie peuplée à 90 % d'Albanais de souche), ont été arrêtées, jeudi 24 décembre, à Prizren, Kosovska-Mitrovica et Pristina, a annoncé l'agence yougoslave Tanjug. Un réseau de trafic d'armes provenant d'Autriche, de Slovénie et de Croatie a été découvert à cette occasion, selon la police de Serbie citée par Tanjug. – *(AFP.)*

□ **M. Jean-Pierre Chevènement s'inquiète de *«l'emballement politico-médiatique»*.** – M. Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, a affirmé, jeudi 24 décembre, sur Europe 1, à propos de la situation dans l'ex-Yougoslavie, que *«l'idée de faire intervenir les Etats-Unis, comme le réclame Michel Rocard* [dans *le Monde* du 25 décembre], *va tout à fait à l'encontre des intérêts européens». «On ne doit pas tenir des propos irresponsables, comme j'en ai entendu tenir à certains, et aussi à M. Chirac il y a quelques jours»*, a encore déclaré l'ancien ministre de la défense. *«Je pense*, a-t-il ajouté, *que toute guerre est une boîte de Pandore et qu'avant de la déclencher il faut épuiser tous les moyens de la diplomatie.(...) Je ne suis pas pacifiste, mais je suis pacifique. Nous devons absolument arrêter cette guerre (...) mais je dis aussi : attention à l'emballement politico-médiatique».*

L'ambition fanatique de Slobodan Milosevic

«Un dictateur néo-communiste de la pire espèce», comme disait le président slovène, Milan Kucan? *«Un nationaliste fanatique habité par une seule ambition, à savoir la Grande Serbie»*, tel qu'on le présente à Zagreb? Ou tout simplement un homme qui aime par-dessus tout le pouvoir et qui a exploité les restes du communisme et le nationalisme pour assouvir ses ambitions personnelles?

«Si, demain, l'avenir résidait dans la franc-maçonnerie, déclarait cet été Milos Vasic, commentateur politique à l'hebdomadaire d'opposition *Vreme* de Belgrade, *il deviendrait immédiatement le grand maître de la première Loge de Serbie! C'est un grand manipulateur, un tacticien de grand talent, mais idéologiquement vide* (1).»

Qualifié tour à tour à l'ouest de *«sanguinaire»*, de *«nouvel Hitler»* ou de *«boucher des Balkans»*, Slobodan Milosevic, réélu, dimanche 20 décembre, à la présidence de la Serbie, reste une personnalité énigmatique. Des entretiens, il n'en donne guère, et ce n'est, alors, que pour marteler, un cigare à main, les mêmes arguments qu'il soutient depuis cinq ans : la Serbie a toujours été fidèle à l'idée «yougoslave», elle l'a défendue face aux sécessionnistes slovènes et croates; la Serbie n'est pas en guerre et n'a pas envoyé de troupes ni d'unités irrégulières en Croatie ou en Bosnie, mais ce sont les Serbes vivant dans ces deux Républiques qui ont refusé de devenir des citoyens de deuxième rang et se sont vus contraints à prendre les armes, etc. *«Aujourd'hui en Europe,* dit-il souvent, *il est normal pour le Vatican, l'Autriche et l'Allemagne de soutenir les Croates, mais ce n'est pas normal que des Serbes défendent des Serbes!»*

Bien entendu, personne n'est dupe et on voit mal comment la Serbie, qui n'a, de surcroît, officiellement *«aucune revendication territoriale»*, pourrait contrôler un tiers de la Croatie et plus des deux tiers de la Bosnie-Herzégovine sans l'appui de l'armée fédérale. C'est vite oublier aussi les reportages détaillés de la presse belgradoise sur les exploits des milices du «capitaine» Arkan sur le front croate. Mais ces remarques, il s'en moque : combien de fois n'a-t-il pas dit aux Européens et à lord Carrington, qui présidait alors la conférence de paix de la CEE : *«Il est totalement irraisonnable de vouloir résoudre les problèmes de la Yougoslavie en dehors de la Yougoslavie»*?

Il est né en 1941 à Pozarevac, non loin de Belgrade. Son père, un enseignant issu du séminaire orthodoxe, abandonnera sa famille



au début des années 60 et regagnera le Monténégro où il se donnera la mort. La vie de sa mère, enseignante elle aussi, se terminera de la même façon : par un suicide, en 1974. Slobodan fait des études de droit et s'inscrit à la Ligue des communistes. Il fait bientôt carrière dans le privé, au sein du conglomérat «Technogas» et de la grande banque «Beobanka», où l'on vante ses mérites d'administrateur efficace.

Son épouse, Mirjana Markovic, issue d'une famille de communistes bon teint de Belgrade, est professeur de sociologie à l'université de Belgrade, dont elle présidera longtemps le «comité idéologique». Cette femme, qui exerce, dit-on, une forte influence sur son mari, est tout à fait conformiste et *«dans la ligne»*.

Premier tournant politique en 1984 : il prend la tête de la Ligue des communistes de Belgrade, profondément divisée entre le courant libéral qui, après la mort de Tito en 1980, veut «ouvrir» davantage le pays, et les conservateurs. Il s'appuiera finalement sur ces derniers et bénéficiera de leur aide pour s'emparer de la Ligue de Serbie début 1987. Bien des diplomates voient en lui un rénovateur «intéressant». En avril, le voilà au Kosovo, province berceau culturel de la Serbie à laquelle Tito avait accordé, ainsi qu'à la Voïvodine, le statut de «région autonome» et donc presque de République. Les Serbes, *«victimes des persécutions des Albanais de souche»*, ont émigré en masse et n'y sont plus que minoritaires.

La fièvre nationaliste s'empare de la Serbie entière, qui s'est toujours sentie pénalisée par Tito et a le sentiment d'être, historiquement et non sans raisons, le peuple des Balkans aux traditions démocratiques les plus fortes. Milosevic devient *«Slobo»* («Liberté»); sa photo est dans toutes les vitrines des magasins, dans les cafés, les appartements et les voitures... L'Église orthodoxe, les intellectuels se mobilisent en sa faveur, les livres d'histoire, interdits pendant des décennies, réapparaissent. Les rares personnes qui décèlent quelques dangers dans cette tempête nationaliste et ces impressionnants *«meetings de solidarité avec les Serbes du Kosovo»* savamment organisés n'osent dire mot.

Main basse sur la presse

Entre-temps, Milosevic s'est assuré le contrôle de la radio, de la télévision et du grand quotidien belgradois *Politika*, qui va devenir un vulgaire organe de propagande. Il prône la *«révolution anti-bureaucratique»* et, pressé de définir sa vision de la société, donne sa préférence, non pas au multipartisme, mais à un *«Etat sans partis»*... Ecrivains et artistes qui scandaient à l'époque *«Slobo! Slobo!»* se sont retrouvés plus tard (au printemps 1991, par exemple, dans la grande manifestation pour la libéralisation des médias) pour crier *«Slobo Saddam!»* dans les rues de Belgrade.

Il est difficile de dire si tout cela était minutieusement programmé ou si Milosevic a profité de cette explosion des sentiments nationalistes pour aller de l'avant, avec l'appui – essentiel – de l'armée fédérale, dominée par les Serbes. Car, curieusement, au début de la vague nationaliste, le président serbe avait fait interdire des organisations trop extrémistes à ses yeux, comme le Mouvement du renouveau serbe (dirigé par un certain Vuk Draskovic, lequel est aujourd'hui un dirigeant de l'opposition), qui affichait sereinement et publiquement dès 1987 les cartes de la Grande Serbie.

N'était-ce qu'une tactique supplémentaire ou peut-être croyait-il encore, à l'époque, que la Fédération yougoslave pouvait être sauvée et qu'il ne fallait donc pas *«affoler»* les autres Républiques. Mais la Slovénie et la Croatie auront vite capté les *«signaux»* de Belgrade et chercheront, plus rapidement sans doute qu'elles ne l'avaient envisagé, à proclamer leur indépendance.

Elu président de Serbie en 1989, Milosevic va tour à tour supprimer l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo, où il met en place un vaste dispositif militaro-policier, et faire adopter une nouvelle Constitution serbe. C'est la consécration : l'affront infligé par Tito est lavé. Les guerres de Slovénie, de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, les horreurs, la purification ethnique, l'embargo ne vont pas écorner sensiblement sa popularité, on le constate à présent.

Dans ce pays, l'idée d'un Etat serbe rassemblant tous les Serbes de Yougoslavie est un vieux rêve largement partagé; affirmer que la Serbie est *«entourée d'ennemis, victime d'une conspiration internationale»* et qu'*«elle ne pliera pas car elle n'a jamais eu faim»* fait également recette. Ce sont notamment ces arguments que Slobodan Milosevic a utilisés durant sa campagne électorale.

«Il résout chaque problème en en créant un autre, plus grand», remarque un commentateur de Belgrade. Cela peut s'appliquer aux différentes étapes du conflit : en Croatie, en Bosnie et demain, peut-être, au Sandjak et au Kosovo.

ALAIN DEBOVE

(1) Cité par *The Guardian* du 1er juin.

La stratégie du soldat de plomb

Suite de la première page

Parce qu'elle n'a pas de capacités extensibles à l'infini, la France puise régulièrement dans le même vivier et ses cadres, ses engagés, exercent, en réalité, des occupations différentes à chaque fois, en se relayant sous toutes les latitudes où flotte le drapeau des Nations unies.

De cette expérience variée sur le terrain, les «casques bleus» français tirent des conclusions qui, en réalité, vont dans le même sens. Ils constatent que les «pompiers» de l'ONU ne suffisent plus à la tâche et que les crises s'aggravent insensiblement à défaut d'un traitement politique efficace. Dans l'ex-Yougoslavie, d'abord. De l'aveu des états-majors, c'est aujourd'hui, pour les Européens, le point le plus chaud du globe, où tout peut arriver – jusqu'à l'embrasement final des Balkans – faute d'une réaction adaptée des Nations unies. Les «casques bleus» y pratiquent la légitime défense, une attitude qui cesse d'être adéquate à partir du moment où – comme cela devient fréquent – ils sont une cible de plus en plus exposée.

Des patrouilles sont prises à partie, la nuit, au fusil à lunette infrarouge. Le *statu quo* n'est plus de mise, disent ces mêmes états-majors, devant la dégradation rapide de la situation et la menace de ce qu'ils appellent *«un sale coup»* encore à venir. On n'échappera pas à la nécessité de devoir prendre des mesures de sauvegarde des «soldats de la paix», à côté de celles qui sont destinées à protéger les populations victimes d'intolérables exactions.

Certains évoquent l'opportunité d'adresser aux Serbes, dont les initiatives sur le terrain sont de loin les plus directes, *«des messages clairs et musclés»*. Les divergences commencent lorsqu'il s'agit de définir la nature de la riposte à l'ordre du jour : simple interdiction du ciel bosniaque aux aéronefs serbes (avions et hélicoptères), bombardement aérien des positions serbes, contrôle du trafic sur le Danube par où passent quantités de transferts plus ou moins clandestins, création de zones de sécurité qui marqueraient de fait la partition du pays, embargo sélectif au profit des Bosniaques.

Quelle qu'elle soit, l'option qui sera retenue devra avoir l'agrément des «casques bleus» sur place, si l'on veut éviter qu'ils deviennent – dans la pire des circonstances – autant d'otages offerts en représailles à la vindicte des Serbes.

Si l'ex-Yougoslavie est, de l'avis des états-majors, *«le risque majeur à court terme»*, il en est un autre au Cambodge, où la mission des Nations unies est qualifiée de *«risque majeur à moyen terme»*. Là-bas, l'affaire se double – et se complique – d'une opération à la fois politico-administrative (la préparation d'un scrutin national au printemps prochain) et économique (le déminage et la reconstruction du pays) dans un contexte où une faction révolutionnaire continue de mettre en péril le régime vacillant et contesté qui est en place. Les «casques bleus» n'y sont pas davantage à la noce. Ils doivent exercer des métiers qui ne sont pas les leurs : magistrats, médecins, instituteurs, administrateurs, formateurs, officiers d'état civil, policiers, arbitres autour de la table des palabres, agents pour les inscriptions électorales, etc.

Quant à la Somalie, les militaires français n'y sont pas déployés réellement sous la bannière de l'ONU. La preuve est qu'ils gardent leurs calots d'origine, comme leurs alliés américains ou autres. A tort ou à raison, ils ressentent la mission autrement. Relevant d'une force multinationale – on l'avait baptisée *«coalition militaire»* du temps de la guerre du Golfe en 1990-1991 – sous l'autorité d'un commandement américain qui fournit le gros de la troupe et des moyens, ils participent à une opération militaire de pacification de bandes armées, quasiment une opération de police publique. Du reste, les règles d'engagement du feu ne sont pas celles qui prévalent en ex-Yougoslavie ou au Cambodge. Il n'y a pas de légitime défense. La mission entraîne l'usage des armes *«autant que nécessaire, mais pas plus»*, c'est-à-dire que l'ouverture du feu dépend des circonstances et du lieu. La Somalie est plutôt considérée, dans les états-majors, comme une opération d'abord policière et humanitaire, dont la communauté internationale, sous la pression de l'opinion, ne pouvait faire l'économie. Pour autant, la plupart des militaires impliqués s'interrogent : les Nations unies sauront-elles se dégager à temps? Le rapatriement d'une telle expédition est aussi périlleux à exécuter que l'est sa mise en place. Un enlisement «onusien» sur le terrain – qui paraît probable – serait aussi désastreux qu'un départ prématuré.

La guerre «zéro mort»

Ces considérations expliquent peut-être les mises en garde lancées, avec discrétion, par des responsables de la défense, en France, qui entendent, à cette occasion, prendre date si jamais des «dérapages» ou des déviations de missions confiées à l'ONU devaient se produire. On a glissé, en effet, de la traditionnelle interposition de «casques bleus» à l'escorte de convois humanitaires et, plus récemment, à l'imposition de la paix à des pays déchirés qui ne la réclamaient pas ou qui ont perdu tous les symboles de leur souveraineté nationale.

Le jugement foncièrement pessimiste – lucide, disent d'aucuns – que les militaires français portent sur la suite probable des événements se nourrit de deux autres réflexions.

C'est d'abord cette notion, apparue depuis peu au sein des états-majors, selon laquelle il faut être davantage comptable de la vie et de la sécurité des soldats sous leurs ordres. On ne joue pas impunément *«aux soldats de plomb»* qu'on déplace, sur le terrain, selon le bon vouloir de chefs demeurés à l'abri et sans se préoccuper des pertes probables. Cette notion est celle de la *«guerre zéro mort»*, dans laquelle on s'emploie à épargner les hommes parce qu'ils sont un «capital» irremplaçable – d'où cet intérêt manifesté envers les armes dites «propres» aux effets ponctuels – et parce que l'opinion, dans les pays développés, rejette l'idée même de la mort.

La seconde raison est d'ordre politique. Sous le coup des leçons du passé, en Indochine et en Algérie pour les Français, nombre de responsables de la défense sont désormais convaincus que l'option militaire, parce qu'elle est souvent radicale maisrarement définitive, relève davantage de la chirurgie brutale que de cette homéopathie fine requise par le dénouement d'une crise de nature politique. Ni panacée, ni remède miracle, la solution militaire est celle de l'ultime ressort quand toutes les autres, une fois expérimentées, ont échoué. Car, comme le disent certains militaires, *«une intervention destinée à ramener la paix signifie plus de guerre, pas moins de guerre»*.

Mise ainsi au service de l'ONU, l'armée française révèle ses faiblesses de constitution. Sa logistique – notamment ses moyens de transport d'armements lourds à longue distance et ses stocks – montre quelques défaillances. Son service de santé peine à être au four et au moulin, d'autant qu'il est souvent appelé à donner ses soins aux autres contingents «onusiens» et aux populations locales. Les finances publiques tardent à régler les dépenses dont le ministère de la défense fait les avances et que l'ONU est bien incapable de prendre en charge.

C'est enfin l'armée de terre – la première à être mobilisée sur le terrain – qui éprouve des difficultés à accroître sa souplesse d'action. Pour y parvenir, il lui faut trouver un nouvel équilibre entre, d'une part, ses cadres et engagés, supposés être davantage disponibles, et, de l'autre, ses appelés, qui doivent se porter volontaires pour servir à l'extérieur. En 1992, elle peut compter sur des effectifs qui se répartissent entre 156 000 appelés, d'un côté, et 104 000 personnels de carrière ou sous contrat, de l'autre. Pour 1997, elle projette de n'avoir que 115 000 conscrits et de faire un effort de recrutement pour atteindre 110 000 hommes d'active.

Cette mue vers plus de professionnalisation suppose que l'armée de terre soit suffisamment attractive pour aligner environ 37 000 engagés volontaires (sous des contrats de durée variable, entre trois et cinq ans), soit quelque 9 000 de plus qu'aujourd'hui. En attendant, elle est condamnée à faire appel – comme en ex-Yougoslavie, au Cambodge et en Somalie – à la Légion étrangère qui croule sous les candidats à l'engagement, mais qu'on réservait jusqu'à présent pour les *«gros coups»*.

JACQUES ISNARD

DIMANCHE 27 DECEMBRE, 12H, À L'HEURE DE VÉRITÉ :

LE PROFESSEUR PIERRE-GILLES DE GENNES

UNE ÉMISSION PROPOSÉE ET ANIMÉE PAR FRANCOIS-HENRI DE VIRIEU



Ils répondent aux questions qu'ils n'ont pas toujours envie d'entendre.





EUROPE

RUSSIE

M. Tchernomyrdine s'engage à lutter contre la hausse des prix

MOSCOU

de notre envoyé spécial

En annonçant lui-même, jeudi 24 décembre, que des changements pouvaient encore avoir lieu dans le *gouvernement – sans autre précision*, – le nouveau premier ministre russe, M. Viktor Tchernomyrdine, a relancé les interrogations sur l'avenir du ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev. Ce dernier, maintenu à son poste par M. Boris Eltsine (*le Monde* du 25 décembre), est cordialement détesté par les conservateurs, majoritaires au Parlement. Les députés, qui ont obtenu un droit de regard sur la nomination de quatre ministres, dont celui des affaires étrangères, pourraient ainsi, dans les jours qui viennent, signifier son congé à M. Kozyrev. Mais, pour l'instant, rien ne bouge et ce ministre doit avoir des entretiens, en début de semaine à Genève, avec le secrétaire d'Etat américain Lawrence Eagleburger, concernant notamment les négociations sur le traité START-2, a annoncé jeudi le département d'Etat.

En attendant, le président a réussi, apparemment, à faire avaler à l'opposition «centriste» la liste de son nouveau gouvernement qui, à quelques exceptions près, est le même que le précédent. Certes, les ultra-conservateurs ont protesté énergiquement. Pour le communiste Sergueï Babourine, le maintien de M. Andreï Kozyrev à la tête de la diplomatie russe n'est rien d'autre qu' *«un affront fait au peuple»*. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, les responsables de l'Union civique, la nébuleuse centriste, ont exprimé leur *«déception»* tout en se réservant la possibilité de juger le gouvernement *«sur ses actes et non sur sa composition»*. L'Union civique continue à demander un soutien financier accru pour les entreprises en difficulté et un programme social ambitieux.

Pour M. Tchernomyrdine, le gouvernement devra poursuivre les réformes, *mais sa priorité, son «obligation sacrée»*, devra être de lutter contre la hausse des prix. Le nouveau vice-premier ministre, M. Boris Fiodorov a déclaré, pour sa part, qu'il voulait mettre fin à la *«dollarisation»* du pays. Selon lui, l'utilisation de plus en plus fréquente de la monnaie américaine en Russie conduit à un *«apartheid économique»* qui n'est plus supportable. M. Fiodorov a toutefois précisé que mettre fin à cette situation constituera une *«tâche difficile»* et que les changements devront être effectués *«à la hâte mais avec réalisme»*.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ROUMANIE : l'ex-souverain renonce à sa visite

Un Noël sans roi Michel pour Timisoara

TIMISOARA

de notre envoyé spécial

Sur les marches de la cathédrale de la «ville martyre», à l'endroit précis où, en décembre 1989, tombaient les premières victimes de la *révolution sous les balles de tireurs* qui n'ont toujours pas été jugés, ils sont quelques dizaines, jeudi 24 décembre, silencieux. Immobiles dans le froid, déçus, amers ou révoltés, ils pressent contre eux des portraits de l'ex-roi Michel Ier de Roumanie pour protester contre l'annulation de la visite de celui qui se considère, et qu'ils considèrent, toujours comme leur souverain, malgré sa destitution par les communistes en 1947.

L'ancien monarque a refusé d'être humilié. Il a décidé de ne pas se plier *«aux conditions inacceptables»* posées par les autorités roumaines et a renoncé à une seconde visite «privée» en Roumanie. Parmi ces humiliations : une fouille à corps à l'arrivée, un trajet imposé et des interlocuteurs agréés par les autorités, l'interdiction de tout discours, la menace permanente d'être expulsé en cas de non respect de ces conditions, selon *M. Mihai Ricci*, le représentant du roi qui a négocié avec le ministère de l'intérieur. Les autorités roumaines auraient cependant proposé au roi un «traitement de faveur» : à condition qu'il reconnaisse la forme républicaine du gouvernement.

Une légitimité qui fait peur ?

Sur les marches de la cathédrale, Iliana Plotuna, cinquante-deux ans, est révoltée. *«Au pouvoir, ce sont les communistes de la seconde ligne, nous devrons nous battre jusqu'au sang. Nous n'aurons la justice que lorsque le roi sera ici»*, dit-elle alors que pour beaucoup de responsables de la répression de décembre 1989, *«les assassins, sont libres»*, comme le proclame une banderole. Héros de la révolution et de l'opposition roumaine, le maire de Timisoara, M. Viorel Oancea, qui avait invité le roi, est *«déçu et déboussolé»*. Il dénonce *«les menaces»*, *«la mentalité communiste»* avec laquelle les autorités ont traité l'affaire. Le Métropolite orthodoxe du Banat Nicolae, qui avait lui aussi invité le souverain, est amer. Estimant que *«si la dictature communiste est finie, la destitution illégale du roi doit être corrigée»*. Le prélat pense que le pouvoir a voulu éviter *«une visite incommode pour un régime qui ne veut rien changer»* et que *«les gouvernants n'ont pas voulu répéter l'expérience de l'année passée»*. En avril 1992, Michel Ier avait été accueilli à Bucarest par une foule enthousiaste de dizaines de milliers de personnes.

Après le retrait de son visa lors de la Pâque 1990, une expulsion à Noël de la même année et les multiples péripéties de ce second voyage finalement annulé, la *«farce»* se poursuit, comme dit l'ex-souverain.

Mais elle montre, selon lui, que *«les autorités ont toujours peur de la présence du roi dans le pays car elles savent qu'il a une légitimité nationale qu'aucune sorte d'élection, aussi bien orchestrée soit-elle, ne peut leur offrir»*.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : M. Weinberger ne sera pas jugé

Le «pardon» accordé par M. Bush clôt l'affaire de l'Irangate

Le président George Bush a clos le dossier judiciaire de l'Irangate en accordant, jeudi 24 décembre, son *«pardon»* à l'ancien secrétaire à la défense, M. Caspar Weinberger, et à cinq autres personnes inculpées dans ce scandale qui avait empoisonné les dernières années de M. Ronald Reagan à la Maison Blanche.

«Caspar Weinberger est un véritable patriote américain», a souligné M. Bush dans un communiqué rendu public par la Maison Blanche. *«La motivation* [des personnes impliquées] *était le patriotisme et aucune d'entre elles n'a profité ou cherché à tirer profit»* de cette affaire, a ajouté le président. Distinct d'une «grâce», puisqu'il intervient avant un jugement et interrompt le cours d'une procédure judiciaire, le *«pardon présidentiel»* fait partie des prérogatives du chef de l'exécutif. Il n'est pas susceptible d'appel.

L'ancien responsable du Pentagone, âgé de soixante-quinze ans, était accusé d'avoir menti au Congrès, et son procès devait s'ouvrir le 5 janvier. Le procureur indépendant Lawrence Walsh, chargé d'enquêter sur le scandale de l'Irangate, a aussitôt critiqué cette mesure. *«L'étouffement du scandale, qui s'est poursuivi pendant plus de six ans, est maintenant achevé»*, a déclaré M. Walsh, ajoutant que la décision de M. Bush *«portait atteinte au principe selon lequel personne n'est au-dessus des lois»*. Le président élu Bill Clinton s'est quant à *lui* déclaré *«préoccupé»*.

Le scandale de l'Irangate était né de la vente secrète, par l'administration Reagan, d'armes américaines à l'Iran afin d'obtenir la libération des otages américains alors détenus au Liban. Les bénéfices tirés de ces ventes d'armes avaient ensuite été détournés au profit des «contras», les rebelles luttant contre le régime sandiniste du Nicaragua.

Le président Reagan a toujours affirmé qu'il n'avait pas été mis au courant de l'aide illégale apportée aux «contras». Son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, John Poindexter, avait pris l'entière responsabilité de cette décision. M. Bush, à l'époque vice-président des Etats-Unis, a expliqué pour sa part qu'il n'avait appris qu'à la mi-décembre 1986 que les Etats-Unis échangeaient des armes contre des otages. M. Bush a accordé également son pardon à l'ancien secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines, M. Elliott Abrams, à l'ancien conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, M. Robert McFarlane, et à trois responsables de la CIA, M. M. Duane Claridge, Alan Fiers et Clair George. Dix-huit autres personnes, non liées à ce scandale, ont également bénéficié jeudi du pardon présidentiel.

L'un des principaux acteurs de ce scandale, le lieutenant-colonel Oliver North, avait été condamné en mai 1989, mais une cour d'appel avait annulé ce jugement et le procureur indépendant avait décidé d'abandonner les poursuites. Une condamnation de John Poindexter avait, elle aussi, été infirmée en appel. Le pardon accordé par M. Bush, moins d'un mois avant qu'il ne cède le pouvoir à M. Bill Clinton, a fait l'objet d'un débat au sein de la Maison Blanche, certains conseillers du président craignant les polémiques que pourrait déclencher cette décision. – *(AFP.)*

VOUS ÊTES PARDONNÉ !
MERCI, VOUS AUSSI...
PANCHO

M. Clinton a fait une large place aux minorités

Suite de la première page

M. Bruce Babbitt (cinquante-quatre ans), ancien gouverneur de l'Arizona, occupera le poste de secrétaire à l'intérieur ; à l'agriculture, M. Mike Epsy (trente-neuf ans), premier élu noir du *Mississippi à la Chambre* des représentants ; enfin, M. Federico Pena (quarante-cinq ans), ancien maire de Denver, a été nommé aux transports.

Tout aussi importante, M. Clinton a annoncé la nomination d'un de ses plus proches amis, l'avocat californien Mickey Kantor (cinquante-trois ans), qui dirigea sa campagne, au poste de représentant du président pour le commerce, où il remplace Mme Carla Hills. M. Kantor, qui passe pour être un négociateur au moins aussi coriace que Mme Hills, sera naturellement en charge des pourparlers sur le GATT mais aussi de l'application du traité ALENA, établissant une zone de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique que M. Clinton entend amender sur au moins deux points : les normes de préservation de l'environnement et la protection de certains secteurs de l'industrie américaine.

Pour assembler son cabinet, M. Clinton a pris son temps, près de vingt jours, au risque d'être accusé d'*une certaine indécision* et d'être trop réceptif aux divers groupes de pression qui constituent la coalition démocrate dont il s'affirme, parfois avec humeur, le plus indépendant possible. L'exercice a confirmé la méthode Clinton : avant de décider, il délibère soigneusement, écoute attentivement, sollicite tous les avis, au premier chef celui du vice-président élu, M. Albert Gore, et celui de son épouse Hillary (qu'il aimerait voir siéger aux réunions de cabinet). C'est vrai, *«son processus de prise de décision est complexe»*, disait Mme Dee Dee Myers, une des porte-parole du président élu.

Le résultat donne un cabinet à la tonalité générale centriste où sont représentés tous les «cercles» du «clintonisme». Il y a les amis personnels du président, avec le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Thomas McLarty, dit «Mack», MM. Mickey Kantor ou Robert Reich (le secrétaire au travail). Il y a le côté «babyboomer», génération de l'après-guerre, avec une cohorte de quadragénaires, et la touche sudiste avec bon nombre de représentants des Etats de l'ancienne Confédération (notamment du Texas).

Economie : une équipe éclectique

Il y a, enfin, les lignes de fracture traditionnelles du Parti démocrate. En économie, une équipe éclectique, où l'on trouve des partisans de la rigueur budgétaire (M. Léon Panetta, le directeur du budget à la Maison Blanche, et, à un moindre degré, M. LLoyd Bentsen, le secrétaire au Trésor) et les traditionnels défenseurs de l'investissement public (M. Robert Reich, par exemple) ; aux côtés des partisans d'une *«politique industrielle»* et, à ce titre, de la protection de certains secteurs dits *«stratégiques»*. (Mme Laura d'Andrea Tyson, chef des économistes de la présidence, M. Robert Reich encore, mais aussi M. Lloyd Bentsen) cohabitent des apôtres du libre-échangisme. Même diversité en politique étrangère, où les tenants de la tradition «cartérienne» de défense des droits de l'homme, bien représentée par le nouveau secrétaire d'Etat, M. Warren Christopher, devront coexister avec quelques solides praticiens de la «Realpolitik», tels que MM. Les Aspin, le secrétaire à la défense, et James Woolsey, nouveau directeur de la CIA.

M. Clinton n'a pas oublié l'Arkansas, son Etat. Il sera représenté dans la nouvelle administration par M. McLarty, à la Maison Blanche, mais aussi par le Dr Jocelyn Elders, une Noire, ministre de la santé de l'Arkansas, que M. Clinton a nommée au poste de Surgeon General, chef de la santé publique aux Etats-Unis. Habituée des ghettos, réputée pour son franc-parler et son goût pour la bataille politique, elle s'est faite l'avocate de l'éducation sexuelle à l'école et du droit à l'avortement.

ALAIN FRACHON

Le cabinet du nouveau président

Voici la liste des membres du futur cabinet de M. Bill Clinton :

– **Secrétaire d'Etat** : M. Warren Christopher ;
– **Secrétaire à la défense** : M. Les Aspin ;
– **Secrétaire au trésor** : M. Lloyd Bentsen ;
– **Attorney General** (*ministre de la justice*) : Mme Zoe Baird ;
– **Secrétaire à l'intérieur** : M. Bruce Babbitt ;
– **Secrétaire à l'éducation** : M. Richard Riley ;
– **Secrétaire au travail** : M. Robert Reich ;
– **Secrétaire à la santé** : Mme Donna Shalala ;
– **Secrétaire au commerce** : M. Ronald Brown ;
– **Secrétaire à l'énergie** : Mme Hazel O'Leary ;
– **Secrétaire à l'agriculture** : M. Mike Espy ;
– **Secrétaire au logement** : M. Henry Cisneros ;
– **Secrétaire aux transports** : M. Federico Pena ;
– **Secrétaire aux anciens combattants** : M. Jesse Brown ;
– **Ambassadeur à l'ONU** : Mme Madeleine Albright.

AFRIQUE

L'entêtement amer des femmes de Mogadiscio

Suite de la première page

Lorsque les militaires français ont mis en place un poste de contrôle sur la «Green Line», cette ligne de front qui coupe la ville en deux, Halima n'a pas voulu en profiter pour visiter les ruines du centre-ville ou revoir son ancienne maison. *«C'est là que j'ai vu mon mari se faire tuer devant moi, par les hommes de Syaad Barré, il y a presque deux ans. Le 10 janvier 1991, exactement.»*

Comme des dizaines d'autres, Halima avait dû fuir «son» quartier, désormais sous la coupe des *Abgals*, pour rejoindre les siens, les *Habarguidirs*, réunis sous la bannière du général Aïdid. La «Green Line» allait définitivement mutiler la capitale. Ceux qui s'étaient soulevés, ensemble, pour renverser l'ancien régime, allaient s'entretuer entre «frères», de peur qu'une ethnie prenne le pouvoir sur une autre. Une nouvelle guerre commençait.

Les quatre usines que dirigeait Halima – fabriques de chaussures, de cuir, d'éléments de menuiserie, de tuyauterie – ont été, pour certaines, entièrement pillées. *«Ils ont même volé le toit»*. Il a fallu faire preuve d'imagination, malgré l'aisance financière de la famille, le compte en banque à l'étranger et la maison de Turin. Les cinq enfants de Halima sont restés en Italie – *«le plus petit est au lycée, les autres à l'université»*.

Pour l'argent, il a fallu se débrouiller : *«Au début, nous avions organisé un système avec des émigrées somaliennes, qui travaillaient en Italie. Elles leurs donnaient des lires, qu'elles ponctionnaient sur leurs salaires, et moi je donnais l'équivalent à leurs familles restées en Somalie. Mais, aujourd'hui, je n'ai plus rien. Mes sœurs, qui vivent en Arabie saoudite, me font parvenir de l'argent par des amis»*.

Halima s'arrange pour envoyer du courrier, passant d'une association humanitaire à une autre pour utiliser un des nombreux téléphones par satellites installés à Mogadiscio. Elle peut parler à ses enfants. Certains ont bénéficié d'une bourse du gouvernement italien. Les autres se débrouillent, font du baby-sitting. *«Au moins, ils sont à la maison, à Turin.»*

Une ville qui fut «tellement belle»

Halima se souvient de la *«guerre de libération»*, quand la population prit les armes pour renverser le dictateur. Plusieurs de ses amies allaient *«au front»*, apporter de la nourriture, des médicaments. D'autres étaient devenues des combattantes, ce qui n'a rien d'étonnant dans un pays où, malgré un islamisme très fortement enraciné, les femmes ont toujours été actives. *«Il n'y avait pas de différence de salaires entre hommes et femmes. Les femmes faisaient le service militaire, elles ont appris à se battre, à tirer.»* Halima se souvient de la barbarie des soldats gouvernementaux, des massacres, des viols, des enfants fusillés.

La guerre clanique qui a suivi était absurde, bien sûr, mais Halima ne peut s'empêcher de mépriser le «président par intérim» Ali Mahdi – un politicien *«trop manipulable»*, à ses yeux – et de parler du général Aïdid comme du *«chef militaire qui a su libérer le pays»*. Sans lui, dit-elle, *«personne n'aurait pu renverser le régime»*. Ambiguë et amère, Halima admet volontiers l'impuissance de son peuple : *«Nous n'avons pas été capables de résoudre nos problèmes entre nous»*. Mais l'arrivée des Américains n'en est pas moins vécue comme *«une occupation militaire»*, qu'il sera difficile d'accepter très longtemps.

«Cela fait six mois que nous lançions des appels au monde entier, sans être écoutés», lâche-t-elle. *«Mogadiscio est devenue un cimetière. C'est trop tard ! ...»*. L'électrochoc salutaire, qui pourrait faire sortir d'un grand chapeau des institutions et des hommes politiques nouveaux, elle n'y croit pas. *«Il faudra du temps pour construire la démocratie, oublier le passé, tenter de nous réconcilier. On ne peut pas penser que cela puisse se faire du jour au lendemain»*, explique-t-elle.

Halima, comme beaucoup d'autres, est allée à Genale, à Gorioleey. Et elle a vu les paysans ruinés, avec leurs récoltes menacées de pourrir sur place. Comment les écouler ? L'afflux du maïs étranger a fait chuter les cours. Aux perversions d'une aide humanitaire brutale, tardive et maladroite, Halima aurait préféré une *«réhabilitation en profondeur»* du pays. *«Que va-t-on faire, par exemple, des anciens combattants ? Vont-ils continuer à piller ? Comment va-t-on leur donner une formation professionnelle, un métier pour qu'ils redémarrent dans la vie ?»*

Chaque matin, Halima donne des cours à des femmes et à des enfants. L' «école» a été installée dans une remise. Grâce à l'appui d'une organisation caritative allemande, Halima a fondé sa propre association. *«On passe commande aux femmes, pour qu'elles tressent des nattes pour dormir et confectionnent des ustensiles de cuisine en terre cuite. On leur donne le matériel et un petit salaire. Cela crée des emplois et cette production sert à l'accueil de nouveaux réfugiés.»*

Halima a d'autres projets, elle rêve de nettoyer Mogadiscio, cette ville qui fut, avant la guerre, *«tellement belle, propre, joyeuse ! Et il y avait la mer...»*. Aujourd'hui, la capitale tourne le dos à l'océan Indien, recroquevillée dans ses faubourgs. Souvent Halima reste pensive. Elle finit par expliquer qu'elle a pris l'habitude de ne plus accorder d'importance aux problèmes matériels. *«J'ai perdu mon mari, quelqu'un avec qui j'avais vécu pendant plus de trente ans. Même s'il y a beaucoup de monde ici, je ne pourrai jamais l'oublier.»*

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

□ **ALGÉRIE : un officier de police tué.** – Lors de l'assaut contre le refuge d'un groupe d'hommes armés qui a eu lieu le 20 décembre à Tizi-Ouzou, un jeune officier de police a été tué, a rapporté le 24 décembre le quotidien *Horizons*. Son décès n'avait pas été annoncé dans le bilan officiel, qui faisait état de la mort de huit personnes, dont deux femmes. Depuis que le couvre-feu a été imposé le 5 décembre, dix-neuf policiers ont été tués dans des attentats ou des accrochages avec des extrémistes. – *(AFP.)*

□ **NIGER : référendum constitutionnel.** – Sauf nouveau report de dernière heure, près de quatre millions d'électeurs devaient se prononcer, samedi 26 décembre, par référendum, sur le projet de nouvelle Constitution, censée entrer en vigueur à l'issue de la période de transition. Cette période, commencée il y a quatorze mois, doit en principe s'achever le 31 janvier. Il est cependant improbable que les Nigériens aient pu, d'ici là, élire leurs députés et leur président, comme le stipulait le «cahier des charges» de la transition. – *(AFP.)*

□ **TCHAD : arrestation au Cameroun de l'ancien ministre Abbas Koty.** – L'ancien ministre de la défense, M. Abbas Koty Yacoub, réfugié au Cameroun depuis la mi-juin, après avoir été accusé par le gouvernement tchadien de tentative de coup d'Etat, a été arrêté par les autorités camerounaises, a-t-on appris, jeudi 24 décembre, de source officielle à N'Djamena. L'opposant tchadien a été arrêté le 17 décembre, à Maroua, dans le nord du Cameroun, en compagnie de trois de ses lieutenants, a-t-on confirmé à Yaoundé. – *(AFP.)*

□ **ZAIRE : les mutineries s'étendent à Kolwezi.** – La vague d'émeutes, dont viennent d'être victimes les villes de Kisangani et de Goma, s'est étendue, jeudi 24 décembre, à Kolwezi, dans le sud-est du pays, où les soldats mutins se sont livrés à des pillages, a-t-on appris de source militaire. Selon certains témoignages, ces troubles seraient dûs à un retard dans le paiement des soldes, d'autres estimant que les soldats refusent d'accepter les nouveaux billets de 5 millions de zaïres, dont la valeur, inflation galopante oblige, ne dépasse pas les 3 dollars. – *(Reuter.)*



ASIE

JAPON : à la suite du scandale Sagawa

Le président du Parti socialiste a démissionné

En annonçant, le jeudi 24 décembre, sa démission de président du Parti socialiste (PS), deux jours après la fin d'une convention du comité central où il avait été reconduit dans ses fonctions, M. Makoto Tanabe a confirmé la gravité de la crise qui secoue la première formation d'opposition.

TOKYO

de notre correspondant

La guerre de succession qui s'ouvre au PS pourrait accélérer un réalignement des forces au sein du camp socialiste, comme c'est déjà le cas au sein de la majorité conservatrice, ébranlée par le scandale Sagawa Kyubin.

M. Tanabe, soixante-dix ans, qui avait assumé la présidence du PS en juillet 1991, à la suite de la démission de Mme Doï, a expliqué sa décision par un souci de rajeunissement de la direction du PS : *« C'est à la nouvelle génération de mettre en œuvre la réorientation dont nous avons jeté les bases »*, a-t-il déclaré. M. Tanabe a précisé qu'il n'avait pas annoncé sa démission lors du comité central pour ne pas en troubler les travaux. Son successeur devrait être désigné en janvier, avant l'ouverture de la session parlementaire.

La question de l'envoi des troupes

La vraie raison de cette démission tient aux critiques de plus en plus ouvertes dont M. Tanabe était l'objet au sein du PS en raison de liens qu'il entretenait avec le « parrain » déchu du parti gouvernemental PLD, M. Shin Kanemaru. Les pressions de l'aile droite, à laquelle M. Tanabe appartient, comme de la gauche du PS, étaient d'autant plus fortes que les socialistes craignaient, faute de changements, de régresser lors des prochaines législatives, prévues pour 1994 (mais qui pourraient être anticipées), et en tout cas aux élections locales de l'été. M. Tanabe a préféré partir avant le verdict.

Le président sortant était aussi critiqué pour l'ambiguïté de la position du PS sur la question de l'envoi de troupes japonaises à l'étranger dans le cadre d'opérations de paix de l'ONU, ainsi que dans le scandale Sagawa kyubin. L'attentisme de M. Tanabe était mis au compte de ses relations avec M. Kanemaru : non pas seulement de liens personnels mais une connivence vieille d'une vingtaine d'années, qui s'est traduite par des manœuvres en coulisses permettant de faire avancer les débats parlementaires.

Un article que vient de publier le mensuel *Bungei shunju*, sous la signature d'un observateur de la politique japonaise, M. Minoru Morita, a contribué à ébranler la position de M. Tanabe. Il y est fait état des transferts de fonds auxquels se livrait le PLD en faveur du PS afin d'encourager une attitude compréhensive de sa part : trois milliards de yens lui auraient été versés en une année sous le cabinet Suzuki (1980-1982).

La démission de M. Tanabe va aggraver l'affrontement entre droite et gauche du PS. Si un consensus existe sur la nécessité de rajeunir la direction du parti, de sérieuses oppositions persistent sur la question du traité de sécurité avec les Etats-Unis et les Forces d'auto-défense. Une intensification des luttes internes pourrait, une nouvelle fois, paralyser le PS et accélérer les réalignements de forces politiques à l'œuvre, en son sein comme à l'extérieur.

PHILIPPE PONS

CHINE

Amnesty International dénonce l'usage courant de la torture

La torture est devenue une *« pratique courante »* en Chine ces dix dernières années, et les sévices infligés aux opposants sont de plus en plus sévères, assure un rapport d'Amnesty International qui vient d'être publié à Londres. *« Bien que les lois chinoises interdisent la torture et que ce pays ait ratifié la convention de l'ONU contre cette pratique, le gouvernement y a recours dans sa lutte contre les opposants et les criminels »*, écrit l'organisation internationale de défense des droits de l'homme. Amnesty accuse aussi les autorités de Pékin d'être *« responsables de détentions arbitraires et d'exécutions sommaires »*.

Des sources officielles chinoises ont reconnu auprès d'Amnesty qu'environ quatre cents cas de torture avaient été signalés en 1991, mais elles ont assuré que les responsables de ces actes avaient été poursuivis et condamnés. L'organisation considère pourtant que ce chiffre ne correspond pas à la réalité. De nombreuses personnes victimes de sévices n'osent pas se faire connaître par peur des représailles, affirme en particulier Amnesty.

Les tortures s'appliquent sans distinction aux hommes, aux femmes et aux enfants. Les formes les plus courantes de mauvais traitements sont les bastonnades et la torture à l'électricité. Certains prisonniers sont enfermés dans de minuscules cellules où ils ne peuvent ni se lever ni s'allonger. Amnesty cite également le cas de personnes enchaînées à des portes en bois pendant des mois.

« Le système juridique chinois encourage la torture : au regard de la loi, les prisonniers ont théoriquement quelques droits, mais dans la pratique, ils n'en ont aucun », écrivent les auteurs du rapport. Amnesty souligne encore que les prisonniers ne peuvent pas faire appel à des avocats, à l'exception des prisonniers de droit commun, qui peuvent être assistés au jour de leur procès.

« Si quelques cas de torture font parfois l'objet d'enquêtes officielles, la plupart des tortionnaires ne sont jamais poursuivis », conclut Amnesty, qui demande aux autorités de *« laisser des observateurs indépendants venir enquêter en Chine, afin que ceux qui se rendent responsables de telles pratiques ne puissent plus bénéficier de l'impunité dont ils jouissent actuellement »*.

□ **INDE : nouvelles violences.** – Onze séparatistes musulmans ont été tués, le 22 décembre, lors de plusieurs incidents, et quinze autres ont été arrêtés par les forces de sécurité indiennes dans l'Etat du Cachemire au nord-ouest du pays, a annoncé, jeudi 24, l'agence PTI. Le Cachemire est le seul Etat de l'Inde où les musulmans sont majoritaires. D'autre part, de nouveaux incidents ont opposé hindous et musulmans à Ahmedabad, capitale de l'État du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde. Ils ont fait au moins trois morts, a rapporté la police. Les troubles ont éclaté dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 décembre, lorsque des musulmans ont appelé à une grève de protestation contre les violences qui avaient fait au moins 58 morts dans cette ville au début du mois, en réponse à la destruction, le 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya. Des magasins appartenant à des musulmans ont été incendiés jeudi. – *(AFP, Reuter.)*

□ **CORÉE-DU-SUD : libération de dissidents.** – La dissidente sud-coréenne Im Su-kyong a été libérée jeudi 24 décembre lors d'une amnistie décrétée à l'occasion de Noël pour contribuer à la réconciliation nationale. Im Su-kyong, une étudiante de vingt-quatre ans, avait été arrêtée en 1989 pour s'être rendue en Corée-du-Nord en dépit de l'interdiction légale. Elle avait été condamnée à cinq ans de prison. Vingt-trois autres prisonniers ont bénéficié de l'amnistie, dont le prêtre dissident Moon Kyu-hyun, qui avait accompagné Im Su-kyong lors de son voyage. – *(AFP.)*

□ **Visite du président israélien en Chine.** – Le président Chaïm Herzog est arrivé, le jeudi 24 décembre, à Pékin, pour une visite d'une semaine en Chine, la première d'un chef d'Etat israélien depuis le rétablissement de relations diplomatiques entre les deux pays, en janvier, après quarante ans de rupture. La Chine est une alliée traditionnelle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Cette visite devrait permettre la conclusion d'accords de troc dans les domaines du commerce, de la science et de la médecine. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

L'Egypte reproche au Soudan son prosélytisme islamiste

LE CAIRE

de notre correspondant

Janvier 1885 : Khartoum et sa garnison égyptienne tombent aux mains de Mohamed « El Mahdi » (le Bien Guidé) et de ses *ansars* (partisans). La révolte du Mahdi vise à établir *« le pouvoir d'Allah »* et arracher le pays aux *« impies »*. « El Khalifa » Abdallah, son successeur, veut exporter la révolution. Il envoie, en 1887, des lettres à la reine Victoria, au calife ottoman et au khédive Tewfik, sommant ces « infidèles » de venir à Oum-Dourman faire soumission et se convertir à l'Islam. En 1888, ses forces pénètrent d'une centaine de kilomètres en territoire égyptien.

Près d'un siècle plus tard, le pouvoir militaro-islamiste de Khartoum est, lui aussi, accusé de vouloir exporter la révolution islamique *via* des pays tels que l'Egypte, la Tunisie et l'Algérie. Le cheikh Hassan El Tourabi, chef du Front national du salut (FNI) et éminence grise de la junte au pouvoir est, comme le Mahdi, traité de *« fanatique »* par les autorités du Caire, de Tunis et d'Alger.

El Tourabi, qui ne cache pas sa volonté de voir *« le pouvoir d'Allah »* régner dans tout le monde arabe, agit un peu comme un « manager ». L'organisation internationale des Frères musulmans, qu'il préside, a discrètement pris le contrôle de plusieurs banques islamiques, dont la Banque Fayçal, la plus importante. *« Une méthode détournée pour financer l'extrémisme musulman »*, disent ses détracteurs.

Isolé dans le monde arabe et au sein de la communauté internationale, le régime soudanais semble avoir trouvé dans l'Iran un allié précieux. Depuis la crise du Golfe, Téhéran a en effet resserré ses liens politiques, militaires et culturels avec lui et aurait fourni 200 millions de dollars d'aide par an, du pétrole à bon marché et des armes pour des dizaines de millions de dollars.

« La vipère iranienne »

Le Soudan, accusé par la presse égyptienne d'être la tête de *« la vipère iranienne qui répand son venin dans le monde arabe »*, se voit aussi reprocher d'avoir ouvert des camps d'entraînement pour les extrémistes musulmans de différentes nationalités ; avec, pour instructeurs, des « gardiens de la révolution » (pasdarans) iraniens, ou des membres du Hezbollah libanais, dont le nombre, selon des sources militaires égyptiennes, avoisinerait le millier. Un autre millier serait chargé d'entraîner les forces gouvernementales qui combattent, dans le sud du pays, les rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS).

Plusieurs centaines d'extrémistes musulmans arabes de retour d'Afghanistan seraient entraînés au Soudan au maniement des armes et des explosifs. Selon un responsable du ministère égyptien de l'intérieur, ces extrémistes, une fois aguerris, s'infiltrent en Haute-Egypte en suivant des pistes qui franchissent les 1 000 kilomètres de la frontière, le long de laquelle, les autorités du Caire ont renforcé les mesures de sécurité depuis les attentats commis contre des touristes étrangers.

Les extrémistes tunisiens et algériens, munis de « vrais-faux passeports » soudanais ou yéménites, regagnent leur pays *via* la Libye, qui n'exige pas de visa des ressortissants arabes. Mais Tripoli a durci les mesures de sécurité après avoir découvert que des Libyens étaient entraînés au Soudan.

Khartoum a récemment dépêché un émissaire au Caire, porteur d'une lettre du chef de la junte, le général Omar El Béchir, qui dément que son pays serve de base arrière aux extrémistes musulmans. Elle a laissé les Egyptiens sceptiques. D'autant qu'une nouvelle radio soudanaise devrait bientôt être créée, qui couvrirait le Machrek, le Maghreb et l'Afrique.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Détenus au Liban sud par les hommes de l'ALS

Quelque trois cents prisonniers de la prison de Khiam sont privés de tout droit de visite

KHIAM

de notre envoyée spéciale

Installée dans une ancienne caserne, qui domine le village reconstruit après que l'armée israélienne s'en fut servie comme cible d'exercice dans les années 70-80, la prison de Khiam garde ses secrets. Personne ne visite *« les 250 à 300 prisonniers »* selon le général Lahad, en majorité chiites, qui croupissent ici depuis plusieurs mois ou plusieurs années.

Pour justifier ce refus qui s'applique même au Comité international de la Croix-Rouge, le chef de l'ALS se contente d'affirmer : *« Nous sommes au Moyen-Orient. Je traite sur ce point les gens comme le fait le Hezbollah* (parti intégriste chiite proche de l'Iran). *Cinq de mes soldats sont portés disparus et sept, plus un civil, sont prisonniers de ce dernier »*, ajoute-t-il pour conforter sa décision. Les rapports accablants d'Amnesty International sur les tortures pratiquées à Khiam ne l'émeuvent pas. *« Sur le plan humanitaire je suis satisfait »*, déclare-t-il. L'autorisation de visite dépend-elle de lui ou d'Israël, dont des agents, affirment d'anciens détenus, viennent pratiquer des interrogatoires ? *« Cela relève de ma responsabilité »*, soutient le chef de l'ALS, qui admet toutefois qu'au niveau du renseignement Israël et l'ALS coopèrent étroitement.

Qu'ont fait ces prisonniers ? *« Ils ont mené des attaques, ou fait du renseignement, ou encore ils étaient en contact avec le Hezbollah »*, répond le général Lahad. Pourquoi ne sont-ils pas jugés ? *« Je ne suis pas un gouvernement pour pouvoir le faire »*, dit-il. Enervé par trop de questions sur un sujet qu'il n'apprécie pas, le général concède toutefois : *« Si vous étiez Amnesty International, alors vous pourriez aller voir. »* Ce serait une première.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **IRAN : le « Teheran Times » met en garde contre une visite en France de Salman Rushdie.** – Au lendemain d'un entretien de M. Salman Rushdie diffusé lors de « La marche du siècle », sur France 3, dans lequel l'écrivain britannique indiquait qu'il souhaitait se rendre *« le plus tôt possible »* en France, pour demander le soutien du gouvernement, le quotidien iranien *Teheran Times* a averti, jeudi 24 décembre, qu'une telle visite pourrait compromettre les relations entre la France et l'Iran. Au quai d'Orsay, on a rappelé jeudi que l'auteur des *Versets sataniques* était le *« bienvenu »* à Paris. – *(Reuter.)*

□ **TURQUIE : le mandat des forces alliées a été reconduit pour six mois.** – Le Parlement turc a reconduit, jeudi 24 décembre, pour une durée de six mois, le mandat des forces alliées de l'opération « Provide Comfort » déployées dans le sud de la Turquie et chargées de protéger les Kurdes irakiens et de surveiller le nord de l'Irak. Cette prolongation, la troisième depuis avril 1991, court à partir du 1er janvier 1993. Elle a été acquise par 236 voix contre 155. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

ARMÉNIE

Le pays menacé d'un « effondrement total »

L'Arménie ne dispose plus de réserves en fioul et ne reçoit quasiment plus de gaz naturel, ce qui devait contraindre le gouvernement à couper dès samedi 26 décembre l'électricité et le chauffage y compris là où ils étaient seulement partiellement assurés, a annoncé jeudi l'ambassade d'Arménie à Washington, s'exprimant *« au nom d'un gouvernement qui fonctionne sur un générateur de secours et dispose de moyens de communications limités »*.

La crise, provoquée par un différend commercial entre le Turkménistan fournisseur du gaz, l'Ouzbékistan et la Russie, *« menace l'Arménie d'un effondrement total »*, précise l'ambassade. Un accord de livraison d'électricité signé le 18 novembre avec la Turquie a été suspendu après des protestations de Bakou : Ankara lie son application à *« l'arrêt de l'agression arménienne contre le Karabakh »*.

Les combats se déroulent, depuis le 10 décembre, non plus au Karabakh mais aux frontières entre Arménie et Azerbaïdjan. Côté arménien, cinquante-trois personnes ont été tuées dans ces combats et bombardements de villes frontalières. – *(AFP.)*

ESPAGNE

Des officiers de la garde civile accusés de trafic de stupéfiants

La garde civile espagnole se retrouve sur le banc des accusés après l'arrestation, ces derniers jours, de onze de ses membres, chargés de la lutte antidrogue, tous accusés de trafic de stupéfiants.

Le juge de l'Audience nationale, la plus haute instance pénale espagnole, M. Baltasar Garzon, a décidé, le 22 décembre, de placer en détention préventive le lieutenant-colonel Francisco Quintero, chef du département antidrogue de la garde civile. Cette arrestation fait suite à celle du commandant Ramon Pindado Martinez, responsable de l'unité centrale de lutte contre la drogue, soupçonné de payer des informateurs avec de la drogue. Le supérieur direct de ces deux officiers, le colonel Rafael Garabito Gomez, a, pour sa part, été suspendu de ses fonctions. C'est le témoignage d'un trafiquant repenti et d'un garde civil arrêté qui a permis de remonter la filière. – *(AFP.)*

ITALIE

Arrestation d'un haut responsable de la police anti-Mafia

Un haut fonctionnaire des services secrets de Palerme, le préfet de police adjoint Bruno Contrada, soixante et un ans, homme de premier plan dans la lutte anti-Mafia au cours des dernières années, a été arrêté dans la nuit de mercredi 23 à jeudi 24 décembre pour connivence avec la Mafia.

Ce sont quatre mafiosi repentis connus – Tommaso Buscetta, Francesco Mannoia, Gaspare Mutolo et Giuseppe Marchese – qui ont accusé le préfet de police adjoint, membre du SISDE (services secrets civils) d'avoir des liens avec des familles mafieuses.

La brillante carrière de Bruno Contrada a coïncidé avec la montée du clan de Corleone, entre les années 70 et 80, et les guerres mafieuses qui ont ensanglanté la Sicile. Il avait eu entre ses mains les enquêtes sur les plus grands assassinats politiques de la Mafia.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

DIPLOMATIE

Selon la presse de Hongkong

La France perdrait d'importants contrats à Canton

Après la décision prise par les autorités chinoises de fermer le consulat de France à Canton en représailles à la vente de Mirage-2000 à Taïwan, les entreprises françaises vont perdre des contrats dans le Sud, la partie la plus prospère du pays, affirme, jeudi 24 décembre, le quotidien de Hongkong *Wen Wei Po*, proche de Pékin. Ce journal cite en particulier la construction du métro de Canton et la poursuite de la réalisation de la centrale nucléaire de Daya Bay.

Un consortium français semblait favori pour l'adjudication du métro de Canton, un projet de 1 milliard de dollars. Quant à la troisième phase de Daya Bay, dans le sud de la province de Canton, près de Hongkong, elle devait être financée à hauteur de 200 millions de dollars par quatre banques conduites par le Crédit Lyonnais.

Selon le *Wen Wei Po*, d'autres négociations avec la France ont été suspendues. La presse de Hongkong estime par ailleurs que la fermeture du consulat de Canton vaut comme avertissement aux pays (Allemagne, Etats-Unis, Pays-Bas) tentés de vendre des armes à Taïwan. Citant un proverbe, le *Ming Pao* estime que Pékin a voulu *« tuer le poulet pour faire peur au singe »*. – *(AFP.)*

Washington dément qu'un sommet soit prévu entre M. Bush et M. Eltsine

La Maison Blanche a démenti, jeudi 24 décembre, les informations de l'agence russe Interfax selon lesquelles un sommet entre les présidents George Bush et Boris Eltsine se tiendrait les 2 et 3 janvier à Sotchi, dans le sud de la Russie, sur les bords de la mer Noire. Les négociations sur le traité de réduction des armements stratégiques START 2 ont été suspendues jeudi à Genève et les délégués américains devaient regagner dans la journée Washington pour rendre compte du déroulement des pourparlers.

M. Bush et M. Eltsine se sont de nouveau entretenus au téléphone jeudi des négociations START 2, a d'autre part indiqué la Maison Blanche. Les deux dirigeants avaient déjà eu des conversations à ce sujet dimanche et lundi. *« Nous continuons à travailler à un accord de désarmement et nous gardons l'espoir »*, a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Marlin Fitzwater.

L'agence Interfax avait annoncé à Moscou, en citant des sources *« dignes de foi »*, que les deux présidents devaient se rencontrer début janvier à Sotchi pour signer l'accord START 2. M. Fitzwater a indiqué que rien de tel n'était prévu. *« S'il n'y a pas de traité, il n'y a pas de sommet »*, a-t-il ajouté. Le porte-parole a cependant réaffirmé que les Etats-Unis souhaitaient parvenir à un accord avant le changement d'administration le 20 janvier.

Les grandes lignes de START 2 ont été décidées lors du sommet Bush-Eltsine du mois de juin à Washington. Mais plusieurs questions restent à résoudre, notamment le sort des silos abritant les missiles soviétiques SS-18 à têtes multiples et celui des bombardiers nucléaires américains.

Le président élu Bill Clinton a de son côté affirmé jeudi lors d'une conférence de presse à Little-Rock (Arkansas) avoir *« beaucoup encouragé »* les autorités russes et M. George Bush à *« conclure le plus vite possible »* le traité START 2 sur la réduction des armes stratégiques. – *(AFP.)*

□ **Bagdad sommé d'autoriser l'escorte des convois humanitaires.** – Les alliés occidentaux de la guerre du Golfe ont donné jusqu'au mardi 29 décembre à l'Irak pour autoriser des gardes de l'ONU à escorter les camions d'aide humanitaire dans les zones kurdes, ont indiqué, le 24 décembre, des diplomates occidentaux à l'ONU. Passé ce délai, les alliés demanderaient au Conseil de sécurité d'envisager des mesures coercitives contre l'Irak, qui, à ce jour, refuse une telle escorte (*le Monde* du 25 décembre). – *(Reuter.)*

NOËL DANS LE MONDE

A Rome

Jean-Paul II appelle à la fin des combats dans l'ancienne Yougoslavie

Le pape devait prononcer, vendredi 25 décembre, de la loggia de la basilique Saint-Pierre de Rome, son message traditionnel de Noël, retransmis par cinquante-huit chaînes de télévision. Déjà, au cours de la messe de minuit, jeudi 24, dans Saint-Pierre remplie de pèlerins, il avait prié pour la paix dans le monde, en particulier en Yougoslavie, pour toutes les victimes des guerres et des famines.

Au cours de la messe de Noël, célébrée jeudi soir 24 décembre à la basilique vaticane, un jeune Croate a lu une prière à laquelle le pape, les cardinaux, les prélats, les ambassadeurs auprès du Saint-Siège et cinq mille pèlerins du monde entier se sont associés. « *Prions,* a-t-il demandé, *pour les populations encore déchirées par la haine et par la guerre, afin qu'elles fassent taire les armes et retrouvent une paix stable et durable, grâce à l'aide et à la solidarité de tous les pays.* »

De son côté, une religieuse somalienne a également invité Jean-Paul II et l'assemblée à prier en faveur de tous les enfants du monde, afin qu'ils soient protégés contre toute forme de violence ou d'exploitation.

Dans son homélie, le pape a invoqué « *la paix pour toute l'humanité rachetée* ». « *Comme il est difficile au monde,* a-t-il commenté, *d'assurer la paix pour l'homme, pour les hommes, les nations, les époques de l'histoire !* » « *La paix,* a-t-il ajouté, *peut-elle vraiment prévaloir sur la terre lorsque la bonne volonté fait défaut, lorsqu'il est indifférent aux hommes que Dieu les aime ?* »

« *Voici la nuit que nous avons attendue toute l'année* », a t-il ajouté, parlant de la « *joie intérieure* » des bergers à Bethléem, « *plus forte que la pauvreté et la misère. Celui qui est se révèle comme l'un de nous, un homme. Pourrait-il y avoir une manifestation plus convaincante du fait que Dieu aime l'homme* ».

Au cours de la messe, dix enfants d'origine coréenne, africaine, nicaraguayenne, mexicaine, polonaise, thaïlandaise et indienne ont offert des bouquets de fleurs au pape. La cérémonie a été retransmise à la télévision en direct dans quarante-cinq pays, y compris en Russie où le Noël orthodoxe ne sera célébré que le 7 janvier.

Quelques heures auparavant, recevant comme il le fait chaque année à la veille de Noël des compatriotes polonais – ils étaient ce jeudi 24 décembre deux mille, – Jean-Paul II a une nouvelle fois condamné l'avortement, qui divise la coalition au pouvoir en Pologne. Selon lui, « *la Pologne traverse une période difficile dans l'histoire de sa conscience morale, de sa législation et de sa responsabilité collective et individuelle* ». « *Il est impossible,* a t-il ajouté, *de ne pas être profondément bouleversé quand on voit quelqu'un qui refuse de permettre à un bébé de grandir. Ne devrions-nous pas faire tout notre possible pour ouvrir les portes, conformément à une vieille tradition polonaise qui veut qu'on fasse une place à un invité inattendu ?* », a ajouté le pape.

• **Quatre évêques français en Croatie :** à l'initiative du Secours catholique, qui sera représenté par MM. Pierre Boisard, son président, et Denis Viénot, son secrétaire général, quatre évêques français vont se rendre, du 26 au 30 décembre, en Croatie, pour des rencontres avec la population et des représentants de l'Eglise locale. Il s'agit de Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et président de la conférence épiscopale, de Mgr Albert Rouet, évêque auxiliaire de Paris et président de la commission sociale de l'épiscopat, de Mgr Jacques David, évêque de la Rochelle et président du conseil nationale de la solidarité, et de Mgr Joseph Rozier, évêque de Poitiers, président de Pax Christi-France.

En Somalie

Messe à la belle étoile

Chasuble blanche sur rangers noirs, le père Henry, entouré de quelque deux cents légionnaires, célèbre la messe de Noël, sous le ciel étoilé du « bush », la brousse africaine. Debout dans le sable, leurs silhouettes éclairées par une *petite lampe, les militaires* français, auxquels se sont joints des marines américains, entonnent *Douce nuit, sainte nuit*.

Celle-ci sera courte : partis de Baidoa, à l'aube du jeudi 24 décembre, les soldats du 2e REP ne sont plus, désormais, qu'à une heure trente de route d'Hoddour. Trois cent *cinquante d'entre eux et cent* cinquante marines devaient se déployer, dès vendredi matin, dans cette petite ville du sud de la Somalie.

Tandis que l'assistance entame « *Oh, seigneur ! en ce jour écoute nos prières* », un légionnaire souffle : *Une caisse de bières glacées !*. La messe se conclut sur la « *chanson du para* » : « *Mon Dieu, donne-moi la souffrance et la gloire au combat.* » A ce jour, aucun incident majeur n'a pourtant entravé la marche des troupes étrangères dans les régions du sud. Jeudi, un convoi blindé de huit cents marines a pris, sans coup férir, le contrôle de Bardare, où plus de soixante personnes meurent encore de faim, chaque jour.

Depuis le lancement de l'opération « Rendre l'espoir », il y a deux semaines, la force d'intervention s'est assurée le contrôle de Mogadiscio, de Baidoa, de l'aérodrome de Bali-Dogle et du port de Kisimayo – principales têtes de pont pour la distribution de l'aide humanitaire.

Après la « prise » de Berdere et d'Hoddour, il ne restera plus aux troupes étrangères qu'à s'assurer le contrôle de deux des huit points-clés, considérés comme stratégiques pour l'acheminement des secours. Il *s'agit des villes de Djalalksi et* Belet-Huen, où les soldats américains devraient s'être déployés, d'ici lundi prochain. – *(AFP, Reuter.)*

Dans les territoires occupés par Israël

L'« engrenage » de la violence

Célébrant la messe de minuit à Bethléem, le patriarche latin de Jérusalem, Mgr Michel Sabbah, a invité les juifs, les musulmans et les chrétiens à sortir de l'engrenage de la violence en Terre sainte. « *Nous constatons malheureusement que nous sommes toujours bloqués dans un engrenage de violence et que la dignité humaine reste violée pour l'une ou l'autre raison* », a dit le prélat, lui-même palestinien. « *La justice est un droit pour tout le monde, aussi bien les juifs que les Palestiniens.* »

Les chrétiens des territoires occupés avaient espéré pouvoir organiser une véritable fête pour Noël pour la première fois depuis le début de l'Intifada, il y a cinq ans. Mais l'expulsion de quatre cent quinze Palestiniens vers le Liban a assombri la célébration. Les traditionnelles mesures de sécurité avaient été renforcées. Les Palestiniens expulsés – dont vingt-cinq originaires de la région de Bethléem, – pour la plupart accusés par Israël d'appartenir au mouvement intégriste musulman Hamas, restent bloqués, sans ravitaillement, dans un *no man's land* entre les zones sous contrôle israélien et libanais. « *On dira : les expulsés sont musulmans et ils appartiennent à Hamas, un mouvement radical* », a dit Mgr Sabbah. « *La réponse de Noël est très simple et très claire : tous les Musulmans et tous les membres de Hamas sont enfants de Dieu, et ils sont donc nos frères.* » De son côté, le maire palestinien de Bethléem, M. Elias Freij, a souligné que « *l'expulsion des Palestiniens a créé une atmosphère de tristesse, de morosité, de colère et de frustration* ». – *(Reuter.)*

□ **M. Mitterrand fête Noël à Istanbul.** – Arrivé mercredi soir 23 décembre à Istanbul pour y passer Noël, M. François Mitterrand a visité, jeudi, les trois plus beaux édifices de la métropole l'église Sainte-Sophie le palais de Topkapi et la Mosquée bleue, sur la place Sultan-Ahmet, non loin de son hôtel, le Yesil Ev (Maison verte), une ancienne villa ottomane restaurée et modernisée. M. Mitterrand, dont la durée du séjour n'a pas été précisée, a assisté à la messe de Noël dans l'église catholique Saint-Antoine. – *(AFP.)*

A Paris

Avec les clandestins

Suite de la première page

« *N'est-ce pas qu'on souffre toutes les deux ?* », dit la Zaïroise, en parlant à son ventre. Matin et soir, elle prie pour que Dieu garde... l'abbé Pierre et son enfant.

« Monsieur Jean », lui, vient de Port-au-Prince. Cette nuit de Noël à la paroisse haïtienne de Paris, près des Buttes-Chaumont, il est mort de honte : « *Je n'ai rien à offrir à Suze, ma femme. Même pas une baguette de pain* ». Eux aussi vivent dans un hôtel minable et grignotent du « sec » au McDonald's. Après l'incendie de leur foyer, ils ont dormi à la rue pendant quinze jours. Toute la journée, ils se calaient au fond d'un bus, faisant la même ligne jusqu'au terminus et retour. « Monsieur Jean » avait du travail, mais depuis qu'il a été débouté de son droit d'asile politique son patron, pour éviter les ennuis, ne l'a pas gardé. « *Je n'ai rien volé, pourtant. Je n'ai rien fait de mal*, dit-il d'un ton plaintif. *Je suis sans papiers, la peur au ventre d'être arrêté.* »

Le rire sonore de Suze déboule en cascade du fond de l'église, comme pour conjurer le sort. Là-bas, en Haïti, se souvient-elle, la messe de Noël dure de 10 heures du soir à 2 heures du matin, dans les danses et au son des tambourins. « *Mais chez nous Noël ne descend pas par la cheminée... Il fait trop chaud en Haïti. Ti-Jésus, il arrive par la porte.* » Elle en rit encore, alors que sa tête résonne de cantiques en créole : « *Noël, c'est chaque jour sur la terre ; Noël sè là youn rin-min* [c'est s'aimer l'un l'autre] ; *Se ké kontan, ké posé* [c'est cœur content, cœur en paix] ; *Se Bon Dieu soti nan siel ve-n poté lumière* [c'est le Bon Dieu venu du ciel pour apporter la lumière]. »

« Notre belle patrie croate »

La musique s'élève aussi de ce foyer du CEDRE, un centre d'accueil de réfugiés du Secours catholique, entre la porte de la Villette et Aubervilliers (1). Bernarda est chilienne. Grisée, elle passe seule la soirée de Noël, mais sans amertume : « *Noël à Paris, c'est la fête... des magasins.* » Près d'elle, Cathy, une Cambodgienne dont le premier souvenir de Noël en France a le goût du « *champagne glacé* ». Ibrahim est kurde syrien. Pour lui, Noël ne veut rien dire, mais, se mêlant à la fête, il joue de son « tambour » (rien à voir avec le tambour occidental) appelé buzuki en Grèce. Elle, enfin, est angolaise. Sa peau est noire ébène. Son corps, souple comme une liane, se fond dans la danse. Elle a débarqué, il y a trois mois, de son pays en guerre et vit seule, avec ses deux enfants de onze et huit ans : « *Je voudrais qu'ils puissent aller à l'école, jouer avec les autres, regarder la télévision, avoir des nouvelles de mon pays et de... mon mari.* »

La guerre, en Yougoslavie aussi. *La colonie croate de Paris célèbre* Noël, rue de Bagnolet, à l'église Saints-Cyrille-et-Méthode. Un millier de personnes se pressent sur la chape de béton encore brut. Tout un sous-sol a été aménagé provisoirement pour accueillir des tonnes de colis, de vêtements et de nourriture, destinés au pays. Les esprits sont là-bas et la gorge se serre quand, à la fin de la messe, le Père Nikolic entonne l'hymne national croate : *Notre belle patrie*, interdit au temps des communistes. Sous son chignon relevé, Dubravka, elle, pense à la grand-mère qui, petite, lui avait appris les chants de Noël et qui aujourd'hui est prisonnière de la guerre en Slavonie, à Nova-Gradiska exactement, pas loin de la frontière bosniaque. *La maison* familiale a brûlé et des bruits de mobilisation circulent à nouveau dans la région. Chaque fidèle croate, ce soir du 24 décembre, a des nouvelles à donner d'un parent, d'un ami, d'une maison.

Dans sa langue, le curé demande de prier pour que Dieu « *convertisse ceux qui veulent et qui font la guerre* ». Il lit un message de l'archevêque de Zagreb invitant à la paix et au pardon, mais à quoi bon ? « *Il n'y a aucune foi chez les Serbes. Ils n'ont rien de commun avec nous* », souffle un fidèle. Dans la foule, il y a pourtant des couples mixtes, serbe et croate, des migrants depuis longtemps arrivés en France et quelques dizaines de réfugiés récemment échappés de la tourmente.

« Comme s'ils étaient des malfaiteurs »

Réfugiés de Croatie, du Zaïre, d'Haïti, d'Angola, du Sud-Est asiatique, de Roumanie, ils vont frapper chaque matin à la porte de la CIMADE, de la Croix-Rouge, du service social d'aide aux migrants, de France-Terre d'asile, etc. Au CEDRE, centre d'accueil du Secours catholique, soixante nouveaux arrivants, comme Louise, « Monsieur Jean », Suze, Bernarda ou Dubravka, font chaque jour la queue à la grille. Attirés par le seul bouche à oreille, ils sont 16 000 à être passés par cet organisme en 1992, 4 000 de plus qu'en 1991.

Avec les sans domicile fixe (SDF), les « sans papiers » sont dans la situation de pauvreté la plus lourde aujourd'hui en France. Si leur demande de droit d'asile est recalée par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et la commission de recours – ce qui est le cas le plus fréquent, – ils deviennent illégaux, réduits à l'impuisssance, sous la menace constante d'un contrôle et d'une « invitation à quitter la France » (IQF). Sans papiers, ils ne peuvent mettre leurs enfants à l'école, aller à l'hôpital, toucher les prestations sociales, les secours financiers des bureaux d'aide municipale. « *On les appelle déboutés, clandestins,* dit Régis Coustet, responsable du CEDRE, *comme s'ils étaient malhonnêtes, malfaiteurs, voleurs.* »

La plupart ne comprennent pas ce qui leur arrive, pourquoi, ayant vécu l'insécurité chez eux, ils la retrouvent ici et surtout en France. Pour bénéficier du droit d'asile, la convention de Genève les oblige à faire la preuve de menaces « *personnelles* » reçues dans leur pays. Depuis, aucune nouvelle législation n'est venue préciser le tir, alors que les situations de troubles se multiplient dans nombre de pays. « *Comment exiger d'un réfugié de Sarajevo qu'il vienne en France avec la preuve que, sauf s'il est blessé, il a été personnellement touché par la guerre ?* », s'emporte Régis Coustet. Puis, songeant à Noël, il se ravise. Jésus aussi était un réfugié, un sans papiers, persécuté pour délit d'opinion. Et c'est lui qui eut ce mot, en lui-même tout un programme : « *J'étais étranger, et vous m'avez accueilli.* »

HENRI TINCQ

(1) Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile, les réfugiés et les émigrés, 23, boulevard de la Commanderie, 75019 Paris. Tél. : 48-39-10-92.

En Espagne

Les enfants privés de téléphone

MADRID

de notre correspondant

Le Père Noël ne répond plus. Le 14 décembre, la *Telefonica* avait décidé de suspendre les lignes commençant par le préfixe 903 qui permettaient aux enfants de passer commande de cadeaux. Le communiqué de la compagnie de téléphone expliquait que l'utilisation de ces lignes constitue « *une manipulation délibérée de l'enfance* » violant « *la législation en vigueur sur la publicité en incitant les mineurs à la consommation* ». *Telefonica* a finalement cédé devant les protestations des parents et des organisations de consommateurs et d'usagers. Par la même occasion, les lignes comportant des messages à caractère raciste et xénophobe ont également été supprimées, alors que ces organisations affirment n'en avoir détecté aucune récemment. *Telefonica* a préféré prendre les devants en raison de la polémique que suscitent ces fameuses lignes 903.

Le 3 décembre, la société avait déjà été obligée de mettre un terme au *fonctionnement des nombreux* numéros commençant par 903 qui servaient de support aux conversations érotiques et aux rencontres à distance. Il aura fallu la découverte, à *Malaga*, d'un réseau de prostitution et de corruption de mineures utilisant l'une de ces lignes pour que la *Telefonica* mette le holà, invoquant « *la défense de son image* » et « *la sensibilité sociale* ». Le développement foudroyant des numéros « *chauds* » commençaient à inquiéter sérieusement les autorités et les familles qui voyaient leurs notes de téléphone atteindre des montants astronomiques.

En dix mois d'existence, les *lignes 903 étaient devenues un vrai* business ; 2 000 numéros et environ 80 entreprises prestataires. Au cours de cette période, le fonctionnement de ces lignes, dont une grande majorité sont uniquement de service (Bourse, sports ou autres), a rapporté plus de 11 milliards de pesetas (500 millions de francs), surtout grâce aux lignes *érotiques (80 % du total)*. Une véritable poule aux œufs d'or pour la *Telefonica*, qui a touché les trois quarts de cette somme. Ce qui a expliqué les réticences de la société à *supprimer cette innovation lucrative*, se retranchant derrière le paravent de la prestation technique. Les numéros « chauds » hors service, le Père Noël était une *autre bonne affaire. La trouvaille* n'a pas duré longtemps.

Le 903 fonctionne toujours cependant. Il peut être utilisé par n'importe quel organisme, club de football, société, association pour simplement donner des informa*tions ou vanter les mérites d'un* produit. A l'occasion du centenaire de la naissance de Franco, le 4 décembre, il est toujours possible d'entendre des morceaux choisis *des principaux discours du caudillo*. La rétrospective dure dix minutes et coûte 600 pesetas (30 francs).

MICHEL BOLE-RICHARD

A Sarajevo

Dans les églises qui ont échappé aux bombardements...

Dans la capitale bosniaque privée d'eau, d'électricité et de combustible, Noël a été célébré par des messes dites en la cathédrale – la ville comptait avant la guerre *dix pour cent de Croates* (catholiques) – ainsi que dans les six églises de quartier encore debout. Alors que les bombardements et les affrontements ont diminué d'intensité depuis une dizaine de jours (bien qu'ils fassent encore quotidiennement des victimes), l'évêque aux armées françaises, Mgr Michel Dubost, a concélébré, dans la cathédrale, une messe avec l'archevêque de Bosnie-Herzégovine, Mgr Vinko Puljic. L'assistance était telle que l'édifice – à peine touché, depuis le début de la guerre, par quelques éclats d'obus – n'a pu accueillir tout le monde. Des dizaines de personnes, *catholiques ou non*, sont restées sur le parvis à écouter l'office et la chorale. – *(AFP.)*

LT - LP
PASSY BUZENVAL
(Internat / Demi-Pension)
(lié par contrat d'association avec l'Etat)
50, av. Otis-Mygatt
92508
RUEIL-MALMAISON CEDEX

BEP Electrotechnique,
Bac Pro,
EIE, Bac F3

Rendez-vous
(pour inscriptions) avec le
Directeur des Etudes du LP et LT.
Contacter le secrétariat :
47.08.92.02 (poste 219)

Kabbale, vie mystique et magie
Judaïsme d'Occident musulman
Haïm ZAFRANI
Histoire et actualité. La vie quotidienne et l'imaginaire social castillan et judéo-maghrébin.
Un volume 16x24, 488 pages, un frontispice et 10 illustrations — 326 FF
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

Le Monde
EDITIONS
Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie
Jean de La Guérivière
Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressiez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.
EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde

SANS • VISA

Les jeux sont faits : en 1997, Hongkong ne sera plus une colonie britannique mais une parcelle du territoire de la Chine populaire. Tandis que l'échéance se rapproche, son gouverneur actuel, M. Chris Patten, a beaucoup de mal à faire accepter par les dirigeants chinois les institutions plus démocratiques que la Grande-Bretagne voudrait laisser en héritage (*le Monde* du 12 décembre). Quoi qu'il advienne, la Chine a besoin de Hongkong, de son particularisme et de sa réussite. Etat des lieux, à moins de cinq ans du jour J.



HANS PIELER IN STOPOVER Ed. STEMMLE

Hongkong casse-tête chinois

L'IMMEUBLE fut autrefois le siège de la Banque de Chine, longtemps la principale institution « communiste » représentée à Hongkong. Il est toujours la propriété de Pékin, mais n'est plus orné d'inscriptions en rouge à la gloire de Mao. Au dernier étage, les membres du China Club – droit d'inscription : 140 000 dollars de Hongkong, soit 100 000 francs – peuvent savourer la délicieuse ironie d'avoir sous les yeux le décor des lieux et, par la fenêtre, vue sur le cœur de la City hongkongaise. Entre les deux, mais on aurait tendance à l'oublier, s'écrit une ultime postface au livre de l'ère coloniale dans l'histoire des nations (Gibraltar ne fera qu'une note en bas de page).

A l'intérieur, n'était la mode vestimentaire de l'assemblée et l'omniprésence sur les tables de cette plaie locale qu'est le téléphone portable, on se croirait à Shanghaï, dans la concession internationale, vers 1935. Tout y est. Des cuivres aux lustres. Du raffinement de la cuisine au cireur de chaussures. Le China Club n'est pas le plus cher des clubs privés de Hongkong, mais les « banquiers rouges » de Pékin, conseillés par un flamboyant animateur de la jet-set hongkongaise, ont fait les choses dans le meilleur registre colonial.

Dehors, au pied de l'immeuble, se dresse dans *Statue Square* l'effigie de Thomas Jackson, patron de la Hongkong and Shanghai Bank à la fin du siècle dernier, qui fait face au siège actuel de la banque : un des immeubles les plus intelligents de l'architecture moderne (œuvre du Britannique Norman Foster), pour un des établissements qui firent la fortune de Hongkong. Le personnage historique vous a cette allure souveraine de celui à qui la petite esplanade, enserrée par les gratte-ciel mais protégée de la circulation automobile, appartiendrait encore. Les « communistes », qui récupéreront Hongkong dans moins de cinq ans, le 1er juillet 1997, n'ont pas encore exigé son départ. Ou bien attendent-ils qu'il s'en aille de lui-même ?

L'hypothèse n'est pas loufoque. La reine Victoria siégeait autrefois devant ce même espace où la verdure ne songe même plus à résister au béton. Mais quand la Chine devint communiste, *the Queen* fut reléguée dans un parc plus discret.

A 40 miles de Hongkong, dans le territoire portugais de Macao, de l'autre côté de l'embouchure de la rivière des Perles, il s'est produit un événement bien plus significatif encore avec l'effigie de bronze de l'ancien gouverneur Joao Ferreira de Amaral. Il est vrai que cet impressionnant manchot dirigea Macao, de 1846 à 1849, avec une brutalité toute coloniale, poussant un jour ses convictions politiques jusqu'à chasser un mandarin de l'Empire du Milieu à coups de pied dans la partie arrière de son anatomie. Vint une rébellion chinoise, qui le fit prisonnier. Les insurgés envoyèrent d'abord à l'administration portugaise sa main gauche, la seule disponible. Puis, trois ans plus tard, dans une nasse de pêcheur, sa tête.

La statue équestre le représentait carrément en train de battre un Chinois à terre. Dans les années 60, on a enlevé le Chinois. Restait le gouverneur, fouettant le vide de son unique bras, du haut de son cheval à demi cabré. Ce, ô horreur ! devant le siège local de la Banque de Chine, là encore. La statue a été escamotée totalement en novembre 1992. Direction Lisbonne, sans faux-semblant. Sept ans avant la rétrocession, prévue, pour ce territoire-là, en décembre 1999.

On peut sourire de cet empressement à effacer les traces de toute présence coloniale. Londres et Lisbonne laissent à la Chine deux territoires dont les mérites actuels font un peu oublier de quelle désastreuse manière ils furent acquis. D'ailleurs, dans l'un comme dans l'autre cas, toutes les grandes fortunes et une part essentielle des affaires sont dans les mains de Chinois, et non des colonisateurs.

Mais il faut aussi imaginer l'embarras que va procurer Hongkong aux « mandarins » pékinois. A commencer par sa toponymie, avec ses innombrables références au trône et à l'administration britanniques. On peut imaginer un jeu : deviner ce que Pékin voudra rebaptiser. Il était déjà pratiqué avant que n'arrive le gouverneur, M. Chris Patten, qui a déclenché l'orage avec ses propositions (jugées bien tardives de la part de Londres par certains) visant à laisser Hongkong mieux ancrée dans le monde occidental et démocratique qu'il n'était initialement prévu.

Qu'on y songe : que peut faire un mandarin rouge d'une artère huppée, nommée avec une désarmante simplicité *Queen's Road* ? Que faire de *Possession Street*, référence historique au point de la côte où le capitaine Charles Elliot, de la Royal Navy, fit débarquer ses hommes le 26 janvier 1841 ?

Elliot en était arrivé à cette extrémité après le refus du trône chinois de signer avec Londres un traité commercial protégeant les intérêts des marchands britanniques. Mais son choix de Hongkong avait déplu à ses employeurs. Palmerston, secrétaire au Foreign Office, pesta contre cette *« île désolée, à peine nantie de quelques bicoques »*, qui ne deviendrait *« jamais un centre de commerce »*... Le capitaine fut rappelé au pays, et, même aujourd'hui, Hongkong n'a pas la plus petite venelle pour honorer sa mémoire.

Disgrâce, du reste, qu'il partagea avec Kishen, le mandarin mandchou qui avait accepté de négocier avec lui. Dans le souci d'épargner au Fils du Ciel, à Pékin, les menaces militaires du Barbare roux contre le Nord, l'homme s'était cru bien inspiré de le laisser prendre pied sur un rocher infesté de malaria loin dans le Sud. Pas du tout. Ramené enchaîné à Pékin, il fut exilé au Tibet.

L'« île désolée », à laquelle furent ajoutés, en deux étapes, la péninsule de Kowloon et les Nouveaux Territoires qui complètent le territoire vers le continent, compte aujourd'hui des centaines de rues portant le nom d'administrateurs coloniaux ayant présidé à sa réussite commerciale légendaire : Pottinger (son premier gouverneur), DesVœux, Lockhart... Cette ultracélèbre *Nathan Road*, sur la péninsule de Kowloon, peut-être la plus brillante avenue du monde quand s'y allument les néons au crépuscule, artère connue de tous ceux qui y ont acheté un jour le gadget électronique de leurs rêves, à l'un des meilleurs prix de la planète – ou de ceux qui s'y sont fait magistralement rouler par un boutiquier confiant dans l'immunité que lui confère l'éloignement.

Et s'il n'y avait que des rues... Il y a encore *Victoria Peak*, le sommet de l'île, dans les arbres, avec vue plongeante sur cette « jungle » de béton et de verre qui semble pousser à ses pieds, au bord d'un bras de mer transperçant les entrailles de la cité, sur fond de hauteurs se voulant aussi insondables que le visage de fonctionnaires à boutons de jade de l'Empire du Milieu. Il y a encore des bâtiments coloniaux (*Victoria Barracks, Colony Headquarters*) ; il y a des institutions intouchables, le *Royal* (tout est dans ce mot) *Hongkong Golf Club*, son non moins royal homologue hippique, et encore le *Queen Elizabeth Stadium*.

Pékin n'aura pas à renommer le *« Nightclub du Pauvre »* : ce marché de nuit, sur l'esplanade du ferry menant à Macao, n'existe plus. Il s'est, en quelque sorte, délocalisé en Chine *même*. On compte, sur le continent, des milliers de marchés de ce genre, où le pantalon bon marché, la chaussette au prix défiant toute concurrence, voisinent avec le portrait de Mao coincé entre deux photographies de beautés dénudées.

La question, dès lors, ne se pose plus ni à Londres ni à la Chine communiste : que faire d'une colonie qu'on vous rétrocède ? C'est-à-dire, que faire d'une culture allogène ? Si Hongkong a un sens, c'est d'incarner cette question au bord d'un continent qui campe sur des certitudes politiques inchangées.

Si Mao était encore de ce monde, on pourrait s'attendre à voir fleurir une *Avenue du Peuple*, une *Rue de la Dictature-du-Prolétariat* et un *Boulevard de l'Orient-Rouge*. *Statue Square* recevrait l'effigie de tel ou tel ponte chinois en remplacement de Thomas Jackson.

Mais l'économie de marché a pris pied sur le continent avec le consentement enthousiaste du parti dit communiste. Alors verra-t-on une *Avenue Un-Pays-Deux-Systèmes* par allusion à la formule de M. Deng autorisant le capitalisme à perdurer ici *« pour au moins cinquante ans »* ? Un *Boulevard de l'Economie-de-marché-socialiste* en référence à la dernière lubie théorique du parti pékinois ? Une *Place du XIXe-siècle-à-prédominance-chinoise*, thème que tente d'imposer le régime continental dans les cerveaux de la diaspora ? Autant de questions marquées par l'angoisse née de la faillite des idéologies.

D'autant que la « méthode Hongkong » pénètre déjà le continent. On n'y voit pas encore le livre de Madonna, en vente à Hongkong, mais à peu près tout ce qui fit la célébrité de la colonie s'y retrouve aujourd'hui, jusqu'à la spéculation immobilière, et du goût du risque économique. *Sweat-shops* (ateliers clandestins), dollars de Hongkong, boutiques ouvertes jusqu'à minuit... Non seulement dans la zone économique spéciale de Shenzhen, de l'autre côté de la frontière, mais bien plus profondément à l'intérieur du pays. Tandis que la colonie est devenue beaucoup plus prude que l'image qu'elle avait en Occident, la prostitution prolifère en Chine. Le laxisme gagne l'administration de la République populaire : un soir récent, les douaniers de Shenzhen laissaient pénétrer en Chine sans les contrôler les visiteurs arrivés après leur service.

Mais Pékin et Londres ne sont pas les seules capitales intéressées par le sort de Hongkong. La place est véritablement internationale. Par son marché, sa finance, sa gastronomie, et même, depuis quelques années, sur le plan culturel : toute la ville a couru, en novembre, à la première exposition d'art à laquelle aient participé certaines des galeries les plus renommées de la planète. Sur le marché mondial de l'art, Hongkong est une de ces capitales asiatiques qui commencent à s'affirmer.

Evolution qu'atteste, à sa manière douteuse (affaire de goût), l'œuvre de César plantée devant le centre culturel, sur Kowloon, la péninsule. L'œuvre, pesant 6 tonnes pour un peu plus de 4 millions de francs, avait été commandée par la Fondation Cartier. Il s'agissait d'offrir aux Hongkongais leur « statue de la Liberté » venue de France. Le résultat fut cette silhouette d'homme musclé prolongée par une épaisse structure d'acier qu'il combat ou cajole, on ne sait. Tiananmen, en 1989, ayant relativisé les espoirs de liberté en Chine, il fut décidé, pour ne pas offusquer Pékin, de l'intituler *The Flying Frenchman*.

Bizarrement, ce rugueux morceau de ferraille est pointé vers la Bourse située sur l'île. Cette même Bourse qui constitue le thermomètre de la confiance que placent les six millions d'habitants (ou presque) de Hongkong dans leur avenir. Inconséquente ignorance des superstitions ou offense volontaire ?

Car Hongkong, malgré sa riche modernité de Manhattan asiatique, demeure la terre de prédilection des croyances populaires chinoises. C'en est même, parfois, inquiétant. Aucune firme n'oserait inaugurer ses nouveaux locaux sans avoir recours à un devin spécialiste du *fengshui*. La « science » consiste à déterminer l'orientation la meilleure pour canaliser les souffles qui mettent en mouvement, sous la surface du sol, toutes sortes de dragons, de tigres, de chevaux et de créatures monstrueuses. Souvent le médium suggérera, moyennant commission, la construction d'une structure (mur, monument, cloison inutile) permettant de détourner les flux négatifs, pour ensuite déclarer les lieux propres à l'usage public.

L'affaire n'a pas semblé risible à la Banque de Chine, quand elle emménagea dans son nouvel immeuble, construit par I. M. Pei, l'architecte américain d'origine chinoise auteur de la pyramide du Louvre qui déclarera, après Tiananmen, ne plus vouloir travailler pour Pékin. Toujours est-il que lorsqu'il édifiait cette tour, alors la plus haute de la ville (elle a été dépassée depuis), les angles dessinés sur sa façade furent jugés défavorables au bon fonctionnement de la Bourse. Nul ne sait à quel prix les mauvais esprits furent calmés. Mais ils le furent.

Par contre, lorsque le gouvernement tenta de construire un columbarium près de la frontière avec le continent, ce fut presque l'émeute dans le village de Pat-Heung. Au nom des règles de géomancie, la population réclama des dédommagements... astronomiques. Le projet fut rangé dans un tiroir.

Le casse-tête chinois que les autorités de Pékin se sont mis entre les mains en reprenant Hongkong va évidemment largement au-delà de la toponymie ou du domaine administratif et légal. Il va se manifester en premier lieu à l'école.

Tous les matins, on peut voir un peu partout à travers Hongkong, dans l'île mais aussi dans les cités-satellites créées depuis une vingtaine d'années, les unités en uniformes proprets d'une armée forte d'un bon million de gamins se rendant à l'école. Ils y apprennent, en cantonais et en anglais, l'histoire de la colonie, de la Chine et de l'Occident, sur des textes britanniques qui font la part des choses sur la période coloniale.

De notre envoyé spécial
Francis Deron

Lire la suite page 9



ESCALES

Le Brésil de Louis XIII

SAO-LUIS

« *C'EST l'un des endroits les plus beaux du monde* », s'extasie, en 1615, le Père capucin Claude d'Abbeville. Lorsqu'il débarque sur cette grande île au milieu de la baie de Sao-Marcos, l'expédition française qu'il accompagne a l'ambitieux projet de fonder une France équinoxiale. Elle *nomme son port* d'arrivée Saint-Louis (Sao-Luis), en hommage au dauphin Louis XIII. L'aventure – celle des « perroquets jaunes », – racontée par Maurice Pianzola dans son intéressant et documenté récit (1), ne durera cependant que trois ans, jusqu'à la reconquête menée par les Portugais.

Sao-Luis connaîtra ensuite la splendeur lorsque, par la grâce du *coton qu'elle exporte* abondamment pendant la guerre de Sécession, elle deviendra la première ville brésilienne à recevoir l'éclairage public. A la fin du dix-neuvième siècle, elle sera l'une des quatres grandes cités du pays, de taille comparable à Sao-Paulo. De cette époque datent ses immeubles *richement décorés, aux façades de* faïence et aux balcons de fer forgé *finement* travaillé. Même si elle n'a duré que quelques dizaines de mois, la colonisation française a laissé de profondes traces. L'un de ses principaux chefs, Daniel de La Touche, seigneur de La Ravardière, reçoit hommage de noms de rues, cafés ou places en divers points de la ville.

La municipalité et le gouvernement de l'Etat du Maranhao (*prononcer : [maragnan] ont entrepris*, au début des années 80, une réhabilitation du centre historique de la capitale. Une restauration de qualité a sauvé des immeubles décrépits et en cours d'écroulement, comme il en reste encore certains à la périphérie. L'enfouissement des fils en tout genre a permis la *disparition des toiles* d'araignée électriques et redonne à l'*ensemble son charme* ancien. Il ne s'agit pas pour autant d'une maquette froide et sans vie.

Le petit marché a retrouvé sa vigueur et une foule dense et colorée se presse chaque matin autour des échoppes de farine, grains, légumes ou crevettes. Les hommes effectuent des haltes régulières aux « pharmacies » de l'endroit : des petits bistrots qui vendent sous *diverses formes, parfums* et couleurs, une seule et unique « médecine », la cachaça, autrement dit l'alcool de canne, qui constitue la boisson nationale brésilienne. C'est l'un des ingrédients nécessaires de l'une des réjouissances *les plus populaires de la région* : Bumba meu boi, littéralement bouge-toi mon bœuf !

Cette fête colorée, aux variations infinies, est un savant mélange de carnaval et de danses au son des tambours. Elle a pour trame *l'histoire d'un pauvre* paysan à qui l'on vole son bœuf. D'autres fêtes, comme celle célébrant l'empereur du Brésil, rythment la vie du Maranhao. La légende et l'histoire se mêlent sans cesse, à Sao-Luis, avec quelques îlots de modernité.

Alors qu'à une dizaine de kilomètres du centre, dans le port d'Itaqui, de gigantesques minéraliers chargent le minerai de fer des mines de Carajas (2), l'ancien port de Sao-Luis reste le havre des pêcheurs. Les embarcations de toutes tailles, des plus petites pirogues *aux bâtiments de pêche* de quelques dizaines de mètres, se pressent face au superbe palais des Lions, siège du gouvernement de l'Etat. Les voiles colorées marquent le paysage des deux fleuves dont l'orgueilleuse plaisanterie *locale veut qu'ils donnent naissance* à... l'océan Atlantique.

A *quelque 20 kilomètres à vol* d'oiseau, sur la terre ferme qui fait face à la capitale, s'élève Alcantara, une ancienne ville de villégiature des riches propriétaires de la région, située sur un promontoire dominant la mer. Alcantara est, *paradoxalement, isolée par* le bras de mer qui la sépare de la capitale. L'avion ou le bateau sont les seuls moyens d'éviter un trajet routier de... 450 kilomètres rendu nécessaire par l'absence de bac.

C'est aujourd'hui pratiquement une ville fantôme – et la plupart de ses superbes bâtisses et églises sont à l'abandon – malgré de récents efforts pour la sauvegar*der. Sur son pourtour, de simples maisons de terre et de paille*, couvertes de palmes, abritent les pêcheurs. Les autorités brésiliennes implantent à quelques encablures de l'ancienne bourgade le nouveau centre spatial du pays, pratiquement encore inutilisé.

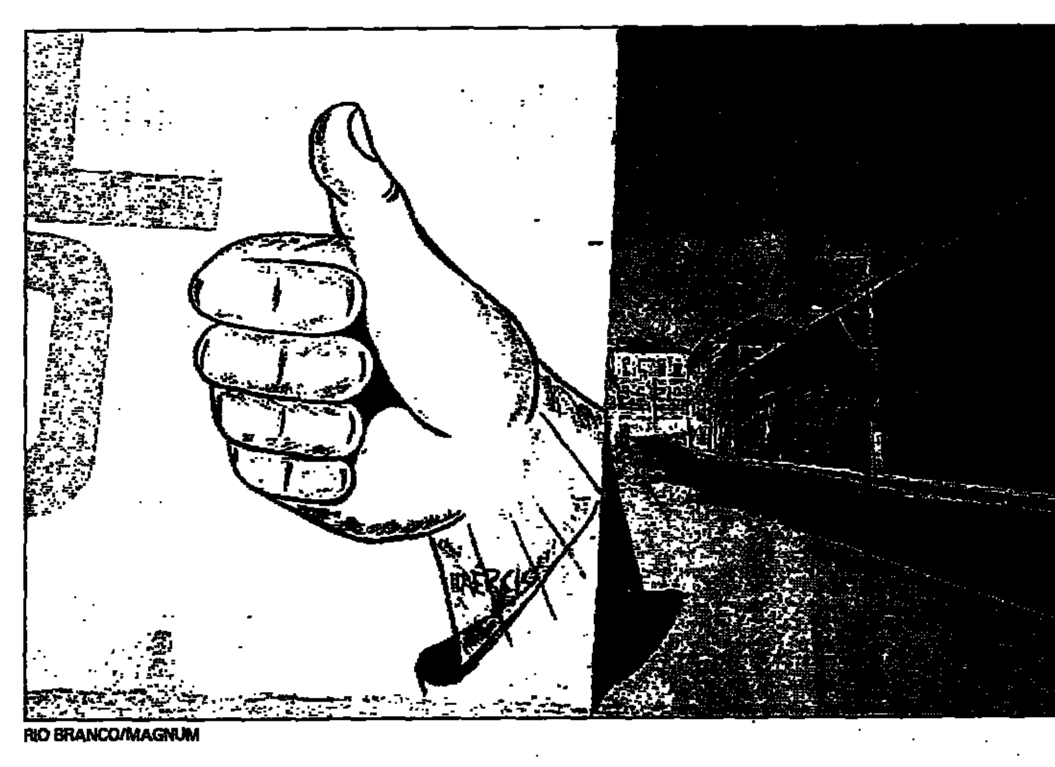
Lorsqu'ils arrivent à Sao-Luis, les navires français ont un repère d'approche : les dunes blanches de Barreirinhas, à quelque 400 kilo*mètres à l'ouest de la capitale du* Maranhao. Un désert de sable, de la taille de la mégapole brésilienne de Sao-Paulo, qui s'étend à la vitesse de 20 mètres par an. Il prend sa « source » à l'embouchure du fleuve Preguiças. Ce étrange petit Sahara, aujourd'hui classé parc national, est plein de mystères. De grandes poches d'eau se forment, pendant la saison des pluies de décembre à juin, et s'accumulent pour former de multiples lacs cristallins. Ces réservoirs *n'engendrent aucune végétation* d'oasis, mais permettent la survie de nombreuses chèvres sauvages.

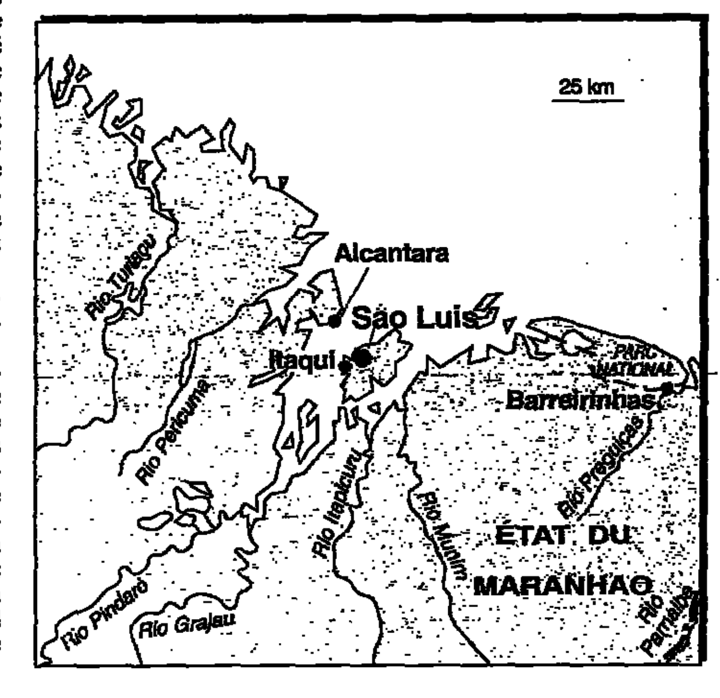
Dans la petite ville de Barreirinhas, dont l'accès se fait par une mauvaise route en cours de réfection ou par un petit aéroport à la piste cahoteuse, la proche merveille a permis le développement d'un microtourisme d'aventure sans risques. De petits bateaux remontent le Preguiças – le bien nommé : « paresses » en français – *au rythme de ses méandres. Forêts* de palétuviers aux racines innombrables, petites habitations de terre et de paille et pirogues de pêcheurs ponctuent le paysage. De bon matin, les singes marquent leur territoire par des cris perçants et quelques caïmans, à la marée descendante, réchauffent leur carapace sur les rives boueuses.

Quelques heures suffisent à faire apparaître les montagnes blanches qui viennent mourir sur les berges du *fleuve. Les gamins y goûtent* les joies de la glissade ou d'une marche jusqu'à l'océan tout proche. Sans cesse balayé par les alizés, le sable n'est jamais brûlant, tout juste envahissant. Les marées, très importantes dans la région puisque leur amplitude peut avoisiner les 7 mètres, si elles ne posent *pas de problème* particulier, nécessitent cependant une certaine attention de la part des navigateurs.

Malgré ses innombrables richesses naturelles et historiques, le Maranhao, coincé entre la vaste Amazonie à l'ouest et les plages fréquentées du Nord-Est, est un *peu l'Etat oublié du tourisme* brésilien. Trois siècles et demi après leur passage, l'enthousiasme des « perroquets jaunes » trouve pourtant encore aujourd'hui ses raisons d'être.

De notre envoyé spécial
Denis Hautin-Guiraut


RIO BRANCO/MAGNUM



(1) *Les Perroquets jaunes, des Français à la conquête du Brésil au XVII[e] siècle*, par Maurice Pianzola, aux éditions L'Harmattan, Paris.

(2) *Les mines de fer de Carajas, les plus* importantes du monde à ciel ouvert sont situées dans l'Etat voisin du Para. Une liaison ferroviaire de 900 kilomètres, construite pour l'occasion il y a une *dizaine d'années*, permet l'écoulement du minerai par le nouveau port industriel de Sao-Luis.

Guide

• **Y aller.** Sao-Luis ne disposant pas d'un aéroport international, l'arrivée de l'étranger ne peut se faire par avion qu'à partir de l'une des métropoles proches. De l'Amazonie (Belem ou Manaus) ou des Etats du Nord-Est (Recife, Fortaleza et Salvador). Rio-de-Janeiro, Sao-Paulo et Brasilia assurent aussi des correspondances mais l'on aura soin de vérifier le nombre d'escales, qui peuvent allonger considérablement le voyage.

Quand ? Situé à 2 degrés en dessous de l'Equateur, Sao-Luis et sa région ne connaissent pas de grandes variations *de température : entre 28° et* 35°, qu'une brise constante vient alléger. La saison des pluies, de décembre à juin, n'est marquée que par les traditionnelles – *courtes et fortes* – averses des régions équatoriales.

Séjourner. L'infrastructure hôtelière de Sao-Luis offre une gamme d'hôtels étendue aux prix très abordables (de 80 dollars à 8 dollars pour les auberges les plus simples). A *l'extérieur de la capitale, dans* les sites d'Alcantara et de Barreirinhas par exemple, la rusticité, *parfois non sans charme*, est de rigueur. Partout, de petits restaurants offrent des *poissons grillés, les crevettes* qui abondent dans la région, et un riz *parfumé (a cuxa)* qui est la spécialité locale à base d'une herbe aromatisée.

S'y déplacer. Le mauvais état des routes ne permet souvent *que le passage* de véhicules équipés de quatre roues motrices. Le plus simple est d'emprunter l'un des multiples bateaux et, pour les trajets plus lointains, l'avion-taxi dont les prix de groupe (à partir de 3 personnes) restent *raisonnables*. A Sao Luis même, taxis, bus et... marche ne posent aucun problème.

En bref... Il ne s'agit pas – pas encore ? – d'une destination fréquentée par un tourisme de masse avec les avantages, et les inconvénients, que cela comporte. *La disponibilité et la* qualité de l'accueil des habi*tants du Maranhao, particulière*ment avec les Français, permettent néanmoins d'envisager cette « aventure » sans aucune crainte de quelque espèce. ●

LIVRES

Alaska

Beau destin que celui de cet homme attachant qui donne à voir, dans ses *Voyages en Alaska*, l'évolution de la morphologie du monde. Avec la précision du scientifique, la simplicité de l'humaniste et les accents du poète.

La nature dota John Muir, né en 1838, en Ecosse, d'un tempérament à partir duquel il se forgea une vie féconde. Emigré aux Etats-Unis avec sa famille, il y sera jeune fermier, inventeur, étudiant à l'université du Wisconsin, voyageur-découvreur, écrivain et, d'abord et avant tout, naturaliste et *glaciologue. Une vocation tôt* éclose qui fera de lui le créateur des parcs naturels américains.

John Muir aime la nature. Amour sincère qui éclate à chaque ligne à travers des descriptions révélant son regard émerveillé, naïf et reconnaissant – ce qui est rare – de savant non blasé. Ami de l'homme et de l'animal, il évoque en quelques mots justes la vie des *chercheurs d'or, des Indiens* mangeurs de saumon séché, mais aussi la marmotte, le renne ou le caribou. Surtout, il s'instruit au contact de la nature et donne à son insu des leçons de courage, de solidarité et de mesure.

Poussé par sa soif de comprendre, il s'accommode de tout, de l'humeur de ses compagnons, des conditions atmosphériques *éprouvantes, passant des journées* entières dans ses vêtements trempés, se nourrissant d'un peu de pain et de thé. Il ne repousse cependant pas les limites du possible, ne lance pas de défi, car il n'a rien à se prouver. Equilibre d'un être débordant d'amour pour celle qu'il épouse et ne provoque jamais. *C'est pourquoi, alors qu'il* aurait pu périr cent fois dans ses avancées solitaires, la nature lui fut clémente. Dure, hostile parfois, formidable de grandeur, jamais meurtrière. Encore une leçon qu'il ne voulut pas donner et serait étonné d'apprendre qu'il nous donne.

Le livre s'ouvre avec l'appel des glaciers ; il se ferme sur la naissance d'un iceberg et la vision d'une aurore boréale déployée *comme un don*.

En Alaska n'a pas le même ton, ni la même portée. Auteur contemporain, John McPhee est l'antithèse de John Muir. Il voyage avec des barres de vitamines dans les poches et raconte l'Alaska sauvage, abîmé, désacralisé. L'humour est différent, la poésie s'efface au profit de l'enquête. Un siècle *sépare les deux voyages*. Au propre (John Muir part pour le Grand Nord en 1879, John McPhee publie son ouvrage en 1977) comme au figuré. Une différence de mentalités traduite dans la prose avec autant de netteté qu'un iceberg réfléchi dans l'eau bleutée d'un fjord.

Danielle Tramard

▶ ***Voyages en Alaska*, de John Muir, traduit de l'américain par Jean-Yves Prate et Michel Le Bris, Hoëbeke, 348 p., 135 F.**
▶ ***En Alaska*, de John McPhee, traduit de l'anglais par Richard Matas, Payot, 406 p., 160 F.**

Toscane

La civilisation des villas toscanes, thème d'un ouvrage dont l'originalité réside dans la volonté de l'auteur, et aussi du photographe, d'insérer ces *dernières dans le paysage qui est* le leur. Paysage naturel, repris et « construit » en fonction d'un certain art de vivre, mais aussi paysage social et politique. Comme le rappelle un proverbe toscan, *« c'est l'homme qui fait le lieu, et le lieu qui fait l'homme »*. Et c'est de cette rencontre et de cet échange que naît une civilisation.

P. Ké.

▶ ***Civilisation des villas toscanes*, de Carlo Cresti, photographies de Massimo Listri, traduit de l'italien par Jean-Philippe Follet, Mengès, 480p., 780F jusqu'au 31 décembre, 850F ensuite.**

Inde

L'Inde de la démesure et de l'étrange. L'Inde foisonnante où animaux, dieux et hommes cohabitent dans une étonnante familiarité. L'Inde inattendue toujours pour l'œil occidental. Ce kaléidoscope, Suzanne Held l'a mis dans sa boîte noire et livre, avec *Majestueuse Inde*, une vision classique et éprouvée : saris volant au vent ou plaqués sur le corps dans l'eau du Gange, sadhous au doux regard, sourires éclatants des femmes, palais blanc et palais ocre, mêlée de dromadaires et de turbans dans l'aube, à Pushkar, brassées de fleurs et perle dans la *narine, degrés des temples* et files de pélerins. Un fonds inépuisable, toujours renouvelé.

▶ ***Majestueuse Inde*, photos de *Suzanne Held, texte de Louis* Frédéric, collection « Club Méditerranée », aux éditions Atlas, un album relié sous jaquette illustrée, 138 p., 250F.**

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.-c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES – STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes possibilités de ski.
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

Avec Le Monde sur Minitel
GAGNEZ UN VOYAGE
EN THAILANDE
pour deux personnes
jumbo
avec
36.15 LE MONDE
Tapez JEUX



PARCOURS

Hongkong, casse-tête chinois

Suite de la page 7

Va-t-on, après 1997, leur inculquer l'idée que leurs cinq millions de parents, pour s'être accommodés du système colonial parce qu'ils détestaient encore plus le système communiste – ce que Pékin n'a jamais vraiment compris – sont collectivement coupables de trahison nationale?

Il est vrai que l'Occidental, présumé britannique, n'est pas particulièrement aimé ici. En cas de différend, il est vite taxé de *«gweilo»*, créature diabolique d'outre-mer. Mais il est dans l'ensemble moins redouté que le communiste continental. Dès lors, on peut se demander ce que donnera le cocktail service public britannique légué par Londres et mixture pékinoise d'administrations mandchoue et bolchévique.

Le mélange de ces ingrédients a déjà provoqué une explosion par le passé. Ce fut, en 1967, comme une deuxième bataille de Hongkong après la conquête du XIXe siècle. La «Révolution culturelle» faisait rage sur le continent. Le 18 mai, après plusieurs mois d'une tension croissante, on vit arriver devant la maison du gouverneur, située sur les premiers paliers de la pente surplombant le quartier des affaires, une bande d'agités menés par quelques fonctionnaires de la République populaire en poste à Hongkong, assis, impavides, dans leurs limousines noires. Des macarons les identifiaient comme le *«Comité pour la résistance à l'oppression britannique»*. Les troubles s'installèrent : des émeutes à répétition firent plusieurs dizaines de morts et de blessés. Le gouvernement dut décréter, en juillet, une sorte d'état d'urgence. Progressivement, l'ordre revint. Pékin n'avait pas suivi les activistes locaux.

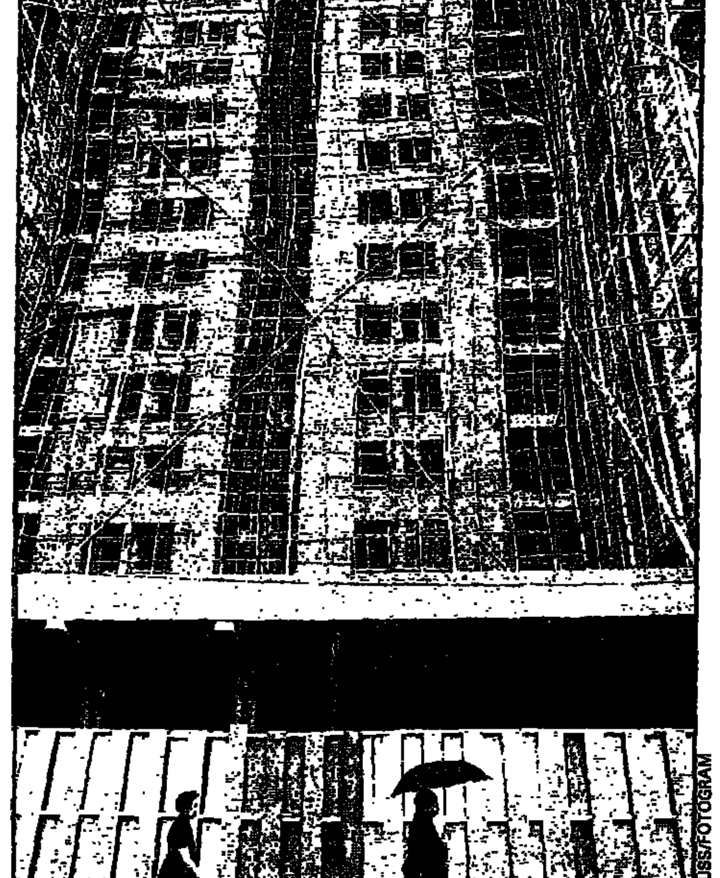
Ce n'était nullement le premier incident. En 1962, il y avait eu l'exode, délibérément autorisé par les autorités frontalières, de 70 000 personnes en vingt-cinq jours. Par la suite, les arrivées inopinées de réfugiés seraient souvent interprétées (parfois abusivement) comme autant de menaces implicites du continent. Récemment, le flux s'est à nouveau accru. La police, qui contrôle les 39 kilomètres de frontière, maintenant que l'armée britannique s'en est retirée, a procédé en 1992 à 33 400 arrestations d'immigrants illégaux venus tenter leur chance à la recherche d'un emploi. C'est le plus haut chiffre enregistré depuis 1980. Près de la moitié d'entre eux en étaient à leur deuxième tentative.

Dans nombre de cas, la garantie de Pékin que tout sera fait pour respecter la loi est violée par ses agents sur le terrain. La frontière n'ayant jamais été formellement délimitée, de fréquents incidents opposent les policiers de Hongkong aux militaires du continent, notamment lors de la poursuite de criminels. Le laxisme prévalant de l'autre côté de la frontière a permis aux triades de se reformer. Elles inondent le marché clandestin d'armes achetées à l'armée dite communiste. Résultat : ce sont des fusils d'assaut que les gangsters utilisent désormais dans leurs attaques à main armée contre des bijouteries, des succursales bancaires. *«Vous vous rendez compte? Des AK-47!»*, s'indigne ce boutiquier. *«Pourquoi pas des chars, comme à Tiananmen?»* Pour ne rien dire des voitures de luxe qui disparaissent et que l'on retrouve sur le continent.

Que restera-t-il donc de cette cité fascinante d'ici à, disons, l'an 2000? Difficile à dire, mais avançons quelques paris.

Le Star Ferry, à coup sûr. Ses bateaux vert et blanc font la navette entre Kowloon et Hongkong depuis un siècle. Ils n'ont aucune raison de s'arrêter. On peut toutefois craindre une détérioration de ce service modèle de service semi-public. Un jour récent, il dut suspendre de bon matin ses allers-retours pour cause de menace de typhon (la ville, en de tels jours, oublie de fonctionner). A 16 heures, l'alerte était levée. Une demi-heure plus tard, le Star Ferry reprenait son service.

Il est, d'une certaine façon, moins pittoresque qu'il y a vingt ans, quand n'existaient pas encore les tunnels routiers et de métro qui ont été percés sous la mer. Alors, on pouvait voir des milliardaires locaux venir, dans leur Rolls-Royce, jusqu'à l'embarcadère, emprunter très plébéiennement le ferry pour passer sur l'autre rivage, où les attendait – le moyen de faire autrement? – leur deuxième Rolls-Royce.


JOSEPH CLAUSS/FOTOGRAM

Certains monuments de légende demeureront en l'état : le clocher de l'ancienne gare ferroviaire de Kowloon (le reste de l'édifice a été rasé). C'était le terminus de l'Orient-Express. A deux pas, l'hôtel Peninsula, chef-d'œuvre d'architecture coloniale, et son orchestre de chambre.

En revanche, s'évaporera sans doute l'atmosphère de liberté qui régna sur ce territoire, liberté exceptionnelle en terre chinoise. Certes, elle était limitée : l'audiovisuel a de tout temps été très contrôlé par les censeurs britanniques de crainte d'offusquer Pékin. Il fut un temps où un film de fiction sur les tribulations de continentaux cherchant à gagner la colonie à la nage, en bravant les dangers d'un océan infesté de requins, ne pouvait qu'être interdit. Cependant que prospérait la presse écrite la plus libre de l'Extrême-Orient, hors du Japon. Etalés à même le sol au bord du trottoir, se côtoient sans complexe journaux et revues franchement et mutuellement hostiles : pro-communistes, indépendants, pro-nationalistes, etc.

Les Hongkongais, volontiers râleurs, n'en sont pas nécessairement toujours conscients. Beaucoup d'entre eux sont parfaitement capables de s'embarquer, quand il sera achevé, sur le plus long escalator du monde – qui mènera, sur 800 mètres, du niveau de la mer à des résidences pour cadres dans le quartier des *Midlevels* – en lisant un éditorial tonitruant contre l'ex-puissance coloniale qui a réalisé l'ouvrage.

Cela fait des siècles que Hongkong vit de telles ambiguïtés. Il y a six cents ou sept cents ans, comme des recherches archéologiques l'ont fait apparaître, des fours clandestins y avaient été ouverts par des contrebandiers décidés à écouler, depuis cette île, leur production de poterie au nez et à la barbe des Mongols qui occupaient la quasi-totalité du territoire chinois. Déjà, le goût du défi commercial, la recette qui fit la réussite de Honkgong au XXe siècle. Il serait étrange qu'un tel destin soit contrarié sous la pression d'une idéologie elle-même condamnée par ce siècle.

De notre envoyé spécial
Francis Deron

TABLE

La princesse noire

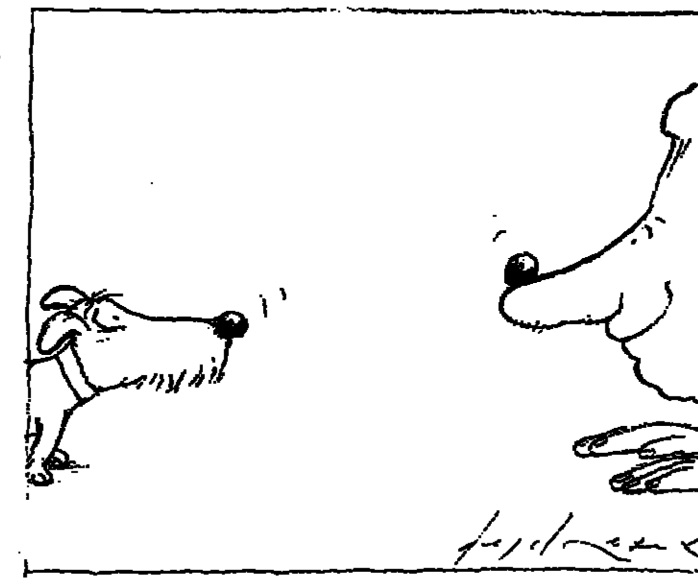
« LA plus révérée des princesses noires », selon la gourmande Colette parlant de la truffe du Périgord! Mais ce « diamant de la gastronomie » peut être aussi, en moindre quantité, du Vaucluse. Et il y a un peu partout des sosies secondaires de moindre qualité, trouvant acheteurs moins informés.

Dire que l'on ne saura jamais, s'inquiétait un humoriste, le nom du cochon qui découvrit la première truffe! Ce fut en tout cas il y a bien longtemps, puisque Pythagore, six siècles avant Jésus-Christ, signalait ce premier... légume. Sans en déterminer ses origines : une intrigante, quoi! Théophraste, lui, estimait que ces végétaux étaient *« engendrés par les pluies d'automne accompagnées de coups de tonnerre »*. Plutarque l'estime *« un conglomérat souterrain nés sous l'action de l'eau, de la chaleur et de la foudre »*. Dioscoride la qualifie de *« racine ronde »*, et Pline de *« boule faite de substances de la terre »*. On sait aujourd'hui qu'elle est simplement un végétal automnal, champignon ascomycète vivant sous terre. Son parfum reste merveilleux mais n'est plus un parfum de mystère!

Pourtant ce n'est point encore demain que l'on cultivera la truffe comme un vulgaire champignon de Paris... Et cela est mieux peut-être. On songe au mot de Jean-Louis Vaudoyer : *« Deux races de mangeurs de truffes, ceux qui croient qu'elles sont bonnes parce qu'elles sont chères et ceux qui savent qu'elles sont chères parce qu'elles sont bonnes! »*

Mais il est, on le sait, d'autres truffes noires « secondaires » dont il faut d'autant plus de méfier qu'elles sont souvent vendues comme *tuber melanosporum*. Et il y a aussi la *tuber magnatum*, truffe blanche du Piémont, de chair jaune clair veinée de blanc, au parfum quelque peu aliacé, et qui a ses amateurs dans la cuisine italienne. Elle est de reste aussi coûteuse que la noire sinon plus!

Il n'en est pas moins vrai que le dix-neuvième siècle fut celui de l'abondante splendeur de la truffe noire (de 800 à 1 000 tonnes annuellement récoltées contre 30 tonnes en 1986!). Que sa production reste très irrégulière. Que le chêne « n'abrite » des truffes qu'après une quinzaine d'années et que cette production ne dure guère plus. Bref la trufficulture est un métier et un métier protégé : la loi puni le braconnage des voleurs de truffes, qui, souvent, accompagnés d'un chien truffier, portent un fusil pour se faire passer pour des chasseurs.



Les premières truffes arrivent à maturité en novembre, mais il faut attendre les premières gelées et, ainsi, jusqu'en mars, se régaler de ce champignon « pas comme les autres », historique, anecdotique, encore mystérieux et, enfin – mais oui, cela est sûr! – aphrodisiaque! La littérature s'en est emparée et Alexandre Dumas cite, par exemple, la recette que Mme de Montespan faisait préparer pour Louis XIV afin de le ragaillardir.

C'est dire que les recettes à base de truffes sont multiples. Mais je répéterai avec Colette : *« Foin des lamelles, des hachis, des rognures, des pelures de truffe! Mangez-la comme un légume qu'elle est! »* Cela me fait songer aux salsifis et truffes en sauce crémée de La Voûte (11, place Antonin-Gourju à Lyon), mélange habile de deux légumes.

Roger Lamazère, le magicien de la truffe, en sa Flamberge (12, avenue Rapp, tél. 47-05-91-37), propose certes la truffe chapeautant le foie gras, en entrée; la truffe au champagne ou en sauce périgourdine, en omelette aussi (mais on pourra également faire une omelette aux truffes sans truffes en gardant quelques jours dans un bocal bien clos, mélangés, quelques truffes et quelques œufs frais dont la coque absorbera le parfum). Quant aux truffes, gardez celles-ci pour les déguster *« à la croque au sel »*, comme dit Lamazère.

Crues, en tranches épaisses, avec un peu de pain de campagne légèrement grillé et beurré et du sel de Guérande. Une merveille!

Profitons-en cette année où les prix (l'an dernier de 5 000 à 6 000 F le kilo) doivent baisser assez considérablement. Celles que Lamazère vend, à emporter, sont évidemment de premier choix.

La Reynière

P.S. – J'avais cité un certain Miger, demandant au lecteur s'il en était informé. J'ai reçu un très nombreux courrier concernant deux Miger : Simon Charles, né en 1736, graveur et poète, et Pierre-Auguste Marie, né en 1771, littérateur. Il semblerait bien que ce soit ce dernier, cité à propos des salsifis, qui soit le bon. Journaliste, poète, il écrivit notamment un *Manuel des propriétaires ruraux et de tous les habitants de la campagne* (1806-1807). Merci en tout cas à ces correspondants fidèles.

Du flou dans les bulles

Bien sûr il y a les « menaces » américaines à propos des importations et qui peuvent troubler les « seigneurs du vin », de Bordeaux notamment et de Champagne. Mais déjà il y avait du flou dans les bulles!

Il paraît que la vente annuelle de 250 millions de bouteilles en 1989, après être descendue jusqu'à 232 millions en 1990, 214 millions l'an passé, serait plus faible encore cette année. Mais il n'y a pas que les Yankees de moins « assoiffés »... L'Angleterre, bonne consommatrice d'ordinaire, a diminué ses achats de plus de 25 % l'an dernier.

Et les Français? Eh bien! eux aussi dépensent moins pour les coûteuses bulles. Et de mauvaises langues osent dire que le champagne, à moins d'être hors de prix n'est plus tout à fait ça! Mais...

«... La nuit est blonde, ô vin blond... »
rimait le poète, et les grandes marques comme les petits vignerons sérieux espèrent une aurore méritée, due à un effort sur la qualité. C'est ainsi que, désormais, le rendement à l'hectare fixé à 10 400 kilos, ne devra jamais être dépassé et que les deux tiers de la « seconde taille » (qui donne un jus de moindre qualité) seront supprimés. Va-t-on aussi vers un allongement de la durée de vieillissement en caves avant la commercialisation – actuellement de douze mois pour le brut sans année et de trois ans pour les millésimés? On en parle.

Les grandes marques semblent d'accord. Un reportage de la revue belge *le Guide des connaisseurs* le laisse espérer et, de Mumm à Perrier-Jouët, de Lanson à Veuve Clicquot, de Moët et Chandon à Laurent-Perrier, sans oublier les autres, on espère la revanche des grands et bons champagnes. Le vin de toutes les occasions gourmandes. Un ambassadeur de France à l'étranger et un noble copain pour les Français!

L. R.

GASTRONOMIE



VISHNOU
13, rue du Cdt-Mouchotte (14e)
Tél. : 45-38-92-93
Au pied de la tour Montparnasse et mitoyen du Méridien.
Gastronomie de l'Inde
7 jours sur 7.
Dernière commandes : 23 h 30

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNES
BRUT MILLÉSIMÉ ROSÉ
Propriété R. M. Dubois P. & F.
« Les Almanachs » 51480 Venteuil.
Tél. : 26-58-48-37. Fax : 26-58-63-46.
Vieilli en foudres de chêne.
« Cuvée Le RÉDEMPTEUR brut 1985 ».
Tarif sur demande, visite/rendez-vous.
Rech. exportateur CEE.

NOE L'ANTIQUAIRE DU VIN
vous propose dans son magasin
un choix « unique » de vins Anciens
ET DE COLLECTION
un choix « unique »
de tous les grands crus classés
pour toutes vos fêtes et réceptions
Prix extraordinaires
12, rue Malar, 75007 Paris
Tél. : 45-50-29-79. Fax : 45-50-29-87.

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION

Bridge

n° 1516

SAGA BRÉSILIENNE

Il est rare que ce soit un coup de carte difficile qui décide de l'issue d'un match. Ici, cependant, l'annonce d'un chelem et la façon technique de le réussir ont permis à Pedro Branco et Mello de propulser leur équipe vers la victoire dans le championnat d'Amérique du Sud.

Nord : ♠ D 7 5 2 ♡ R D 4 ◇ R 9 8 7 6 ♣ D
Ouest : ♠ 10 6 3 ♡ 8 ◇ V 3 ♣ A V 10 7 6 5 2
Est : ♠ R V 9 8 4 ♡ 10 9 5 ◇ D 10 4 ♣ 9 8
Sud : ♠ A ♡ A V 7 6 3 2 ◇ A 5 2 ♣ R 4 3

Ann. : S. don. N.-S. vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
P. Branco	X...	Mello	Y...
1 ♡	3 ♣	3 ◇	passe
4 ♣	passe	4 ♡	passe
4 ♠	passe	5 ♣	passe
5 ♠	passe	6 ♡	passe...

Ouest ayant entamé l'As de Trèfle et rejoué Trèfle, *comment Pedro Branco a-t-il gagné* le PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

Réponse :

Sud a coupé avec le 4 de Cœur, puis il a donné trois coups d'atout (sur lesquels Ouest a fourni une fois). Avec *la coupe d'un Trèfle, six atouts,* un Pique et deux Carreaux, Branco avait onze levées. Où trouver la douzième ?

En pareil cas, il faut essayer de squeezer un adversaire, c'est-à-dire Est, car il est probable qu'il a au moins trois Carreaux, et il suffit qu'il *détienne le Roi de Pique pour qu'il* soit seul gardé à Pique et Carreau.

Il reste cependant à trouver la position finale où *Est* sera obligé de défausser son troisième Carreau ou le Roi de Pique. Le mécanisme consiste à *tirer tous les atouts* et à conserver une communication dans chaque main :

♠ D 7 ◇ R 9 / ♠ A ♡ 7 ◇ 5 2 — ♠ R V ◇ D 10

Sur le dernier atout (le 7 de Cœur), le déclarant défausse le 9 de Carreau et Est est sans défense. En effet, si Est jette le Valet de Pique, Sud tire l'As de Pique pour libérer la Dame de Pique et, si Est préfère sacrifier le 10 de Carreau, le déclarant *tire le Roi de Carreau, puis il* reprend la main avec l'As de Pique pour faire le 5 de Carreau affranchi...

C'est le fameux *squeeze chassé-croisé*

DEUX RUSES AU CHOIX

Cette donne a été distribuée au cours de la troisième séance du championnat du monde par paires mixtes. A de nombreuses tables, le chelem à Pique (qui était infaisable) a été déclaré. Or deux ruses différentes pouvaient permettre de le réussir. Cachez les mains adverses et prenez la place des deux déclarants australiens qui ont utilisé avec succès les deux stratagèmes.

Nord : ♠ V 7 ♡ R 10 5 4 3 ◇ R ♣ R D 10 6 4
Ouest : ♠ D ♡ D 8 7 6 ◇ 10 8 6 2 ♣ A V 8 2
Est : ♠ R 4 ♡ V 9 ◇ D V 9 7 5 4 3 ♣ 5 3
Sud : ♠ A 10 9 8 6 5 3 2 ♡ A 2 ◇ A ♣ 9 7

Ann. : N. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
–	1 ♡	3 ◇	3 ♠
4 ◇	passe	passe	6 ♠...

A une première table, Ouest a entamé le 2 de Carreau pour le 3 d'Est. *Grâce à quel stratagème* Cummings en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR qui était théoriquement infaisable ?

A une deuxième table, Ouest a entamé l'As de Trèfle et a contre-attaqué le 2 de Carreau. *Grâce à quel autre stratagème* Courtney, en Sud, a-t-il réussi ce même chelem ?

Note sur les enchères

La moins-value du Roi de Carreau sec est compensée par les 3 points de distribution et justifie l'ouverture de « 1 Cœur ».

En revanche, le saut à « 6 Piques » est courageux, mais il peut réussir !

LES LIVRES D'EXERCICES

Lebel

Deux nouveaux petits livres viennent d'être publiés par les Editions du Rocher : *Stayman et Texas,* 125 pages d'exercices avec réponses cotées, 120 F ; *les Maniements de couleur,* cent exercices à deux et quatre jeux, 112 pages, 120 F.

Delorme

Le Jeu de la carte au bridge, édité par Belfond, permet de découvrir les principes fondamentaux du jeu et les donnes qui les illustrent. 295 pages, 130 F.

Berthe et Le Dentu

Sous le titre *Mesurez-vous aux champions,* ces deux auteurs ont publié aux éditions Grasset quatre-vingts donnes à deux et à quatre jeux où vous vous mettez à la place des plus grands joueurs. 185 pages, 98 F.

Philippe Brugnon

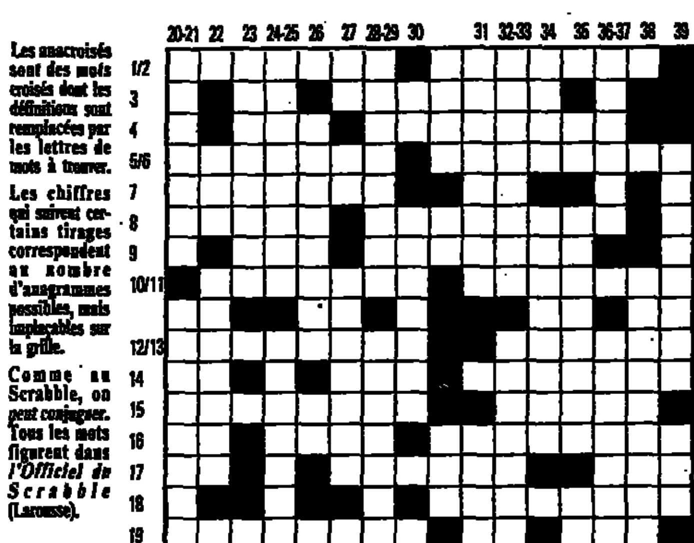
Anacroisés (R)

n° 747

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).



HORIZONTALEMENT

1. AELORSY. – 2. ENOORTT. – 3. AEENRVX. – 4. AEILLMNT (+ 1). – 5. EEEHIMN. – 6. AEEGIISU. – 7. AACJOSU. – 8. *HILMSTUU.* – 9. *IOORSTT.* – 10. EMMOSXY. – 11. DEEEINR. – 12. AEEFFGSU. – 13. CEELOP. – 14. CEELLRU. – 15. CCENOPTU. – 16. ADEIINTX. – 17. AEIRSU (+ 3). – 18. EEENORTU. – 19. EEFILLMT.

VERTICALEMENT

20. ACDHIRR. – 21. AAGINOTT. – 22. ACEMNSU. – 23. AEMNORYY. – 24. AEIJNTUX. – 25. AEEFSSU. – 26. EENOOSST. – 27. AEMRSSU (+ 10). – 28. EEEMRSST. – 29. EELNSSU. – 30. EHINSST. – *31. AILLNOTT.* – 32. EEGIITUX. – 33. DEIRSTU (+ 4). – 34. CEILRTUU. – 35. EELLMOUX. – 36. EENOSS. – 37. AEILLOR. – 38. ADEEILPRZ (+ 3). – 39. EEEEGNNR.

SOLUTION DU N° 746

1. ILLICITE. – 2. AMATIRA. – 3. MOULINET. – 4. NAVALES. – 5. RENCHERI (ENCHERIR). – 6. ECHELON. – 7. ORANGEES. – 8. RHINITE. – 9. NOISETTE (ETETIONS, NEOTTIES, NETTOIES). – 10. ERRENT (ENTRER, RENTER, RENTRE). – 11. *BRINGE, rayé de noir.* – 12. ASSEMBLE (BLESAMES). – 13. SUREMENT (MENTEURS, MESURENT, MUSERENT, RESUMENT). – 14. *SUSURRE.* – 15. SAMARIUM, métal rare. – 16. RONFLE (FRELON). – 17. CRECELLE. – 18. PANSEES. – 19. PENSIVE. – 20. LOVAIENT (ENVOILAT, ENVOLAIT, VIOLENTA, VOLAIENT). – 21. LYONNAIS. – 22. SEMEES. – 23. IMBERBE. – 24. MESCLUNS. – 25. LOUCHIR, se troubler, en *parlant d'un liquide.* – 26. *AMARINEE* (AMENERAI, ANEMIERA, EMANERAI). – 27. RALAMES (ALARMES, LAMERAS). – 28. ILIENNES. – 29. NACELLE. – 30. CILLIONS. – 31. OTITES (SOTTIE). – 32. TERNES (ENTRES, RENTES, STERNE). – 33. MUSULMAN. – 34. EMBRUME (MEMBRUE). – 35. NOCTULES, *chauve-souris* (CONSULTE). – 36. ANCRAT (CRANAT, NACRAT). – 37. MAHALEB. – 38. ERRANTS (RENTRAS, SERRANT). – *39. RONRONS.* – 40. TARGUAI (ARGUAIT, RAGUAIT). – 41. TENSIONS (SENTIONS, TISONNES). – 42. FEVIER (FIEVRE). – 43. GALILEEN (NIELLAGE). – 44. RENINES, enzymes.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble (R)

n° 412

ON NE PADINE PAS AVEC LA MOURRE

Bien qu'on attribue parfois à Musset la paternité de la *Salade mythologique,* qui a fait la joie de générations de potaches, ce n'est pas lui que nous pillons aujourd'hui, mais le Belge Francis Fontaine, auteur de *la Faune étique** (*cf.* nos chroniques précédentes « Pan ! J'en tircis » et « La faune étique : le retour »).

THOMAS voit sa voisine CAROLINE qui est AMPÉLITE tenue : *ONYCHOSE qui MALITORNE* ! Le TAGALOG de La Redoute à la main, elle est BIGNONE avec ses boucles blondes *: ZÉNANA !*

– Ça fait longtemps que vous m'espionnez ?, demande-t-elle.

– Oui, GÉRONTE de le dire, j'ai TÉTEAUX anges !

– Espèce d'ABCÉDÉ sexuel ! J'en ai envoyé HYPÈTHRE d'autres que vous ! Vous êtes PROPOLIS pour être honnête ! *PARISIS* la sortie ! *Faisant* son auto-CRÉTIQUE, Thomas lui achète une pierre précieuse de SIKHARA (c'est un *RUBICOND*) et un FOUDRIER avant de revenir la voir.

– Excusez-moi, je n'avais PARAISON ; j'ai mes manies ÉMÉTIQUES *et même des* VISCACHES. Je vous invite à l'ABYSSINE : on boira un COQUETEL quand on aura nagé *SOULOT.*

– *Un* PECCABLE ! Vous me BLÉSEZ beaucoup.

Etre PRÉDELLE ne suffit pas à Thomas, il pose sa tête sur son DOUCIN et dit : DOUBISTE mein Liebe ; je suis ton *RONÉO. Et toi tu* MNÈME ?

Le voici avec LABRIDÉ au cou (SAPPAN au nez de tout le monde). Il lui a MILANEAU au doigt et il LACINIÉ le grand livre des mariages.

Michel Charlemagne

Glossaire : PADINE, algue brune - MOURRE, ancien jeu de hasard - CAROLINE, de Charlemagne - AMPÉLITE, schiste noir argileux - ONYCHOSE, trouble de la croissance des ongles - MALITORNE, maladroit - TAGALOG, tagal (langue) - BIGNONE, arbrisseau ornemental - ZÉNANA, étoffe cloquée - GÉRONTE, vieillard - TÉTEAUX, bouts de branche - *ABCÉDÉ, transformé en abcès* - HYPÈTHRE, temple à ciel ouvert - PROPOLIS, matériau utilisé par les abeilles - PARISIS, monnaie parisienne - CRÉTIQUE, pied (en poésie) - SIKHARA, sanctuaire indien - FOUDRIER, tonnelier - PARAISON, masse de verre fondu - VISCACHES, rongeurs à fourrure - PECCABLE, susceptible de pécher - BLÉSEZ, *zézayez* - PRÉDELLE, soubassement d'un retable - DOUCIN, pommier sauvage - *DOUBISTE, du Doubs - MNÈME,* trace organique permettant le souvenir - LABRIDÉ, poisson osseux - SAPPAN, arbre d'Asie - *LACINIÉ,* plante découpée.

* *Le Roi de la faune étique,* 30 FF par mandat international à la FBS, bd Saint-Lazare 4, boîte 16, 1210 Bruxelles.

Scrabble Vence Accueil, 13 novembre 1992
Tournois le vendredi à 20 h 15

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. La dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

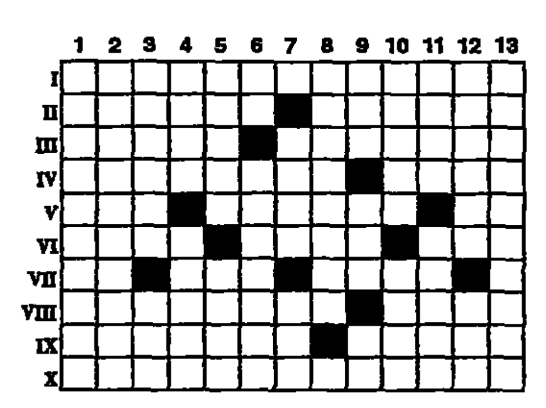
N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	UESMRIQ			
2	M+OR?HNE	SQUIRE	H 3	42
3	EUREXPE	HORM(O)NEE (a)	8 A	89
4	EE+RALIO	PREUX	2 E	56
5	EIHALNO	AMELIORE	D 7	68
6	A+FTEYDI	HELION	15 C	41
7	DI+NSNI?	FAYOTE	E 5	49
8	LASLSET	INDI(E)NS	14 H	74
9	ZCEUIES	STALLES	9 H	74
10	CUI+LBST	SEIZE (b)	11 B	82
11	TICUARA	CLUBISTE	M 2	76
12	AVEINUW	ARTICULA	K 3	70
13	VEU+AUDO	IWAN	11 K	48
14	JBKAEDV	VAUDOUES	3 A	83
15	-MEVMNJO	BREAK	13 C	52
16	MMNJO+ED	NEVE	F 8	32
17	MMJ+AFTG	DEVON	A 1	30
18	-GROTETG	FA	N 6	28
19	GEG+MMPJ	ROTAT	J 6	23
		JE	13 L	30
				1047

(a) Comme de la viande de veau (participe passé), (b) le scrabble CREUSIEZ, 7 G, perd 1 point.

1. BOUSSARD J.-C., 891 ; 2. IVANICHTCHENKO E., 875 ; 3. BELLOT M., 867.

Mots croisés

n° 746



HORIZONTALEMENT

I. Déconcertés par Hitchcock. – II. On la reverra en mars. Courteline se vantait de l'être... au gaz. – III. Prête pour le rangement. Saint en Gironde. – IV. Donne, si l'on veut, la température. Il faut en faire chauffer plusieurs à la fois. – V. Police. Vous file entre les mains. Au bout d'un moment. – VI. Fait un couple. Garda le secret. Donne parfois de la lumière. – *VII. Article. Direction.* Rivière. – VIII. Vous pose sur un petit nuage. Ira chez le brasseur. – IX. Investisseur à fuir. On le met parfois au ratelier. – X. Secondes chances ?

VERTICALEMENT

1. C'est un réaliste, pas un alchimiste. – 2. Pas très catholique chez Diderot. – 3. Marque bien les limites. Dommage de guerre. – 4. Peuvent faire un chapelet. Champion du neutralisme. – 5. Ont quitté le monde. Il est bien triste à broyer. – 6. Appel. Mettre en morceaux. – 7. Ile. Vieille rage. – 8. On croirait de l'ardoise. – 9. Ceinture. Coule de source. En fête. – 10. Recule devant la mer. On lui a *retiré son enduit.* – 11. *Ne change pas* de ton. Ce n'est certes pas l'endroit. – 12. Avec un h pour Flaubert. Peut *aller avec le soda.* – *13. Intéressent* les récepteurs.

SOLUTION DU N° 745

Horizontalement

I. Commandements. – II. Opiacé. Secoué. – *III. Upérisa. Louer.* – IV. Congé. Viole. – V. Issarlès. Eude. – VI. Ça. Usines. Son. – VII. Onyx. Mi. Avent. – *VIII.* Ute. Cirage. Je. – IX. Cendre. Perron. – X. Assourdissent.

Verticalement

1. Couci-couça. – 2. Opposantes. – 3. Miens. Yens. – 4. Margaux. Do. – 5. Aciers. Cru. – 6. Nés. Limier. – 7. Avenir. – 8. Es. Ise. Api. – 9. Mélo. Sages. – *10. Ecole. Vers.* – 11. Noueuse. Ré. – 12. Tue. Donjon. – 13. Serpentent.

François Dorlet

Echecs

n° 1519

Mikhaïl TAL (1936-1992)

Zurich, 1959.
Blancs : M. Tal.
Noirs : D. Keller.

1. Cf3	Cf6		18. Tf-d1!	Rç8 (k)
2. ç4	é6		19. bxç3! (l)	Fç5
3. Cç3	d5		20. é7! (m)	Cç6! (n)
4. d4	ç6		21. Fg4+	Rb7
5. Fg5	dxç4 (a)		22. Cb5!! (o)	Dé5! (p)
6. é4	b5		23. Té1	Fé4 (q)
7. a4 (b)	Db6 (ç)		24. Ta-b1!	Txg4
8. Fxf6	gxf6		25. Txé4! (r)	Dxé4! (s)
9. Fé2	a6 (d)		26. Cd6+	Rç7
10. 0-0	Fb7		27. Cxé4	Txé4
11. d5! (é)	çxd5		28. Dd1! (t)	Té5 (u)
12. éxd5	b4 (f)		29. Txb7+!! (v)	Rxb7
13. a5	Dç7		30. Dd7+	Rb8
14. dxé6!! (g)	bxç3		31. é8=D+	Txé8
15. Cd4! (h)	Tg8! (i)		32. Dxé8+	Rb7
16. Da4+	Rd8		33. Dd7+	Rb8
17. g3	Fd5 (j)		34. Dxç6	abandon. (w)

NOTES

a) Entrant dans le « système Botwinnik » avec l'intention de gagner un pion.

b) Les Blancs évitent la variante principale connue 7. é5, h6 ; 8. Fh4, g5 ; 9. Cxg5, hxg5 ; 10. Fxg5, Cb-d7.

ç) Après 7..., b4 ; 8. Cb1, h6 ; 9. Fxf6, Dxf6 ; 10. Fxç4, Dg6 ; 11. Cb-d2, Dxg2 ; 12. Tg1, Dh3 ; 13. Dé2 l'avance de développement des Blancs compense largement le pion sacrifié.

d) Ou 9..., Cd7 ; 10. 0-0, Fb4 ; 1. d5, Fxç3 ; 12. Bxç3, Cç5 ; 13. Dxç5 avec avantage aux Blancs.

é) Ouvrant vite le jeu avant que les Noirs aient achevé leur développement.

f) Si 12..., Cd7 ; 13. axb5, axb5 ; 14. Txa8+, Fxa8 ; 15. Cd4! ou 15. b3!

g) Un sacrifice inattendu d'une profondeur inouïe, fondé sur l'intuition des dangers encourus par le R ennemi après l'ouverture des lignes. Plusieurs maîtres ont tenté de démontrer que cette combinaison brillante était inférieure à la simple variante de gain 14. Ca4, Cd7 ; 15. dxé6, fxé6 ; 16. Tç1, Fd5 ; 17. Fxç4, Fxç4 ; 18. b3 mais, *comme Timman l'a bien vu, les Noirs* pouvaient obtenir un contre-jeu actif (ce qui n'est pas dans le goût de Tal) *après 14. Ca4 par 14..., éxd5! ; 15.* Cb6, Fç5!.

h) Cette centralisation du C-R met en évidence la précarité du R ennemi et donne lieu à une position compliquée dans laquelle les défenses des Noirs (paire de F, colonne g ouverte) ne doivent pas être sous-estimées.

i) 15..., çxb2 ; 16. *éxf7+,* Rxf7 ; *17.* Fh5+, Rg8 ; 18. Dg4+, Fg7 ; 19. Ta-é1 conduit à un mat rapide.

j) Encore la meilleure défense couvrant les pions f7 et ç4.

k) Une prudence nécessaire. Si 18..., çxb2 ; 19. Ta-b1, ç3 ; 20. Ff3 ; Fxf3 ; 21. Cb5!, Fxd1 ; 22. Txd1, Rç8 ; 23. Cç7, Rç7 ; 24. Df4+, Rb7 ; 25. Dé4+, Ra7 ; 26. é7! avec gain.

l) Se fiant à son intuition, Tal préfère l'ouverture de la colonne b à la suite simple 19. Dé8+, Rb7 ; 20. bxç3, Cç6 ; 21. Ta-b1+, Ra7 ; 22. éxf7 que tous les commentateurs ont considéré comme gagnante. Cependant, après 22..., Tg5! ; 23. Dé3, Cxd4 ; 24. Dxd4, Fç5 ; 25. Df6 tout se complique, selon Timman ; par exemple ; 25..., h6! ; 26. Txd5, Txd5 ; 27. Ff3, Td2! ; 28. Fxa8, Txf2 ; 29. Db6+, Dxb6! ; 30. axb6+, Rxa8 et les Noirs gagnent. La découverte de Timman 25..., h6 est peut-être aussi sujette à caution après 26. Tb6!

m) Encore un sacrifice inattendu et déstabilisant.

n) Si 20..., *Fxé7 ; 21.* Ta-b1, Cç6 ; 22. Cf5, Fé4 ; 23. Tb6! avec des complications favorables aux Blancs.

o) La proposition de Chamkovitch 22. Cxç6, Fxç6 (si 22..., Dxç6 ; 23. Txd5!, Dxd5 ; 24. Ff3!, Dd3 ; 25. Dd7+) ; 23. Ta-b1+, Ra7 ; 24. Dxç4 n'est pas suffisante pour les Blancs : 24..., Tg5! ; 25. Dxd7, Té8.

p) 22..., Dxé7 perd : 23. Txd5, Txg4 ; 24. Tb1+, Rç8 ; 25. Cd6+.

q) 23..., Txg4 ; 24. Txé5, fxé5 ; 25. Tb1 est gagnant pour les Blancs, Fxé7 ; 26. Dd1!, Fé6 ; 27. Cd4 ou 25..., Cxé7 ; 26. Cd6+, Rç7 ; 27. Cé8! A considérer est 23..., Dg5 ; 24. Té-d1!, h5 ; 25. Fh3, h4 ; 26. Ta-b1!, Fxf2+ ; 27. Rf1, hxg3 ; 28. Cd6+, Rç7 ; 29. Tb7+, Rd6 ; 30. Td7+ et l'attaque des Blancs arrive la première.

r) Menaçant 26. Cd6+ et 26. Cd4+.

s) 25..., Txg3+ échoue à cause de 26. Rf1! Après 25..., Txé4 ; 26. Cd4+, Cb4 ; 27. Dd7+, Rç7 ; 28. Dxd5+, Ra7 ; 29. Dxé4, Dé7 ; 30. Dxé7, Fxé7 ; 31. çxb4, Tç8 ; 32. Rf1 les chances de gain des Blancs sont réelles.

t) Avec T+deux C pour la D les Noirs semblent s'être bien sortis de cette terrible attaque mais Tal conserve encore quelques atouts comme cette entrée de la D en d5 et h5.

u) En crise de temps, une erreur. 28..., *Txé7 et 28..., Cxé7 donnaient,* sans doute, aux Noirs des perspectives de nullité.

v) Un ultime sacrifice que Tal ne rate pas !

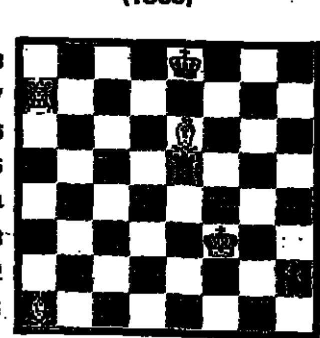
w) Toute résistance est inutile.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1518
V. KIVI (1945)

(Blancs : Rh8, Fd1, Cb8, Pb6. Noirs : Ré8, Fh7, Pb2. Nulle).

1. Fh5+, Rd8 (si 1..., Ré7 ; 2. Cç6+, Rd7 ; 3. b7 et si 1..., Rf8 ; 2. Cd7+) ; 2. Cç6+, Rç8 ; 3. Fg4+, Rb7 ; 4. Ca5+, Ra6 (ou 4..., Rb8 ; 5. Cç6+, Ra8 ; 6. Fç8, b1=D ; 7. b7+ ou 4..., Ra8 ; 5. Ff3+, Rb8 ; 6. Cç6+, Rb7 ; 7. Cé5+!, Ra6 ; 8. Fé2+) ; 5. Cç4, b1=D ; 6. Fç8+, Rb5 ; 7. Ca3+ et 8. Cxb1. Nulle.

ÉTUDE N° 1519
B. NEIDZE
(1969)



Blancs (4) : Rf3, Ta7, Fa1 et é6.

Noirs (3) : Ré8, Té5, Ph2.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La conférence de presse de M. Bérégovoy

«J'ai pour habitude de tenir mes engagements»

affirme le premier ministre

M. Pierre Bérégovoy a tenu, jeudi 24 décembre, la deuxième des conférences de presse hebdomadaires qu'il a décidé d'organiser d'ici les élections législatives. Il a annoncé le retour de M. Bernard Tapie comme ministre de la ville et la nomination de M. François Loncle, qui était secrétaire d'Etat à la ville depuis la démission du président de l'OM, comme secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé du Plan (*le Monde* du 25 décembre).

M. Bérégovoy a aussi annoncé que M. Marc-Antoine Autheman, qui était conseiller du premier ministre, remplacera M. Hervé Hannoun, nommé sous-gouverneur de la Banque de France, au poste de directeur de son cabinet. Mme Marie-Laurence Pitois-Pujade, qui était conseiller chargé des affaires sociales, devient directeur adjoint.

• **Le remaniement du gouvernement.** – *«Bernard Tapie avait un litige commercial avec un député de l'opposition. Dès lors qu'il était inculpé, il m'avait remis sa démission, et à cette époque j'ai dit : «Lorsque la justice aura tranché, naturellement dans le sens d'un non-lieu, Bernard Tapie retrouvera sa place au gouvernement.» J'ai pour habitude de tenir mes engagements. (...) Pendant cette période, François Loncle, secrétaire d'Etat à la ville auprès de moi, a accompli un remarquable travail. Comme nous entrons dans une période de préparation du XIe Plan, et que j'ai cette responsabilité qui s'ajoute à celle de premier ministre, je vais proposer à François Loncle et au président de la République que François Loncle soit nommé secrétaire d'Etat au Plan auprès de moi.»*

• **La lutte contre la toxicomanie.** – *«Bernard Kouchner et Paul Quilès ont tous les deux raison, chacun dans son domaine de compétence. L'action contre la drogue impose, en effet, de prévenir et de soigner les toxicomanes; c'est de la compétence, pour l'essentiel, du ministre de la santé. Il s'agit, d'autre part, de réprimer les trafiquants, et c'est du domaine de la responsabilité du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique. Chacun dans son domaine le fait d'ailleurs avec talent. L'un et l'autre poursuivent le même objectif, lutter contre la drogue, contre tous ses effets, et en même temps s'occuper des toxicomanes. (...) Cette double action illustre parfaitement la politique du gouvernement en la matière.»*

• **La hausse du prix du tabac.** – *«C'est une décision sage. (...) Je fume, et je suis pour la liberté dans ce domaine. Mais je crois que pour les adolescents c'est un risque qui a été souligné, à plusieurs reprises, par des professeurs de médecine très compétents. (...) J'ai donc toujours été favorable à une augmentation du prix du tabac. Pendant toute la période où nous avions des préoccupations de lutte contre l'inflation, il fallait en effet doser les augmentations. Mais (...) comme la France fait aujourd'hui 2 % de hausse de prix, je considère que le risque n'est pas grand et qu'il était indispensable d'aller dans cette direction, car cela apporte à la Sécurité sociale des sommes qui lui sont nécessaires, et, d'autre part, cela permet de lutter plus efficacement contre la consommation excessive du tabac, notamment chez les jeunes.»*

• **Une éventuelle intervention en Bosnie.** – *«Il y a l'application de décisions. La première est une décision des Nations unies qui vise à interdire le survol de la Bosnie par des avions ou des hélicoptères de combat, en l'occurrence serbes; il y a donc depuis cette décision des travaux préparatoires engagés par les experts militaires et par les diplomates. (...) La France participera à cette opération sous l'égide des Nations unies. (...) Il y a la demande de la Bosnie, qui est un État indépendant et reconnu par la communauté internationale, et deuxièmement il y a une décision des Nations unies. (...) Européens et Américains ont aujourd'hui à appliquer la décision des Nations unies. (...) Nous en avons parlé avec le président de la République et les ministres concernés sur ce premier point qui est l'interdiction du survol de la Bosnie. Je pense qu'il faut faire vite.»*

• **Une session du Parlement en janvier.** – *«Je tiendrai compte de l'évolution des esprits au mois de janvier pour savoir si une session doit être proposée au président de la République, ou non. Je m'en suis entretenu avec les deux présidents des groupes de la majorité de l'Assemblée nationale et du Sénat : je ne les ai pas senti demandeurs, mais notre conversation n'est pas conclusive.»*

• **L'obligation de plans sociaux.** – *«Le 20 octobre à l'Assemblée nationale, j'avais dit que je demanderais au ministre du travail de faire en sorte que dès lors qu'il y avait licenciement économique, il y ait un plan de reconversion et de reclassement. La situation est assez grave pour justifier une disposition de ce type, et je crois que le patronat (...) doit prendre cela comme une consigne générale qui s'applique aussi bien aux entreprises publiques qu'aux entreprises privées. Nous avons le devoir de rechercher à l'intérieur des entreprises des solutions, avant d'en venir aux licenciements économiques. Cette disposition s'imposera à tous; je ne vois pas qui pourrait la remettre en cause. Devant l'aggravation du chômage (...), il faut faire preuve de plus d'imagination.»*

Le retour de M. Tapie au gouvernement est sévèrement critiqué

La nomination de M. Bernard Tapie comme ministre de la ville a suscité des réactions très négatives à gauche comme à droite. M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, a affirmé en particulier que le PS n'a pas besoin de *«secouristes»* ou de *«sauveurs»*. Pour sa part, M. Tapie explique, dans une interview au *Provençal* du 25 décembre, qu'il entend *«jouer un rôle important»* durant la campagne électorale, *«mais plus pour témoigner du travail accompli que pour faire des incantations ou des apparitions permanentes à la télé»*.

• **M. Emmanuelli : *«Le PS n'a pas besoin de secouristes.»*** – M. Henri Emmanuelli, président (PS) de l'Assemblée nationale, a publié, jeudi 24 décembre, un communiqué pour affirmer qu'en annonçant le retour de M. Tapie au gouvernement, *«Pierre Bérégovoy ne pouvait ignorer qu'il heurterait les convictions de nombreux socialistes dont je suis»*. M. Emmanuelli ajoute : *«Par delà la personne du nouveau ministre, qui n'est pas en cause, il est clair que deux conceptions de la politique s'affrontent et qu'avec beaucoup d'autres je suis de ceux qui n'acceptent pas que les responsables politiques soient assimilés à des acteurs et les citoyens à des spectateurs. Certes le PS est aujourd'hui en grande difficulté, mais plus que de secouristes ou de sauveurs, c'est de se ressaisir et de redevenir lui-même dont le PS a besoin.»*

• **M. Hollande (PS) : *«Une faute.»*** – *«Mettre Bernard Tapie au gouvernement en avril dernier était une erreur, la suite l'a montré, le nommer aujourd'hui est une faute»*, a estimé M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze, proche de M. Jacques Delors. Il a ajouté : *«Je ne doute ni de la sincérité de ses engagements ni de la vigueur de son dynamisme, mais je suis convaincu que son style, ses méthodes, son image, ne correspondent pas à ce que l'électorat de gauche, dans cette période, attend de la politique. Aujourd'hui, ce qu'il faut administrer aux socialistes, ce n'est pas du strass et du bagout en guise de vitamines, c'est de la confiance dans leurs idées et de l'authenticité dans leurs intentions.»*

• **Les Verts de Provence-Alpes-Méditerranée : *«Condottieri».*** – *«C'est dans les fins de règne que surgissent les aventuriers et celui de François Miterrand n'échappe pas à la règle»*, ont affirmé, dans un communiqué, les Verts de Provence-Alpes-Méditerranée. Ils ajoutent : *«En rappelant Bernard Tapie, le gouvernement socialiste a choisi d'institutionnaliser les nouveaux condottieri de la politique, qui se taillent des fiefs et s'assurent des clientèles personnelles sans fondement idéologique.»*

• **M. Bosson (CDS) : *«Affairiste.»*** – *«M. Bérégovoy confond une nouvelle fois le chef d'entreprise qui participe à la puissance de la France et à l'emploi avec l'affairiste qui est un danger pour notre société»*, a déclaré M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS. Il a ajouté : *«Avec Bernard Tapie, c'est un oiseau de proie et la caricature d'un chef d'entreprise qui est honoré.»*

• **M. d'Aubert (UDF-PR) : *«Scandaleux.»*** – M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, juge *«scandaleux»*, dans un entretien au *Figaro* du 25 décembre, le retour de M. Tapie qui *«symbolise quelques-uns des maux dont souffre la France aujourd'hui : l'oubli des valeurs morales, l'argent trop facilement gagné, le mélange des genres»*. Il ajoute : *«Nous assistons en fait au retour du populisme financier, c'est le pire! C'est le genre milliardaire qui vient sauver les pauvres.»*

• **M. de Charette (UDF) : *«Désaveu.»*** – *«La nomination de M. Tapie est l'illustration du désaveu définitif du Parti socialiste par les hommes du gouvernement»*, a déclaré sur France Inter, jeudi 24 décembre, M. Hervé de Charette, vice-président de l'UDF.

• **M. Hory (MRG) : *«Capacité.»*** – M. Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gaiche, *«se réjouit du retour de Bernard Tapie au gouvernement»* qui, dit-il, *«a démontré une réelle capacité à élargir la majorité présidentielle»*.

• **M. Lang : *«Dynamique.»*** – M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a estimé, dans un communiqué, que la nomination de M. Tapie *«réjouira tous ceux qui sont décidés à créer une nouvelle dynamique en faveur des idées de progrès»*.

• **M. Chevènement : *«Qualités médiatiques.»*** – M. Jean-Pierre Chevènement, député PS du Territoire de Belfort, a déclaré, sur Europe 1, que M. Tapie a *«des qualités médiatiques»* et lui *«paraît tout à fait approprié dans une période électorale»*. Il a ajouté : *«Bernard Tapie sait quelquefois vendre des idées justes. Il a même un certain talent pour vendre aussi des idées fausses.»*

□ **Adidas : la CFTC du Bas-Rhin interpelle M. Tapie.** – La CFTC du Bas-Rhin a demandé jeudi 24 décembre à M. Bernard Tapie, nouveau ministre de la ville et principal actionnaire d'Adidas, de *«faire son devoir»* et de s'occuper des licenciements que *«Tapie patron»* a provoqué dans les sites alsaciens d'Adidas. *«Vous ne pourrez pas, Monsieur le ministre, vous en tirer par une pirouette en annonçant que vous vous désengagez d'Adidas. (...) On ne se désengage pas en laissant huit cents salariés sur le carreau»*, affirme, dans un communiqué, la CFTC, majoritaire dans les sites alsaciens du groupe. Le 18 décembre, M. Tapie avait annoncé la cession prochaine de la participation détenue par Bernard Tapie Finance (BTF) dans Adidas, pour un montant de 2,08 milliards de francs.

Les réserves financières du Parlement

Une réaction des administrateurs de l'Assemblée

L'association des administrateurs de l'Assemblée nationale a écrit, mercredi 23 décembre, à M. Henri Emmanuelli pour lui demander *«d'exercer un droit de réponse»* après l'article que nous avons publié sur «Les réserves financières du Parlement» (*le Monde* du 23 décembre). Ce courrier a été communiqué à l'Agence France Presse.

Dans sa lettre, le président de l'association, qui regroupe environ cent dix administrateurs sur cent cinquante, M. Jean-Eric Lebelt, écrit notamment que *«des hauts fonctionnaires qui ne sont pas nommément cités sont mis en cause d'une manière grave»* par cet article qui, affirme l'association, *laisse planer la suspicion sur le fait que des* «accusations de malversation» *pourraient ou auraient pu être intentées». «De telles insinuations*, poursuit-il, *sont à l'évidence susceptibles de porter gravement atteinte à l'honneur de l'ensemble des fonctionnaires placés sous l'autorité du bureau»* de l'Assemblée nationale.

L'association souhaite donc que M. Emmanuelli, *«en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, demande à exercer un droit de réponse à l'encontre d'un article de presse qui donne des faits une interprétation inexacte»*.

[Le passage directement contesté de l'article du 23 décembre était ainsi rédigé : *«Décision a été prise [en 1990] de regrouper les différents comptes pour en permettre un contrôle plus sérieux, même si aucune accusation de malversation n'a été jusqu'alors portée par les diverses personnes au courant du dossier.»*]

Le bilan de M. François Loncle

La mise en œuvre de la politique de la ville

Beaucoup moins médiatique que son éphémère prédécesseur et maintenant successeur, M. François Loncle aura eu le mérite de mettre en œuvre, dans une relative discrétion – bien qu'il ait effectué trente-sept visites de terrain, – la politique de la ville définie au printemps par M. Pierre Bérégovoy.

M. Loncle aura été secrétaire d'Etat à la ville du 3 juin au 24 décembre, le temps que s'achève l'épisode judiciaire qui avait amené M. Bernard Tapie à abandonner ses responsabilités gouvernementales.

Pendant ces quelques mois, les cités de banlieue n'ont pas connu d'incidents graves : selon M. Loncle, ce calme relatif doit être porté au crédit de la politique en faveur des quartiers difficiles. Les opérations de prévention de l'été, qui ont été poursuivies, ont concerné cette année cinq cent mille jeunes gens.

Un protocole d'accord signé avec les ministres de l'intérieur et de la défense a permis que quatre mille appelés du contingent fassent leur service national dans les villes. Des conventions ont été signées avec trois entreprises privées de travaux publics afin qu'elles entreprennent des opérations d'aménagement dans les quartiers difficiles et qu'elles s'engagent à former de la main-d'œuvre.

M. Loncle a fait paraître la plupart des décrets d'application de la loi sur la ville. Ces textes concernent la représentation des locataires dans les conseils d'administration des HLM, la participation des maires aux commissions d'attribution des logements ou la création d'établissements publics fonciers locaux. Ils permettent le maintien de logements sociaux dans les secteurs sauvegardés ou les périmètres de restauration immobilière, ainsi que l'établissement de loyers-plafonds pour certains logements. Un décret offrant la possibilité d'exonération de taxe professionnelle pour les entreprises implantées dans certains quartiers en difficulté est quasiment prêt.

Pour 1993, M. Loncle a obtenu un budget en hausse de 14 %. Les crédits consacrés à la ville devraient s'élever à plus de 7 milliards de francs. M. Loncle a procédé à la répartition de plusieurs dotations de solidarité communale telles que le fonds régional Ile-de-France ou la dotation particulière de solidarité urbaine. Bien que les contrats de Plan Etat-régions ne concernent pas les villes, le secrétaire d'Etat a préparé des conventions avec ces collectivités locales pour la prochaine période quinquennale.

R. Rs.

CARNET DU Monde

Naissances

Norma et Jean-Pierre
SWYNGEDAUW
ont la joie d'annoncer la naissance de

Laurent,
le 14 novembre 1992, à Manille.

Décès

– Mme Aimée Bruneau,
sa sœur,
M. Hervé Campardon,
son fils,
et Mme,
et leur fils,
M. Patrice Coulon et Mme,
née Campardon,
sa fille
et leurs enfants,
M. Roger Vialatte et Mme,
née Jacqueline Bruneau,
sa sœur,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Claude CAMPARDON,
née Bruneau,

survenu le 24 décembre 1992, à l'âge de soixante-quatre ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président de l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I),
Les membres du bureau,
Le doyen de la faculté de médecine
Et les personnels,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 16 décembre 1992, de

Jean-Marie CHAMPETIER,
professeur d'anatomie,
chef du service de chirurgie générale et digestive.

Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille.

– Nous apprenons la mort de

André GLON,
ancien député des Côtes-d'Armor,

survenue mardi 22 décembre.

[Né le 28 décembre 1913 à Loudéac (Côtes-d'Armor), minotier à Hémonstoir, André Glon était devenu député (app. UDR) des Côtes-d'Armor (qui s'appelaient à l'époque les Côtes-du-Nord) en remplacement de Mme Marie-Madeleine Dienesch, entrée au gouvernement. Il l'était redevenu dans les mêmes conditions en 1973 et ne s'était pas représenté en 1978. Il avait été maire d'Hémonstoir de 1945 à 1985 et conseiller général de Loudéac de 1961 à 1967.]

– Sa famille
Et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, à Mende, le 3 novembre 1992, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

Jean-Raymond LARÈS,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945.

Il a été inhumé le 7 novembre, en Lozère, à Sainte-Croix-Vallée-Française.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, avenue Félix-Faure,
75015 Paris.

Anniversaires

– Pour l'anniversaire de

Pierre PERRONO,
ancien combattant d'Indochine,
engagé volontaire de la Résistance,
citations à l'ordre de la division,
croix de guerre 1939-1945,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et estimé.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 26 DÉCEMBRE

«Le marché aux puces à Saint-Ouen a cent ans, les nouvelles installations. Conférence déposée», 10 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, au fanion Paris autrefois.

Exposition : «Trésors de la Cité interdite, de Chinagora», 11 heures, métro Maisons-Alfort-Ecole-Vétérinaire, devant l'arrêt de l'autobus 103 (M.-C. Lasnier).

«Le Chinatown du treizième arrondissement», 11 heures et 14 h 30, porte de Choisy, devant la BNP (C. Merle).

«Maniérisme et style Mazarin en l'hôtel des ducs de Sully (intérieur et extérieur)», 11 heures, 62, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).

«L'Opéra Garnier, de la scène aux sous-sols» (limité à trente personnes), 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lulli (Monuments historiques).

Exposition : «Picasso et les choses», 13 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

«Les fastes de l'Opéra Garnier. Le mystère du fantôme», 11 heures et 14 h 30, dans le hall, sous la statue de Lulli (Arts et caetera).

«Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne de la cour», 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (Connaissance de Paris).

«Saint-Eustache et le quartier des Halles», 14 h 30, 1, rue du Jour (Europ explo).

«Les passages du dix-neuvième siècle, leur origine et leur développement. Une promenade hors du temps (premier parcours)», 14 h 40, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

«La forteresse de Vincennes : son histoire et son architecture militaire» (limité à trente personnes), 14 h 45, métro Château-de-Vincennes, côté tour du village (Visite pour les jeunes. Monuments historiques).

«Académie française et Institut», 15 heures, 23, quai Conti (M.-C. Lasnier).

DIMANCHE 27 DÉCEMBRE

«L'hôtel de la marquise de Païva» (places limitées), 10 heures, 25, avenue des Champs-Elysées (Connaissance de Paris).

«Sept des plus vieilles maisons de Paris», 10 h 30, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

«Le Marais. Hôtels et jardins. Place des Vosges», 10 h 30 et 14 h 30, métro Bastille, grand escalier de l'Opéra (Art et histoire).

Exposition : «Manteaux de nuages : Kesa japonais» au Musée Guimet», 10 h 30, entrée du musée, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

«Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte», 11 heures, métro Porte-de-Choisy (M.-C. Lasnier).

«Les fastes de l'Opéra Garnier. Le mystère du fantôme», 11 heures et 14 h 30, dans le hall, sous la statue de Lulli (Arts et caetera).

«L'hôtel de Rohan et ses salons», 14 h 30, 83, rue Vieille-du-Temple (M.-C. Lasnier).

«Montmartre, une butte sacrée, un village pittoresque et vivant», 14 h 40, sommet du funiculaire, au fanion Paris autrefois.

«L'église orthodoxe russe», 15 heures, 13, rue Daru (Europ explo).

«Académie française et Institut», 15 heures, 23, quai Conti (C. Merle).

«Le cimetière de Montmartre», 15 heures, entrée principale, avenue Rachel (Monuments historiques).

CONFÉRENCES

SAMEDI 26 DÉCEMBRE

Maison de La Villette, angle du quai de la Charente et de l'avenue Corentin-Cariou, 10 heures : «L'architecture du dix-neuvième arrondissement», par A. Orlandini (Maison de La Villette).

DIMANCHE 27 DÉCEMBRE

1, rue des Prouvaires, 15 heures : «Prédictions mondiales et individuelles pour 1993», par Natya (Conférences Natya).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 24 décembre :

UNE LOI

– nº 92-1341 du 23 décembre 1992 portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme;

DES ARRÊTÉS

– du 23 décembre 1992 portant création de l'unité de coordination et de recherches antimafias;

– du 15 décembre 1992 relatif à la frappe et à la mise en circulation d'une pièce commémorative de 5 F et de deux pièces commémoratives de 100 F;

– du 16 décembre 1992 modifiant l'arrêté du 14 octobre 1991 modifié relatif aux additifs pouvant être employés dans les denrées destinées à l'alimentation humaine.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Dimanche 27 décembre

Beaulieu-sur-Mer, 14 h 30 et 21 h : tableaux, mobilier, objets d'art; **Cannes**, 14 h 30, tableaux modernes, bijoux; **Saint-Amand-Montrond**, 14 h : mobilier, objets d'art, argenterie.

FOIRES ET SALONS

Cannes, Villefranche-sur-Mer, Val-d'Isère et Urugne (64).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

TACOTAC

LE Nº 769 310 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETS SE TERMINANT PAR		
69 310	GAGNENT	40 000 F
9 310		4 000 F
310		400 F
10		40 F
0		10 F

52e TRANCHE
TIRAGE DU 24 DECEMBRE 1992

CULTURE

ARTS

Un cubiste trop séduisant

Le Musée de Villeneuve-d'Ascq dédie une rétrospective instructive et abondante au sculpteur Henri Laurens

VILLENEUVE-D'ASCQ

de notre envoyé spécial

C'est l'histoire simple d'une conversion : en 1911, à Montmartre, un jeune homme qui se destine à la sculpture nommé Henri Laurens rencontre un jeune peintre nommé Georges Braque, non point pour des raisons artistiques du reste mais parce que leurs femmes ont été jadis camarades de pension. Cette rencontre, l'amitié qui s'en suivit, les conversations, les visites d'atelier, tout cela a décidé de l'œuvre de Laurens.

Jusque-là, il n'a signé que des dessins et des décors de pierre pour les façades d'immeuble. La découverte de la peinture de Braque, la fréquentation de Léger et d'Archipenko et l'engouement pour le cubisme qui se répand alors à Paris métamorphosent ce praticien en expérimentateur. Palier après palier, audace après audace, il assimile les principes essentiels des papiers collés et des premières constructions de Braque et Picasso : détachement des plans, dissémination des éléments figuratifs, emploi de matériaux pauvres et nouveaux.

A partir de 1915, la phase d'incubation achevée, Laurens se met au travail. Avec des planchettes de bois, du plâtre, des feuilles de tôle mince et des couleurs simples, il assemble des architectures en forme de têtes et de corps. Les volumes géométriques s'emboîtent de manière à suggérer anatomies et physionomies, les grimaces d'un clown, les poses d'une danseuse. L'œil ne peut hésiter car des détails lui permettent d'identifier le motif sans peine, dentelles blanches pour la *Femme à la mantille*, étiquette pour *la Bouteille de Beaune* ou celle de rhum. Fidèle, parfaitement fidèle aux préceptes de ses directeurs de conscience, Laurens introduit des mots incomplets, des effets de faux bois et la couleur sous forme de touches en pointillé. Nulle incertitude devant ces œuvres : en 1915, en 1916, elles mettent en pratique, elles vérifient et développent les enseignements picassiens de 1912.

Dans ces exercices, Laurens démontre sa virtuosité. On songe à Juan Gris, qui accomplit dans les mêmes années en peinture ce qu'il accomplit en sculpture, des variations sur des sujets et un style que d'autres ont inventés. Pour le définir, il convient de reprendre les terminologies en usage pour les périodes plus anciennes : Laurens est un «élève» ou un «continuateur» de Braque. Rien de péjoratif là-dedans : il s'agit seulement de répartir les rôles et de rétablir les généalogies.


ADAM RZEPKA

La Jeune Sœur, 1949, bronze

Le cubisme, en 1912 ou 1913, devient un vaste atelier cosmopolite et frénétique – comme il était arrivé d'autres esthétiques à Florence durant le Quattrocento ou à Anvers du temps de Rubens. Dans ce «grand atelier», Laurens reçoit la responsabilité des sculptures de petite taille, qu'il partage avec Archipenko et Lipchitz, et celle, plus singulière, des frises et des bas-reliefs.

Guitares et femmes géométrisées

Il imagine, en effet, de faire servir à la cause cubiste son savoir de tailleur de pierre et de praticien de la *terre cuite en plaques et médaillons*. Dès 1917, il transpose dans le calcaire et la glaise les pans coupés, les guitares et les femmes géométrisées et la figuration elliptique qu'il a élaborée jusque-là. Métamorphose incongrue : la sculpture cubiste, née du bricolage et de la récupération, aspire à nouveau à la dignité des matériaux traditionnels et tire de cette bizarrerie l'essentiel de son charme.

Autant les constructions cultivaient la légèreté et la transparence, autant les terres, les pierres et les bronzes – qui apparaissent logiquement en 1919 – privilégient les volumes compacts et les arêtes fortement tranchées. Ce sont des architectures anguleuses, agrémentées de plis gravés et d'incisions linéaires, des montages de pyramides, de colonnes et de parallélépipèdes – *tout cela est élégant, achevé, parfait* et un peu lassant.

Les têtes de femmes triangulaires, les femmes à l'éventail et à la guitare, les femmes accroupies et allongées du début des années 20 rendent infatigablement hommage au style qui les suggère. La maîtrise de l'exécution confine au miraculeux, quelques courbes et ovales équilibrent les angles vifs, les textures deviennent de plus en plus charnelles, les patines moirées, le grain de la pierre imite le grain de la peau, la volupté de faire de la belle sculpture triomphe, chaque œuvre célèbre son accomplissement et des soupçons se forment : Laurens ne serait-il pas en train de se regarder sculpter, ne céderait-il pas au maniérisme et au narcissisme, le comment ne l'emporterait-il pas sur le pourquoi?

Après le *Nu accroupi au miroir* de 1929, il n'est plus guère possible de douter. Des enseignements du cubisme ne subsistent que quelques traces de géométrie qui s'amenuisent au fil du temps. Le modelage et le bronze deviennent de règle, des modelages par forts volumes arrondis, des bronzes qui aspirent au monumental et à l'allégorie. Par souci d'exhaustivité et de vérité historique, la rétrospective de Villeneuve-d'Ascq consacre à ce second Laurens, qui meurt en 1954, la moitié de ses salles. Si précisément choisies soient les pièces, si habile soit leur disposition dans les espaces neutres et blancs du musée, elles n'emportent pas à tout coup la conviction. Le style cubiste en allé, demeure l'habitude de la stylisation, une stylisation qui raffole de la boucle, de l'ovale et de la sphère. Les bras deviennent des tentacules, les visages des boules, les hanches et les bustes des sphères lourdes.

Les titres disent *Acrobate au tapis*, *Sirènes*, *la Nuit*, *l'Aurore* et le regard glisse sur ces symboles curvilignes qui semblent des Maillol compressés en grappes. Les dessins qui les accompagnent tendent à l'épuration, tracés d'une seule ligne ininterrompue. Ils ne seraient pas comparés sans dommage aux nus à la plume de Fautrier, pour ne rien dire de ceux de Matisse et Léger. Ils sont élégants sans doute, mais d'une élégance un peu molle qu'aggravent les rehauts de gouache et les estompages habiles.

Dans ces séries abondantes, interrompues par la guerre, surgissent de temps en temps des figures fortement influencées par la sculpture africaine, disproportionnées et découpées comme des statues senoufo ou dogon. Tel est le cas de la *Jeune sœur* de 1949 et des *Deux sœurs* de 1950, œuvres plus fortes et plus résolues que celles qui les entourent. Dans la dernière période d'Henri Laurens, elles indiquent des regains de cubisme et de primitivisme, comme si l'artiste songeait brièvement à en revenir à sa meilleure inspiration.

PHILIPPE DAGEN

▶ Musée d'art moderne, 59115, Villeneuve-d'Ascq. Jusqu'au 12 avril 1993. Tél. : 20-05-42-46.

Mort de la comédienne Micheline Luccioni

Le théâtre de boulevard perd l'une de ses figures les plus attachantes

La comédienne Micheline Luccioni est décédée le jeudi 24 décembre, à son domicile parisien, à l'âge de soixante-deux ans, des suites d'un cancer. Elle avait fait sa dernière apparition en scène, lors de la saison 1988-1989, au Théâtre de la Renaissance à Paris, aux côtés de Michel Galabru, dans *A ta santé, Dorothée*, pièce de Remo Forlani. Malade, elle avait dû céder son rôle.

Née à Palaiseau le 16 janvier 1930, Micheline Luccioni est une enfant de la balle. Fille de l'un des plus grands ténors français de l'entre-deux-guerres, José Luccioni, régulièrement invité par l'Opéra de Paris et les plus grandes maisons lyriques en Europe et en Amérique, elle s'initie au théâtre au cours Simon. En 1953, elle est remarquée au Théâtre Antoine à Paris, alors qu'elle remplace Suzanne Flon dans *l'Heure éblouissante*, d'Anna Bonnacci. Elle est un peu plus tard l'élève de l'acteur et metteur en scène Jean-Laurent Cochet. Du milieu des années 50 à sa dernière apparition en scène, elle ne quitte pratiquement jamais les planches. Chaque saison, on la retrouve dans des comédies à l'affiche des principales salles de la capitale et en tournée en France, aux côtés d'acteurs populaires comme Michel Roux, Pierre Doris ou Jean Le Poulain. Elle crée de nombreux rôles comme ceux qu'écrivit René de Obaldia dans *Deux femmes pour un fantôme* ou *la Baby-Sitter*. Elle s'impose en 1973 dans *Grand standing*, de Neil Simon, au Saint-Georges.

Parallèlement à sa carrière à la scène, Micheline Luccioni a tourné de nombreux films pour le cinéma à partir de 1955 – *Gervaise*, de René Clément, *Pot-Bouille*, de Julien Duvivier, *la Sentinelle endormie*, de Dréville, *Eglantine*, de Jean-Claude Brialy, etc. – et des séries et dramatiques télévisées dès 1954. Elles lui donneront, à l'instar du théâtre, des rôles que le cinéma ne lui a pas offerts.

O. S.

□ **Avis favorable pour la reconstruction de la flèche de la basilique de Saint-Denis.** – *Les conclusions* d'une étude commandée par le ministère de la culture valident la faisabilité du projet de reconstruction de la flèche de la basilique de Saint-Denis. Le coût de cette opération est évalué à 68 millions de francs, soit, selon M. Braouzec, maire de Saint-Denis, *« quelques dizaines de mètres d'autoroute en milieu urbain ou encore 0,004 % du prix du porte-avions Charles-de-Gaulle »*. M. Braouzec souhaite que la facture soit partagée entre l'Etat (40 %), la région (30 %), le département (15 %) et la commune (15 %). Le maire a également annoncé la création d'une fondation chargée d'accueillir les dons de mécènes et d'entreprises soucieuses de s'associer à l'opération. Foudroyée en 1837, la flèche de la basilique royale de Saint-Denis avait dû être démolie dix ans plus tard.

MUSIQUES

Remous à La Villette

Le changement de statut de la partie est de la Cité de la musique inquiète les personnels

Déjà amputée de son Opéra (finalement édifié place de la Bastille), de sa grande salle de concerts de 2 000 places (construction annulée), la Cité de la musique est à nouveau au centre d'âpres discussions. Le personnel du musée des instruments est inquiet de la modification des statuts régissant la partie est de la cité – composée d'une salle modulable de 800 à 1 200 places et du musée des instruments de musique (la partie ouest est occupée par le Conservatoire qui ne change pas de statut). D'établissement public à caractère administratif (EPA), cette partie de la cité passera prochainement sous le régime d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

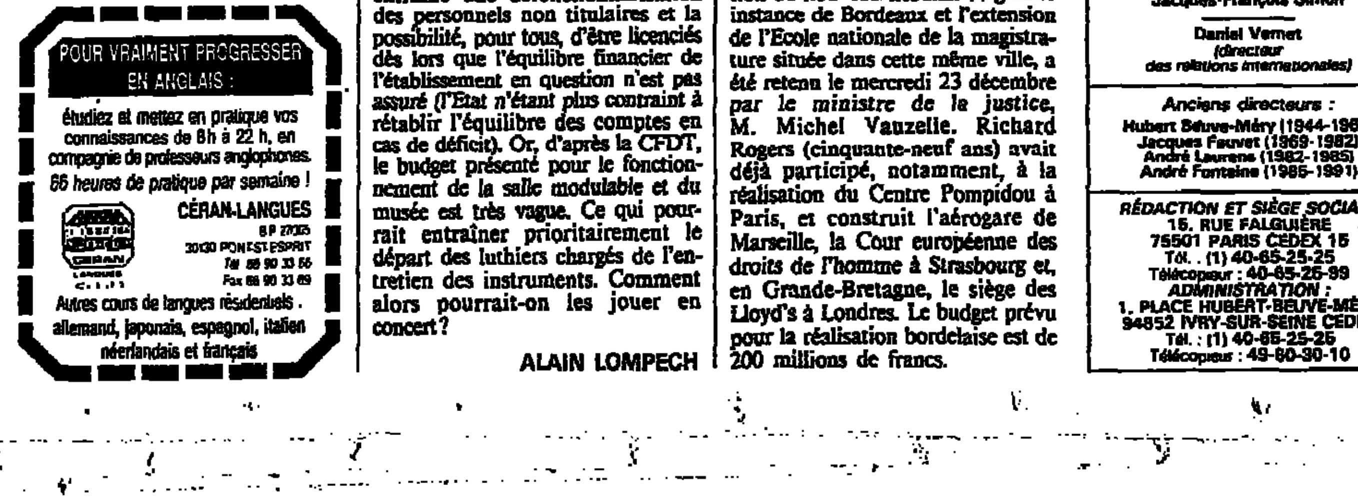
Le Syndicat des affaires culturelles CFDT du ministère de la culture vient de lancer une offensive contre la direction de la musique. Ses délégués s'inquiètent que l'Etat ait décidé de faire fonctionner, régi par les mêmes règles, un musée dont la mission est de conserver et de présenter des collections sans souci commercial et une salle de concerts qui s'inscrit dans les lois du marché. Le syndicat reproche également à la direction de la musique d'avoir projeté d'*« utiliser intensivement les instruments des collections aux fins de concerts. (...) Au moment où les musées instrumentaux étrangers restreignent catégoriquement, pour des raisons de conservation évidentes, l'usage des objets dont ils ont la garde »*.

Après de longs débats auxquels de nombreux professionnels ont pris part, la direction de la musique a effectivement décidé de transformer le musée des instruments en musée de la musique. Donc, de passer d'une exposition «muette» à la mise en valeur des instruments dans un parcours qui prend en compte leur réalité sonore à travers l'histoire de la musique. Deux conceptions muséales s'opposent. Remarquons qu'un instrument de musique qui n'est pas joué est un instrument qui meurt. Et que de nombreux instruments historiques sont aujourd'hui la propriété de musiciens qui les jouent dans le monde entier sans que cela altère leur «santé». Qui accuserait Perlman, Stern ou Jaap Schroder de ne pas prendre soin de leur Stradivarius ou de leur Guarnerius, Gérard Caussé d'abîmer son somptueux alto sorti en 1570 de l'atelier de Gasparo da Salo, Kenneth Gilbert ou Paul Badura-Skoda de malmener leurs clavecins ou leurs pianoforte?

Pour Thierry Le Roy, directeur de la musique et de la danse au ministère de la culture, il s'agit d'une querelle difficilement compréhensible dans la mesure où *« il n'est pas question de confier les instruments du musée à n'importe qui, et qu'il est encore moins question d'utiliser ceux qui ne seraient pas jouables »*.

Reste le problème du statut des personnels lié au passage d'EPA en EPIC – Garnier et Bastille fonctionnent actuellement sous ce régime. Il entraîne une défonctionnarisation des personnels non titulaires et la possibilité, pour tous, d'être licenciés dès lors que l'équilibre financier de l'établissement en question n'est pas assuré (l'Etat n'étant plus contraint à rétablir l'équilibre des comptes en cas de déficit). Or, d'après la CFDT, le budget présenté pour le fonctionnement de la salle modulable et du musée est très vague. Ce qui pourrait entraîner prioritairement le départ des luthiers chargés de l'entretien des instruments. Comment alors pourrait-on les jouer en concert?

ALAIN LOMPECH



POUR VRAIMENT PROGRESSER EN ANGLAIS :
étudiez et mettez en pratique vos connaissances de 8h à 22 h, en compagnie de professeurs anglophones.
66 heures de pratique par semaine !
CÉRAN-LANGUES
BP 27035
30130 PONT-ST-ESPRIT
Tél 66 90 33 66
Fax 66 90 33 69
Autres cours de langues résidentiels : allemand, japonais, espagnol, italien néerlandais et français

Les Grands Prix nationaux d'architecture et d'urbanisme

Les Grands Prix nationaux d'architecture et d'urbanisme 1992 ont été décernés mercredi 23 décembre par M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, du logement et des transports.

Alors que les récompenses similaires du ministère de la culture ne soulèvent pas de problèmes, les prix du ministère de l'équipement sont régulièrement contestés pour ce qu'ils laissent percer de tendances conflictuelles, et pour les liens qu'à tort ou à raison ces prix semblent avoir avec l'état du marché de la construction. Le choix de cette année réconcilie la direction de l'architecture et de l'urbanisme avec une génération de professionnels qui avait amorcé une réflexion en profondeur sur la ville à partir des années 70.

Architecture : Christian de Portzamparc

Portzamparc s'est rendu célèbre, en 1976, par l'ensemble innovant de la rue des Hautes-Formes. Il est notamment l'architecte de la Cité de la musique, à La Villette, des nouveaux aménagements du Musée Bourdelle à Paris et du projet de la tour Crédit lyonnais, à Lille. Le jury international récompense ainsi à la fois la continuité de sa démarche et sa créativité, la richesse de l'ensemble de son œuvre et sa capacité à se renouveler, sa volonté de défendre ses idées face aux modes et aux pressions extérieures.

Urbanisme : Antoine Grumbach

C'est un outsider que le jury est allé chercher avec Antoine Grumbach, auquel son seul rôle d'architecte était généralement reconnu. En réalité, c'est l'un des plus fins théoriciens de la ville et l'un des meilleurs chercheurs de la problématique urbaine que le jury a su reconnaître, bien qu'il soit, par son souci de continuité et de discrétion formelle, fort éloigné du discours dominant. C'est la dimension humaine et complexe de l'urbanisme qui se trouve donc cette année distinguée, loin de la production de solutions toutes faites et des discours radicaux.

F. E.

□ **L'architecte britannique Richard Rogers choisi pour la construction du tribunal de Bordeaux.** – Le projet de l'architecte britannique Richard Rogers pour la construction du nouveau tribunal de grande instance de Bordeaux et l'extension de l'Ecole nationale de la magistrature située dans cette même ville, a été retenu le mercredi 23 décembre par le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle. Richard Rogers (cinquante-neuf ans) avait déjà participé, notamment, à la réalisation du Centre Pompidou à Paris, et construit l'aérogare de Marseille, la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg et, en Grande-Bretagne, le siège des Lloyd's à Londres. Le budget prévu pour la réalisation bordelaise est de 200 millions de francs.

Le Monde
Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat directeur de la rédaction
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

PHILATÉLIE

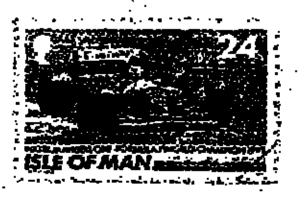
En filigrane

● **L'histoire postale de Samos.** – *Collectio*, bimestriel philatélique et numismatique grec, est aussi l'éditeur d'une étude bilingue (anglais-grec) très complète sur l'histoire philatélique et postale de l'île de Samos, de 1800 à 1915. Révolte de 1821, suzeraineté turque, semi-indépendance, rattachement à la Grèce... ont eu des conséquences postales que l'auteur, Manos D. Anagnostou, passe en revue à l'aide de nombreux documents, inédits pour certains, sur le Levant français (*Samos 1800-1915*, 224 pages, format 240 x 285 mm, 250 F port inclus, chez l'éditeur, *Collectio*, Alexandre Galinos, BP 3138, GR-102 10 Athènes, Grèce. Tél. : 19-301-36-30-988).

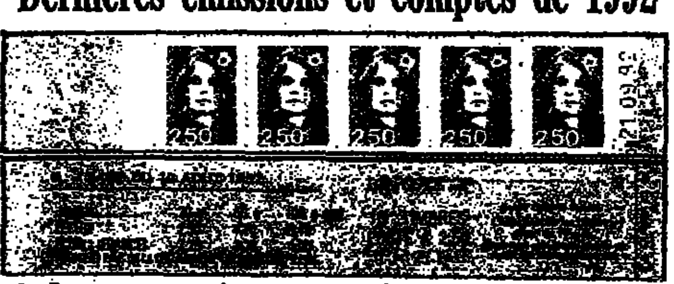
● **Ventes.** – Prix records pour la vente Feldman du 4 au 7 novembre à Zurich (Suisse). Tout particulièrement les 529 000 francs suisses (plus de 2 millions de francs français) atteints par une enveloppe avec bloc de huit du 2 ½ rappen Zurich «Winterthur», du 22 avril 1850 pour Vevey, oblitération rosette noire.

Bonne tenue également pour les ventes aux enchères Corinphila, du 26 au 31 octobre, toujours à Zurich. A noter les 230 000 francs suisses pour trois valeurs du Togo (occupation franco-anglaise), 2, 3 et 5 marks de 1915 ou les bons prix de lots helvétiques, de Finlande et d'Egypte (1868).

● **Hommage à Nigel Mansell.** – L'île de Man a rendu hommage à son plus célèbre résident : le champion du monde 1992 de formule 1, sur Williams-Renault, Nigel Mansell, avec deux timbres-poste d'une valeur de 20 et 24 pence, émis le 8 novembre. Le timbre à 24 pence représente le champion négociant un virage à *Magny-Cours*. Renseignements : Philatelic Bureau, PO Box 10. M, Douglas, Isle of Man, Grande-Bretagne.



Dernières émissions et comptes de 1992



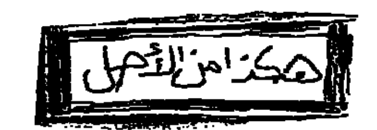
La Poste met progressivement en vente trois nouveaux carnets de dix timbres d'usage courant *Marianne* de Briat à 2,50 F (prix de vente unitaire 25 F). Ils se différencient de leurs prédécesseurs par la nouvelle présentation de leur couverture, qui comporte les tarifs du 10 août 1992 et le slogan «Loisir, culture, passion ! – Collectionnez les timbres-poste de France». Les carnets vendus dans les bureaux de poste sont disponibles en deux versions : timbres autocollants ou timbres gommés ; dans les distributeurs, dans la seule version gommée.

Ainsi, pour être à la tête d'une collection complète des timbres de France émis en 1992, le collectionneur aura dû débourser 279,50 F, auxquels il faut ajouter 277 F correspondant au montant nécessaire à l'achat de produits «annexes» : entiers postaux sur carte postale ; aérogramme *Dauphin 2* ; carnets divers de timbres d'usage courant ; réimpression sur un nouveau papier du timbre de poste aérienne à 30 F *Wibault* ; emballage «colissimo» pré-affranchi expérimental en deux formats à 40 F et 58 F – tirage 25 000 exemplaires, vendu dans vingt bureaux de poste, dont quatorze en Ile-de-France.

P. J.

A nos lecteurs

A dater du 7 janvier prochain, la publication de la rubrique «Philatélie» sera avancée d'un jour. Elle paraîtra, de ce fait, dans le numéro du jeudi (daté vendredi).



ÉCONOMIE

BILLET

La Banque de France saignée

Si la crise monétaire de septembre a coûté à la Banque de France l'équivalent de 160 milliards de francs, sous forme – essentiellement – de deutschemarks prêtés par la Banque fédérale d'Allemagne et remboursés intégralement lorsque la spéculation a dû racheter les francs vendus, la «fièvre rampante» qui ronge le franc depuis la mi-novembre est en train de saigner les réserves nettes de devises de la banque centrale.

Pour la période du 10 au 17 décembre, elles ont reculé de 45 milliards de francs environ, revenant à 53 milliards de francs. Depuis le 12 novembre, date à laquelle elles étaient encore de 147 milliards, ces réserves ont été ponctionnées de 94 milliards environ, ce qui prouve que l'hémorragie a repris et que la spéculation contre notre monnaie est toujours active et n'a pas désarmé.

Les chiffres qui viennent d'être cités diffèrent, certes, du communiqué officiel de la Banque de France, selon lequel le poste 2 de son bilan, «disponibilités à vue sur l'étranger», est revenu de 97,447 milliards de francs à 88,08 milliards de francs entre le 10 et le 17 décembre 1992, en diminution de 9,39 milliards. Mais, si on prend en compte le poste 25 de son passif, «comptes des banques, institutions et personnes étrangères», qui totalise les avances des autres banques centrales, surtout la Bundesbank, et qui est passé en huit jours de 3,8 milliards de francs à 35,15 milliards de francs, la facture monte à 41 milliards, auxquels il faut ajouter une bonne partie des 5 milliards supplémentaires investis au poste 22 de ce même passif, «autres comptes, dispositions et autres engagements à vue».

Cette évolution apparaît préoccupante, surtout si elle se poursuit. Certes, le soutien de la Banque fédérale d'Allemagne semble tout à fait indéfectible, mais la «fièvre rampante» dont nous parlions indique, comme un bon thermomètre, que la température n'est pas vraiment retombée et que l'infection couve. Elle entretient, en tout cas, une tension sur les taux d'intérêt à court terme, qui se maintiennent à Paris entre 10 % au jour le jour et 11 % à 12 % sur le un mois-trois mois. Il serait temps que la coopération franco-allemande s'approfondisse dans les semaines à venir, comme le laissait entendre la semaine dernière M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances.

FRANÇOIS RENARD

En dépit du marasme économique persistant

Le nouveau président sud-coréen veut mettre en œuvre une libéralisation progressive

Redonner à l'économie coréenne son dynamisme sera la principale tâche du président nouvellement élu, M. Kim Young-sam. Grand thème de l'élection présidentielle du 18 décembre, la détérioration de l'économie nationale est la préoccupation première des Coréens et explique en partie le souci de stabilité qu'ils ont exprimé lors du vote. Mais le programme de réformes modérées prôné par M. Kim Young-sam sera-t-il à même de remédier au «mal coréen»?

SÉOUL

de notre envoyé spécial

M. Kim Young-sam hérite d'une situation qui n'est guère brillante au regard du moins des performances de croissance (8,4 % en 1991) auxquelles est habituée la Corée du Sud. On ne s'attend guère à un taux de croissance dépassant 5 % cette année. La balance des paiements, excédentaire en 1987, sera déficitaire et les faillites des petites et moyennes entreprises se multiplient. Autre signe de détérioration : la Corée du Sud n'attire plus les investisseurs étrangers.

Au cours des dix premiers mois, leurs investissements ont diminué de moitié (passant de 1,2 milliard de dollars à 687 millions de dollars), et plusieurs entreprises étrangères se sont retirées, se plaignant de l'augmentation des salaires et de tensions sociales. Selon une analyse comparative de l'OCDE, entre 1981 et 1992, le coût salarial s'est accru de 65 % (contre 42 % à Singapour et 40 % à Taïwan) à la suite de mouvements revendicatifs déclenchés à la faveur de la démocratisation.

Source essentielle des difficultés actuelles, la hausse des salaires – qui avait entraîné une accélération de l'inflation (de l'ordre de 10 %) et un emballement de la consommation – n'a pas été la seule cause à la perte de compétitivité des produits coréens, qui ont été aussi victimes de la contraction du marché mondial : les exportations ont plafonné (malgré une dépréciation de la monnaie, le won) tandis que les importations ont augmenté, entraînant un déficit de la balance commerciale.

Le gouvernement a cherché à pallier cette détérioration des équilibres et la surchauffe de l'économie en comprimant le crédit. Le coup de frein a été brutal. Il s'est fait durement sentir pour les entreprises, déjà touchées par le rétrécissement de leurs marges, qui ont eu plus de difficultés à se financer, en particulier les petites et moyennes entreprises dont beaucoup se sont trouvées en situation de rupture de paiement (9 500 entre janvier et novembre).

Timide ouverture du marché des actions

Cette politique de refroidissement a porté ses fruits : en novembre, le rythme officiel de l'inflation est tombé à 4,5 % et le déficit de la balance des paiements courants a été réduit de moitié – il ne devrait pas dépasser 4 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 1992. Le gouvernement, estimant que les séquelles de la période de surchauffe ne sont pas entièrement résorbées, a annoncé qu'il comptait poursuivre sa politique d'assainissement. Beaucoup d'analystes estiment cependant que la croissance devrait repartir.

Mais l'économie coréenne paraît encore loin d'avoir surmonté les problèmes structurels que cette phase d'ajustement a mis en relief : archaïsme du système financier et nécessaire redéploiement de l'industrie tant sur le plan technologique que géographique.

Afin de retrouver leur compétitivité, les entreprises coréennes, concurrencées par les autres pays en voie d'industrialisation de la région, ne peuvent plus espérer jouer sur les coûts et doivent opérer un saut qualitatif : ce qui suppose de se fournir en technologies nouvelles à l'étranger et de développer la recherche.

La Corée est condamnée à s'ouvrir à l'extérieur, mais elle craint aussi d'accroître sa dépendance à l'égard du Japon, source de capital et de technologie. Contrairement à ses adversaires, qui préconisaient une réforme immédiate et profonde du système financier, M. Kim Young-sam a promis une libéralisation progressive. Si le principe d'une déréglementation paraît acquis, il tarde à entrer dans les faits. Une timide ouverture du marché des actions a été réalisée, mais l'entrée des étrangers reste assujettie à des limites étroites.

En ce qui concerne la déréglementation des taux, un plan en quatre phases s'étendant jusqu'à 1997 a été mis en place. Mais les autorités financières restent d'une excessive prudence. Le contrôle rigide exercé par les pouvoirs publics a pour conséquence de rendre très onéreux les financements qui ne sont pas jugés prioritaires : une discrimination dont sont victimes les petites et moyennes entreprises. Un tel système a favorisé l'éclosion d'une économie souterraine qui a pris une importance considérable (de 20 à 30 % du produit national brut) et qui se finance auprès d'organismes financiers non bancaires pratiquant des taux élevés (de l'ordre de 20 %).

Privilégiés, les grands conglomérats restent des géants au pied d'argile en raison de leur endettement considérable (de 200 % à 400 % de leurs fonds propres). Une sous-capitalisation qui risque d'entraver leurs efforts d'innovation. Autre fragilité : la spécialisation des groupes, préconisée depuis plusieurs années par le gouvernement, tarde à se concrétiser. Alors que ses adversaires prônaient un contrôle plus ferme sur les conglomérats, M. Kim Young-sam est partisan d'une action graduelle qui risque d'être inefficace.

Seconde grande orientation de l'économie coréenne : changer d'échelle en s'internationalisant par un recentrage sur la région. Cette tendance, qui s'inscrit dans un mouvement régionaliste général, est déjà apparue sur le plan commercial : l'Asie du Sud-Est étant appelée à remplacer la CEE comme troisième partenaire commercial. Les groupes coréens cherchent en effet à atteindre une taille internationale et regardent essentiellement vers la Chine du Nord, où ils ont quelque trois cents projets à réaliser au cours des dix prochaines années. Dans ce domaine, la diplomatie – la Chine et la Corée ont normalisé leurs relations – sert les industries.

PHILIPPE PONS

Chaîne télévisée d'informations en continu

Euronews émettra sans publicité durant ses trois premiers mois d'exploitation

La chaîne d'informations en continu Euronews doit commencer d'émettre le 1er janvier 1993. Son lancement ne surviendra pas sous les meilleurs auspices, bien qu'elle bénéficie du soutien financier du Parlement européen et des collectivités territoriales de la région Rhône-Alpes.

LYON

de notre bureau régional

Alors qu'elle doit commencer ses émissions le 1er janvier 1993, à 15 h 30, la chaîne d'informations en continu Euronews, diffusée en cinq langues depuis Lyon (*le Monde* Radio-télévision daté 12-13 juillet), a rencontré des difficultés inattendues. Le régisseur publicitaire pressenti, une filiale d'Havas, a fait faux bond au mois d'octobre et l'entreprise risque d'enregistrer, pour son premier exercice, un manque à gagner de l'ordre de 14 millions de francs (2 millions d'écus), privée, à ce jour, de recettes commerciales pour ses trois premiers mois d'exploitation.

Heureusement, pour le reste de l'année, un contrat de garantie de recettes a pu être conclu avec le nouveau régisseur, en cours de création sous la forme d'un groupement d'intérêt économique (GIE) avec les régies publicitaires de plusieurs chaînes publiques européennes. Les ressources commerciales atteindraient ainsi au moins 5 millions d'écus pour les trois derniers trimestres de 1993. Le budget prévisionnel était fixé à 50 millions d'écus, dont 55% devaient être versés par les actionnaires, 25% provenant de recettes commerciales, et 20% de subventions. Il a dû être revu en baisse. Les actionnaires d'Euronews ont réagi, face à cette mauvaise surprise. Les annonceurs décidant d'acquérir des espaces publicitaires durant le premier trimestre de 1993 bénéficieront d'une *«considération particulière»*. Le conseil d'administration, réuni vendredi 18 décembre à Lyon-Ecully, a décidé le principe d'une augmentation du capital, qui serait porté de 12,6 millions de francs à 30 millions de francs, cette opération étant de nature, selon M. Massimo Fichera, président d'Euronews, à sortir les banquiers de leur *«froideur»*. En outre, les embauches ont été réduites par rapport aux prévisions initiales, qui portaient sur 160 postes. Euronews commencera d'émettre avec 90 salariés, pour porter son effectif à 120 personnes durant la première année d'exploitation.

Trente bulletins par jour

Le contingent d'actions (38% du capital) qui avait été réservé pour permettre l'entrée ultérieure d'actionnaires allemands et britanniques *«reste disponible pour d'autres membres de l'Union européenne de radiodiffusion (UER)»*, car les services publics d'Allemagne et du Royaume-Uni ne se sont toujours pas décidés à souscrire (1). C'est pourquoi Euronews prévoit de créer une filiale outre-Rhin, afin de parvenir à une *joint-venture* avec les deux chaînes publiques allemandes. La chaîne lyonnaise étudie *«les voies et moyens, y compris judiciaires, d'une explication légale avec Havas»*, qui a justifié son récent retrait par ses liens avec la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), qui participe, sur le marché allemand, à un projet de chaîne soutenu par l'américain CNN. Malgré tout, Euronews a pu faire état, avant le début de ses émissions, de la confirmation d'un prêt participatif de 15 millions de francs accordé par les collectivités locales (région Rhône-Alpes, département du Rhône, Communauté urbaine de Lyon) et d'une aide annuelle de celles-ci fixée à 1,5 million d'écus en dix ans. En outre, le Parlement européen vient de reconduire une subvention de 3 millions d'écus, déjà attribuée en 1991. A partir du 2 janvier, la chaîne diffusera une trentaine de bulletins d'information par jour et des *news* durant vingt heures d'émissions. Ces programmes sont essentiellement destinés aux téléspectateurs raccordés à des réseaux câblés (vingt-cinq millions de foyers en Europe).

GÉRARD BUÉTAS

(1) Actuellement, en dehors des actions faisant l'objet du «portage», le capital est réparti entre France Télévision (16000 titres), la RAI (13000), la télévision espagnole RTVE (12000), Télé-Monte-Carlo (7000), la Radio-télévision belge RTBF (6700), la télévision grecque ERT (5600), la télévision égyptienne ERTU (5300), la télévision finlandaise YLE (5000), la télévision portugaise RTP (5000) et la télévision chypriote CYBC (1000).

La recapitalisation de SGS-Thomson

Thomson et CEA-Industrie précisent les termes de leur engagement

Le volet français de la recapitalisation de SGS-Thomson sera bouclé *«dans les prochains jours»*. Un communiqué de Thomson-CSF, qui détient la participation française dans le fabricant de composants électroniques franco-italien, a détaillé, jeudi 24 décembre, les modalités complexes de l'opération. La signature devrait pouvoir intervenir *«après les dernières mises au point de forme»*.

Le conseil d'administration de Thomson-CSF a approuvé, mercredi 23 décembre, ces modalités qui permettront d'apporter 500 millions de dollars, en deux tranches (versées au début de 1993 et en 1994), à la société franco-italienne. La partie italienne devra consentir un effort financier équivalent.

Thomson-CSF souligne dans son communiqué qu'il aura la possibilité de céder, en 1997, ses parts dans SGS-Thomson à la holding constituée pour porter les parts françaises dans cette société. Cette holding, baptisée FT2CI, recevra les actions SGS-Thomson actuellement détenues par Thomson-CSF, une participation valorisée à environ 200 millions de dollars. FT2CI sera contrôlée par une autre holding, détenue à 51 % par CEA-Industrie, qui en sera l'opérateur industriel, et à 49 % par France-Télécom, qui portera le nom de FT1CI. Cette deuxième holding souscrira à une augmentation de capital de FT2CI de 200 millions de dollars, dont la moitié sera libérée. En outre, Thomson-CSF souscrira, pour l'équivalent en francs de 125 millions de dollars, à des obligations convertibles émises par FT2CI qui pourra alors participer, à parité avec les actionnaires italiens, à la première tranche de l'augmentation de capital de SGS-Thomson. La seconde tranche de la recapitalisation *«se fera selon un schéma similaire»*.

L'inconnue reste le financement de l'opération côté italien. Tant Thomson CSF que CEA-Industrie font dépendre leur engagement de la participation italienne.

□ **Bernard Tapie Finance : OPR recevable et reprise de cotation le 29 décembre.** – Le Conseil des Bourses de valeurs a déclaré recevable jeudi 24 décembre le projet d'offre publique de retrait (OPR) visant les actions de la société Bernard Tapie Finance SA (BTF). Ce projet fait suite à la décision de M. Bernard Tapie de céder sa participation dans Adidas, son principal actif. L'OPR, présentée par la Société de banque occidentale, se fera au prix unitaire de 100 francs (pour un dernier cours de 130 francs) pendant quinze séances de Bourse à compter du 29 décembre 1992 et jusqu'au 13 janvier 1993 inclus. La cotation des actions Bernard Tapie Finance, suspendue depuis le 26 juin, reprendra le 29 décembre sur le second marché.

INDICATEURS

FRANCE

● **Prix des matières premières : + 5,4 % en novembre.** – Les prix des matières premières importées par la France et exprimées en francs ont augmenté en novembre de 5,4 % par rapport à octobre. En un an (novembre 1992 comparé à novembre 1991), la baisse est de 4,8 %. Les prix alimentaires (denrées tropicales et oléagineux) ont augmenté de 9,3 % en un mois mais baissé de 10 % en un an. Les prix des matières premières industrielles (organiques et minérales) ont augmenté de 4,5 % en novembre par rapport à octobre mais ont baissé de 3,3 % par rapport à novembre 1991.

ITALIE

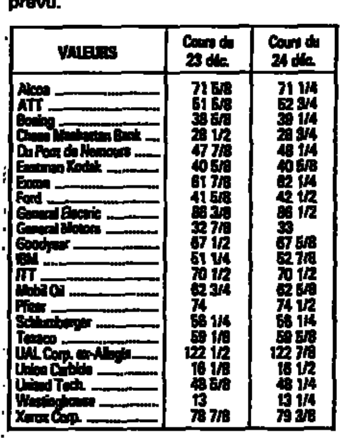
● **Balance des paiements : excédent de 3 330 milliards de lires en novembre.** – La balance des paiements italienne a enregistré un excédent de 3 330 milliards de lires (12,7milliards de francs) en novembre, contre un déficit de 3 757 milliards de lires en novembre 1991, selon les chiffres publiés jeudi 24 décembre par l'Institut central de statistiques. En dépit de ce résultat positif, le déficit pour les onze premiers mois de l'année reste lourd, s'établissant à 45 518 milliards de lires (173 milliards de francs), contre un déficit de 843 milliards de lires pour les onze premiers mois de l'année 1991.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 24 décembre ↑

Petite hausse

Wall Street a terminé la séance en légère hausse jeudi 24 décembre dans une atmosphère très calme où 96 millions d'actions ont été échangées contre 227 millions la veille. Au terme d'une séance écourtée de deux heures en raison des fêtes de Noël, l'indice Dow Jones a clôturé à 3.326,24 points, en hausse de 12,70 points (+ 0,38%). Le nombre de titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse : 944 contre 690; 656 titres sont restés inchangés. Les investisseurs ont négligé l'information selon laquelle les demandes hebdomadaires d'allocations-chômage aux Etats-Unis ont progressé de 12 000 unités – pour concerner 360 000 personnes – durant la semaine achevée le 12 décembre, au lieu de se réduire de 5 000 comme prévu.



VALEURS	Cours du 23 déc.	Cours du 24 déc.
Alcoa	71 5/8	71 1/4
ATT	51 5/8	52 3/4
Boeing	38 5/8	39 1/4
Chase Manhattan Bank	28 1/2	28 3/4
Du Pont de Nemours	47 7/8	48 1/4
Eastman Kodak	40 5/8	40 5/8
Exxon	61 7/8	62 1/4
Ford	41 5/8	42 1/2
General Electric	86 3/8	86 1/2
General Motors	32 7/8	33
Goodyear	67 1/2	67 5/8
IBM	51 1/4	52 7/8
ITT	70 1/2	70 1/2
Mobil Oil	62 3/4	62 5/8
Pfizer	74	74 1/2
Schlumberger	56 1/4	56 1/4
Texaco	59 1/8	59 5/8
UAL Corp. ex-Allegis	122 1/2	122 7/8
Union Carbide	16 1/8	16 1/2
United Tech.	48 5/8	48 1/4
Westinghouse	13	13 1/4
Xerox Corp.	78 7/8	79 3/8

LONDRES, 24 décembre =

Calme

L'activité à la Bourse de Londres a été extrêmement modérée à la veille de Noël. Au cours de cette séance d'une demi-journée, 173,5 millions de titres ont été échangés contre 552,7 millions la veille. L'indice Footsie est demeuré stable et a clôturé sur un gain de 0,1 point à 2.827,5 points. Le marché ne rouvrira ses portes que mardi 29 décembre.

TOKYO, 25 décembre ↓

Léger recul

La Bourse de Tokyo a clôturé vendredi 25 décembre en légère baisse, la plupart des marchés financiers étant fermés en raison des fêtes de Noël. L'indice Nikkei a reculé de 91,81 points (– 0,52 %) à 17 557,04 dans un volume de transactions de 180 millions d'actions contre 231 millions jeudi. Le dollar a terminé la séance à un niveau quasi inchangé à 123,65 yens, contre 123,67 yens jeudi.

VALEURS	Cours du 24 déc.	Cours du 25 déc.
Ajinomoto	1 310	1 310
Bridgestone	1 170	1 170
Canon	1 380	1 390
Fuji Bank	1 810	1 880
Honda Motors	1 410	1 390
Matsushita Electric	1 180	1 170
Mitsubishi Heavy	552	547
Sony Corp.	4 300	4 310
Toyota Motors	1 520	1 500

EN BREF

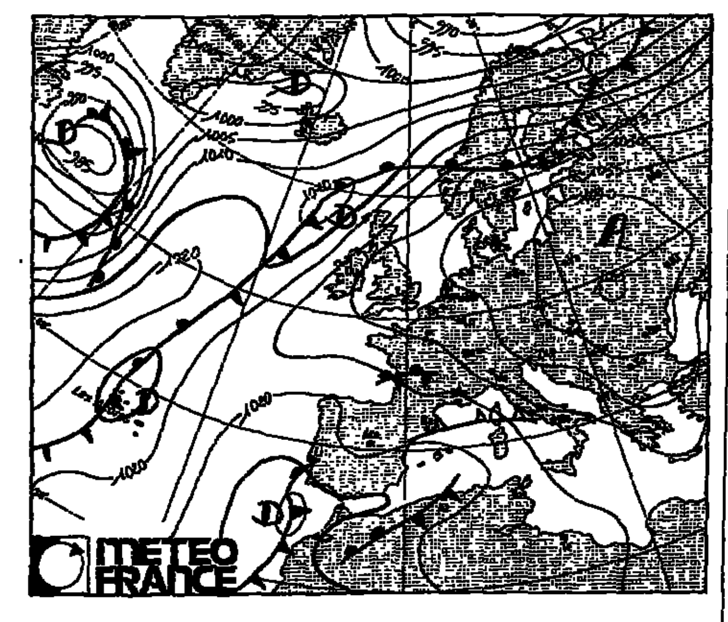
□ **Le Crédit lyonnais achète la banque allemande BfG.** – Le Crédit lyonnais a pris une participation majoritaire dans la banque allemande BfG au terme d'un accord signé dans la nuit de mercredi 23 à jeudi 24 décembre à Francfort avec l'assureur allemand Aachener und Muenchener AG (AMB) (*le Monde* du 24 décembre). L'accord a été aussi paraphé par le holding industriel des syndicats allemands BGAG, les Assurances générales de France (AGF) et la BfG, précise le communiqué. La valeur totale de la BfG est estimée à environ 2,1 milliards de deutschemarks (7,1 milliards de francs).

□ **Dialogue renoué entre employeurs et dockers CGT du port de Marseille-Fos.** – Les dockers CGT du port de Marseille-Fos et leurs employeurs ont renoué le dialogue sous l'égide du président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Henri Roux-Alezais, qui juge les résultats déjà obtenus *«très positifs»*. Les deux parties, qui avaient rompu tout contact après le rejet par 72 % des dockers, début novembre, du projet de protocole d'accord élaboré dans le cadre de la réforme du statut des dockers, ont repris les discussions mercredi 23 décembre.

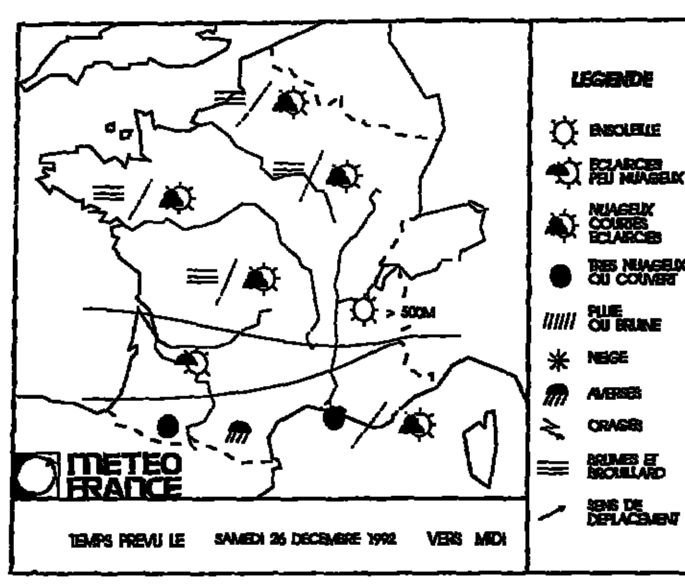
□ **Quatre filiales d'Interagra déposent leur bilan.** – Quatre des filiales de la société de négoce international Interagra ont déposé leur bilan le 16 décembre. Outre la SEAV, spécialisée dans l'importation de tracteurs tchécoslovaques (*le Monde* du 25 décembre) figurent les Silos du Sud-Ouest, société de commerce de gros de bétail, la CDTIA, société d'ingénierie spécialisée dans la construction d'usines agroalimentaires, et Top Gel, firme de commerce de la viande.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 DÉCEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 DÉCEMBRE 1992

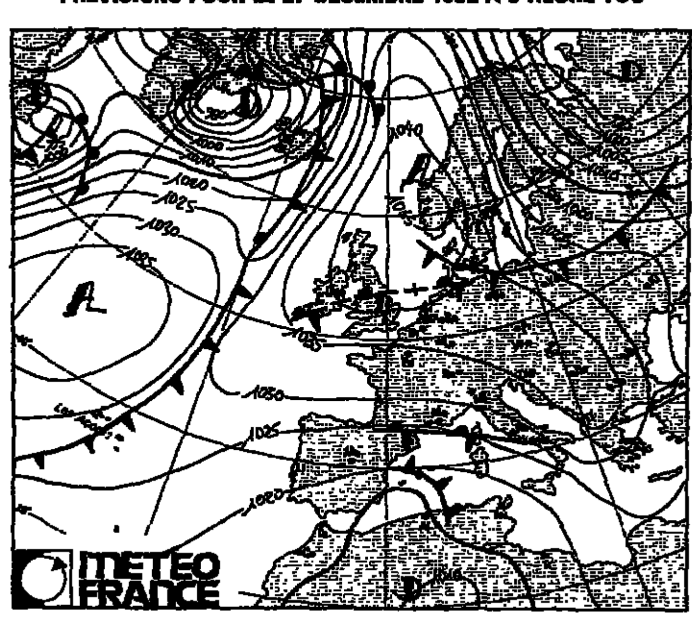


Samedi : beaucoup de grisaille. – Sur une grande moitié nord de la France, le temps restera gris avec de nombreux brouillards matinaux. Ces brouillards seront givrants sur les régions est du pays. Sur les Alpes, les nuages bas persisteront dans les vallées, mais au-dessus de 500 mètres, le *soleil sera au rendez-vous dès la matinée*. Des Pyrénées au Languedoc-Roussillon jusqu'au Sud-Est et en Corse, les nuages seront abondants avec quelques ondées. Des éclaircies se développeront sur le Nord-Aquitaine l'après-midi. Le vent de nord-est soufflera modérément au nord de la Loire, mais il sera fort près des côtes méditerranéennes.

Les températures seront fraîches avec – 2 degrés le matin sur la moitié nord du pays, – 3 degrés sur les régions est, et 2 à 4 degrés sur l'extrême sud du pays. Il fera plus doux sur les côtes méditerranéennes avec 8 à 10 degrés.

Les températures maximales ne dépasseront guère 4 degrés au nord de la Loire, ainsi que sur Rhône-Alpes, 8 degrés sur le Sud-Ouest, 12 degrés sur les régions méditerranéennes.

PRÉVISIONS POUR LE 27 DÉCEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 24-12-1992 à 6 heures TUC et le 25-12-1992 à 6 heures TUC — le 25-12-92

FRANCE

AJACCIO	17	10	N
BIARRITZ	11	6	B
BORDEAUX	11	6	D
BOURGES	9	4	B
BREST	7	1	B
CAEN	4	3	B
CHERBOURG	6	4	C
CLERMONT-FER.	8	4	C
DIJON	3	2	C
GRENOBLE	10	–1	C
LILLE	5	3	C
LIMOGES	13	4	D
LYON	10	4	P
MARSEILLE	15	10	C
NANCY	4	0	C
NANTES	6	4	C
NICE	15	8	N
PARIS-MONTS.	6	2	C
PAU	11	2	B
PERPIGNAN	–	.	.
POINTE-A-PITRE	–	–	–
RENNES	7	4	C
ST-ETIENNE	12	1	B
STRASBOURG	4	1	C
TOULOUSE	12	7	D
TOURS	5	3	B

ÉTRANGER

ALGER	21	13	C
AMSTERDAM	5	2	C
ATHÈNES	6	5	C
BANGKOK	32	17	P
BARCELONE	14	12	N
BELGRADE	–1	–8	D
BERLIN	–3	–9	D
BRUXELLES	5	2	C
COPENHAGUE	1	–2	C
DAKAR	24	20	D
GENÈVE	4	3	C
ISTANBUL	3	–1	N
JÉRUSALEM	9	2	C
LE CAIRE	16	9	D
LISBONNE	14	10	P
LONDRES	1	0	C
LOS ANGELES	21	9	D
LUXEMBOURG	3	–1	B
MADRID	12	7	N
MARRAKECH	17	7	D
MEXICO	21	–	–
MILAN	7	4	C
MONTRÉAL	0	–20	D
MOSCOU	–5	–7	C
NAIROBI	–	–	–
NEW-DELHI	–	–	D
NEW-YORK	6	–8	D
PALMA	17	6	D
PÉKIN	3	–3	C
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	15	10	C
ROYAL	–	–	–
SÉVILLE	14	6	D
SINGAPOUR	28	22	C
STOCKHOLM	–2	–2	C
SYDNEY	–	–	–
TOKYO	10	1	D
TUNIS	16	8	D
VARSOVIE	–9	–11	C
VENISE	6	–2	D
VIENNE	–4	–6	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AGENDA

THÉÂTRE

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'Après-midi d'un prince : 19 h. Rel. *dim., lun. Quelles nouvelles de Maupassant? : mar. 19 h.*
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : ven., dim. 15 h 30 ; sam., lun., mar., mer., *jeu. 20 h 45 ; sam. 17 h.*
ATELIER (46-06-49-24). Le Jugement *dernier : 20 h 30 ; sam., dim. 15 h 30.* Rel. dim. soir, lun.
AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (42-09-32-42). Duo pour voix obstinées : sam., dim., lun., mer., mer. 21 h.
BATEAU-THÉATRE OURAGAN *(40-51-84-53). Le Cabaret de la grand'peur* : 20 h 30 ; dim. 16 h 30. Rel. mer., dim. soir. Je? Deux!! Meux... : mer., jeu., ven., sam. 19 h ; dim. 17 h.
BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.
BOBINO (43-27-24-24). Clovis : mar., *mer. (dernière) 15 h.*
BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Impressions de Pelléas : *mar., mer., jeu.* 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Jalousie : ven., dim. 15 h 30 ; sam. 18 h, 21 h ; lun., mar., mer., jeu. 20 h 45.
BOUFFONS-THÉATRE DU XIXE *(42-38-35-53).* Apprendre à rire sans pleurer : ven. (dernière) 19 h. Escurial : *ven., sam. 19 h ; lun., mar., mer.* (dernière) 21 h. Les Mots en balade : jeu. 14 h 30.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Brûlez tout! : ven. 17 h ; sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 15 h.
CAFÉ DE LA DANSE (40-26-28-58). *Don Juan d'origine : 20 h 30. Rel. dim.*
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique de Boscop : 20 h. Rel. dim., lun. Qui vous savez : 22 h. Rel. dim., lun.
LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novochnie, Novochnie, Novochnie : jeu., ven., mar. 19 h 45 ; sam. 17 h.
CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAUDRON *(43-28-97-04). Vous avez dit* Labiche? : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; *dim. 16 h.*
CARTOUCHERIE-ÉPÉE DE BOIS (48-08-39-74). L'Abuseur de Séville : mer. (en espagnol), jeu., ven., sam. (en français). 20 h 30. La Vida es Sueno (en espagnol) : *dim. 16 h.*
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE *L'AQUARIUM (43-74-99-61).* Marguerite et le Président : sam., lun. 20 h 30. *Les Vœux du président : sam. 22 h ;* dim. 16 h ; mar., jeu. 20 h 30.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agamemnon : sam. (dernière) 19 h 30. Les Choéphores : dim. (+ les Euménides) 13 h. Les Euménides : mer., jeu. 19 h 30 ; *dim. (+ les Choéphores) 13 h.* Iphigénie à Aulis : sam. 15 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Etats frères? Et ta sœur... : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (45-31-33-11). Le Grand Méliès : ven., dim. (dernière) 20 h 30 ; ven., dim. *16 h.*
CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS *(40-28-28-40). Hello Dolly :* 20 h 30 ; sam. 14 h 30 ; dim. 14 h 30, 18 h 30, 18 h 30. Rel. lun.
LA CIGALE (42-33-43-00). Pierre Palmade : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le *Jeu de l'amour et du hasard* : sam. 20 h 30 ; *dim. 17 h 30.*
CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69). Le *Pleure-misère* : sam., lun., mar. (dernière) 20 h 45 ; dim. 16 h 45. Le Venin des histoires : sam., lun., mar. (dernière) 20 h 45 ; dim. 16 h 45.
COMÉDIE CAUMARTIN *(47-42-43-41). Meurtres au music-hall :* 21 h. Rel. mer., dim.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : jeu. 19 h, 21 h 30 ; ven., sam., lun., mar., mer. 21 h ; dim. 15 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES *(47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ;* ven., sam. 18 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Antigone : ven., mar. 20 h 30 ; dim., lun. 14 h. La Comtesse d'Escarbagnas ; George Dandin : mer. 20 h 30 ; ven. *14 h. Le roi s'amuse : sam., lun.* 20 h 30. La Serva amorosa : sam., mar. 14 h ; dim. 20 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CONFLUENCES (40-24-07-49). Poucette : ven., sam., dim., lun., mar., mer. (dernière) 19 h.
DAUNOU (42-61-69-14). Le *Canard à l'orange* : ven., sam., dim., lun., mar., mer., jeu. 21 h ; ven., dim. 15 h 30.
DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Qui est le véritable inspecteur Hound? : *20 h 45 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir,* lun.
DEUX ANES (46-06-10-26). Le Traité de ma triche : 21 h ; ven., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ELDORADO (42-49-60-27). Monsieur Amédée : 20 h 45 ; sam. 18 h, 21 h. Rel. *dim. Les Lettres de mon moulin :* mar. 14 h 30. Rose de Noël : ven. 15 h 30 ; sam., dim. 14 h.
ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au bal à Boulingrin : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 16 h.
ESPACE HÉRAULT (43-29-86-51). La Nuit juste avant les forêts : sam., mar., mer. 20 h 30 ; sam. 16 h.
ESPACE JEMMAPPES *(45-34-01-58).* Arlequin serviteur de deux maîtres : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage forcé : 18 h. Rel. dim., lun. L'île des esclaves : 19 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. Danse avec les fous : ven. 21 h ; sam. 23 h ; dim. 19 h. Feu la mère de madame : ven., sam. 20 h ; dim. 18 h. Le Mariage de Figaro : dim. *18 h. La Mouette : sam. 21 h.*
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle II. Le Machiniste têtu : sam., mar. 20 h 30 ; dim. 16 h.
FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (60-10-55-24). Exercices de style : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : ven., sam., dim. 15 h 30 ; sam., mar. 20 h 45.
LE FUNAMBULE THÉATRE (42-23-88-83). Quatuor à gages : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Le Bösendorfer : lun. 20 h 30.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). La Contrebasse : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. *dim. soir, lun.*
GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-46-04). Un amour : ven., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; sam. 17 h 30.
GRAND EDGAR (43-35-32-31). Lamy and Co : 20 h 15 ; sam. 18 h. Rel. dim. Une fille entre nous : 22 h. Rel. dim.
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (40-03-39-03). Les Pieds dans l'eau : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 14 h, 17 h. Rel. dim. soir, lun.

SPECTACLES NOUVEAUX

POIL DE CAROTTE. Eldorado (42-49-60-27), mer. 14 h 30 (23).

UNE FILLE ENTRE NOUS. Grand Edgar (43-35-32-31) (dim.), 22h (23).

GUSTAVE PARKING. Théâtre Trévise (48-45-10-11), ven., sam., dim., lun., mar. et mer. (dernière) 20 h 30 (25).

ULYSSE ET LA BALEINE BLANCHE. Théâtre des Champs-Elysées (49-52-50-50), sam., lun., mer. 20 h 30 et dim. 17 h (26).

THE BACCHAE. Théâtre de la Main-d'or Belle-de-mai (48-05-67-89), lun., mar. et mer. (dernière) 20 h 30 (28).

ANORAK OF FIRE. Théâtre de la Main-d'or Belle-de-mai (48-05-67-89), mar., mer. et *jeu. 18 h (29).*

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Amours en pièces : *sam., mar. 20 h 30. Délire à deux :* sam., lun., mar., mer. 19 h. Le Rire amer du belouga : *sam., lun., mar. 22 h 15.* Trois minutes pour exister : lun. 20 h 30.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Solo : 20 h 30 ; sam. 17 h. Rel. jeu., dim.
HÉBERTOT (43-87-23-23). *Sans cesse : 18 h 30. Rel. dim., lun.* L'Ecole des femmes : ven., dim. 15 h ; sam., *mar., mer.,* jeu. 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : sam., dim., lun., mar., mer., jeu. 19 h 30. Lautrec sur la Butte : sam., dim., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h 30. La Leçon : sam., dim., lun., mer., mer., jeu. 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. *Rel. ven. L'Ecole des dictateurs : sam.,* dim., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h. Douce : sam., dim., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h 30. Théâtre rouge. Voici le temps des assassins : sam., dim., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 18 h 30. Les Peupliers d'Etretat : *20 h. Rel. ven. Tout va bien, je vais bien!* : 21 h 30. Rel. ven.
MADELEINE (42-65-07-09). *Edwidge* Feuillère en scène : ven. 16 h ; sam., mar. 21 h ; dim. 15 h 30.
MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rel. ven., dim.
MARIE STUART (45-08-17-80). Huis clos : sam., mar., mer. 19 h 30. Marie *and Bruce (en anglais) : dim., lun.* 20 h 30 ; dim. 17 h. Savage Love (anglais-français) : sam., *mar., mer.* (dernière) 21 h 15.
MARIGNY (42-56-04-41). Suite royale : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 15 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : ven., sam., mer., *mer., jeu. 20 h 30 ; ven. 17 h ; dim.* 15 h.
MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Nocturne à Nohant : sam., mar., mer., jeu. 18 h 30.
MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêves : sam., mar., mer., *jeu. 21 h ; dim. 15 h.*
MICHEL (42-65-35-02). Chantal Galfia : ven., sam., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 16 h.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). La Puce à *l'oreille : ven., dim. 16 h ; sam., lun.,* mar., mer., jeu. 20 h 30 ; sam. 17 h.
MOGADOR (48-78-04-04). Les Bas-fonds : ven. 16 h ; sam., mar. 20 h 30 ; sam., dim. 15 h.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Mortadela : 21 h ; sam. 18 h, 21 h 15 ; *dim. 15 h 30.* Rel. dim. soir.
MONTPARNASSE (PETIT) *(43-22-77-30). La Traversée : ven.,* sam., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h ; dim. 15 h 30.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Lischen et Fritzchen et *les fables de La Fontaine : ven., dim.* 15 h 30 ; sam. *20 h 30.*
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : jeu. 18 h 30, 21 h 30 ; ven., sam., mar., mer. 20 h 30 ; ven., dim. 15 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Les Dimanches de *M. Riley : ven., dim. 15 h ; sam., mar.* 20 h 45.
OLYMPIA (47-42-25-49). *Guy Bedos et* Muriel Robin : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Marc Métral dans Cadeau de Noël : sam., dim., mar., mer., jeu. (dernière) 14 h 30.
OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Grande salle. Faust : lun. 19 h 30. Saint François d'Assise : sam., mar. 18 h.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART *(42-86-88-83). Les Mousquetaires au* couvent : ven., dim. 17 h ; sam. *14 h 30 ; mar., sam. 20 h.*
PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez! : 20 h 30. Rel. dim., lun.
PALAIS DES GLACES (PETIT SALLE) (48-03-11-36). Bud dans tu t'es vu quand t'as ri! : 21 h. Rel. dim., lun.
PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans *rancune : ven., lun., mar., mer., jeu.* 20 h 30 ; ven., dim. 15 h ; sam. 21 h.
PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20). Bernard est mort : mer., jeu., ven., sam. 21 h ; dim. 17 h.
PETIT THÉATRE DE PARIS (48-74-25-37). Patrick Bosso : 21 h. *Rel. dim., lun.*
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Montaigne ou Dieu, que la femme me reste obscure! : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. Salle II. La Peau trop fine : jeu. 20 h 30, 22 h 15 ; ven., sam., lun., mar., mer. 21 h ; dim. 15 h.
PORTE SAINT-MARTIN *(42-08-00-32). Knock : ven., sam.* 17 h ; sam., lun., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; dim. 15 h. Le Bourgeois gentilhomme : lun. 20 h 30 ; lun., mer., jeu. 14 h 30. Le Médecin malgré lui : mar. *14 h 30.*
POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrel : *ven., sam. 17 h ; sam., lun., mar., jeu.* 21 h ; dim. 15 h 30.
RANELAGH (42-88-64-44). Trekking : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. La Surprise de l'amour : mar. 20 h 30.
LE RELAIS DU BOIS (40-50-19-56). Clovis : dim. 16 h.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Deux siècles d'amour : 20 h 30. Rel. *dim.*
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une *aspirine pour deux : ven., dim. 15 h ;* sam., lun., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; *sam.* 17 h 30.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). *Charité bien ordonnée :* sam., dim., lun., mer., mer., jeu. (dernière) 20 h 30. Elle et Dieudonné ; sam., lun., mar., mer., jeu. 22 h ; dim. 17 h.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Monsieur Klebs et *Rozalie* : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). D'Alba est stone... Mais ils vécurent heureux : 20 h 15. Rel. dim. Brigitte Lahaie : 22 h. Rel. dim.
THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Lilia : 20 h 30. Rel. dim., lun. Vous allez rire : mar. 22 h.
THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène. Anorak *of Fire* : mar., mer., jeu. (dernière) 18 h. Frieda's Flight or She who can but *doesn't (en anglais) : dim. 18 h. The Bacchae* : lun., mar., mer. (dernière) 20 h 30. Three men in a boat : dim. 14 h 30 ; mar., mer. 22 h 30. Belle de Mai. Félicité ou le Merveilleux Théâtre d'art et de science du docteur de Groningue : ven., sam., mar., mer., jeu. *20 h 30 ; dim. 17 h.*
THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Jean-Luc Debattice : ven., sam., lun., jeu. (dernière) 20 h 30 ; *dim. 18 h 30. Les Zappeurs : jeu., ven.,* sam., lun. 22 h ; dim. 20 h 30.
THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Salle II. Roro er Saoz : 22 h. Rel. dim. *Mamz'elle Butterfly from Paris : 20 h 30.* Rel. dim., lun. Dis-moi que tu m'aimes : sam., mar. 22 h.
THÉATRE DÉJAZET (48-87-52-55). Les Crétins verts dans le spectacle de fin d'année : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (49-52-50-50). Ulysse et la baleine blanche : sam., lun., mer. *20 h 30* ; dim. 17 h.
THÉATRE DU ROND-POINT RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). *Conversation en Sicile : sam., mar.* 20 h 30 ; dim. 17 h. Saute, Marquis! : sam., mar., mer., jeu. 19 h ; dim. 15 h.
THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Monsieur chassel : sam., mar. 20 h 15 ; dim., ven. 15 h.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Chantal Ladesou : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h 30.
THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Le Vagabond de *Whitechapel : ven., sam., mar., mer.,* jeu. (dernière) 20 h 30 ; dim. 15 h. Didier Follenfant : 22 h. Rel. dim., lun.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Salle Gémier. Mystification ou les Catins de M. Diderot : 20 h 30 ; dim. 15 h. *Rel. ven., dim. soir, lun. Salle Jean Vilar. Les Rustres :* 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. ven., dim. soir, lun.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). Le Chevalier d'Olmedo : ven., sam., dim., mer. (dernière) 15 h ; sam., mar. 20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Macbeth : *ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière)* 20 h 30 ; sam., dim. 15 h 30. Petite salle. Sourire des mondes souterrains : sam., mar., mer. 21 h ; dim. 16 h.
THÉATRE PARIS-PLAINE (42-50-15-65). L'Homme invisible : *sam. 19 h ; sam., lun., mar., mer. 15 h ;* dim. 16 h ; mer. 20 h 30.
THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). Samedi, dimanche et lundi : ven., dim. 17 h ; sam., *mar.* 20 h 30.
THÉATRE TRÉVISE (48-45-10-11). Gustave Parking : ven., sam., dim., lun., *mar., mer.* (dernière) 20 h 30.
TOURTOUR (48-87-82-48). Voyage au centre de la Terre : sam., mar. 20 h 30. *Le Voyage de Mémé : sam., mar. 19 h.*
TREMPLIN-THÉATRE DES TROIS-FRÈRES (42-54-91-00). Hocine Slimane : 20 h 30. Rel. dim., lun.
LE TRIANON (42-09-93-44). Auguste et Chambre-à-air au pays des piranhas : *mar., sam., dim. 14 h 30.*
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Batailles : 21 h ; sam. 19 h, 21 h. Rel. dim.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es citron : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Carmen Paradise : 21 h. Rel. dim., lun.

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉATRE ÉQUESTRE ZINGARO) (44-59-79-99). Opéra équestre : ven., sam., mar., jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

BATEAU-THÉATRE DOCTEUR PARADIS (46-48-78-69). Le Misanthrope et l'Auvergnat : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

CERGY-PONTOISE (THÉATRE 95) (30-38-11-99). La Baie de Naples : mar., mer., jeu. (dernière) 21 h. Eau de Cologne : ven. 17 h ; sam. 21 h. La Trilogie des tables : dim. 15 h, 18 h, 21 h.

NANTERRE (ESPACE CHORUS) (42-39-38-52). Cendrillon : , 17 h 30, sam., mer. 14 h 30 ;, 14 h 30, 17 h 30 dim. 10 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). La Double Inconstance : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30.

VANVES (THÉATRE LE VANVES) (46-45-46-47). La Dame au petit chien ; Un mouton à l'entresol : jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24-)

VENDREDI

Du burlesque à la comédie américaine : Charlot boxeur, de Charles Chaplin, *Gussie tied to trouble (1915)*, le Bosse du boss (1924), le Roi du base-ball (1926). *Charly à la pêche, 18 h 30 ; le Sport* favori de l'homme (1964, v.o. s.t.f.), de Howard Hawks, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24-)

Histoire permanente du cinéma : l'Enfant du cirque (1923), de E. Clin, 18 h 30 ; *les Clowns, v.f.), de Federico Fellini,* 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29-)

Le Cinéma mexicain : la Fièvre monte à El Pao (1959), de Luis Bunuel, 14 h 30 ; *Latino Bar (1991, v.o. s.t.f.), de Paul* Leduc, 17 h 30 ; Danzon (1990, v.o. *s.t.f.), de Maria Novaro, 20 h 30.*

LES EXCLUSIVITÉS

ET LA VIE CONTINUE (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

GROCK (Suis.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

IMPITOYABLE *(A., v.o.) : Ciné Beau*bourg, 3e (42-71-52-36) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e *(42-56-52-78)* ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

MARIS ET FEMMES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Grand Action, 5e (43-29-44-40 36-65-70-63) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 36-65-70-73) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, *8e (45-62-20-40 36-65-70-88) ; Max* Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; UGC *Opéra*, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les *Nation*, 12e (43-43-04-67 36-65-71-33) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; *Mistral*, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-81) ; *v.f. :* *Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40)* ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

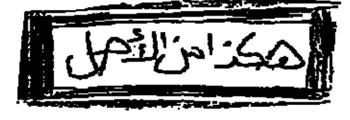
LES NUITS FAUVES (*) (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis *Saint-Germain, 6e (42-22-72-80)* ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e *(43-59-92-82) ; Gaumont Parnasse, 14e* (43-35-30-40).

LE PETIT PRINCE A DIT (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné *Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont* Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e *(42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-*Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; *Publicis Champs-Elysées*, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; *Gaumont* Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).

RIENS OU TOUT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38).



RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Il est minuit, téléspectateurs !

BIS repetita placent. Le poète latin Horace n'était peut-être pas un téléspectateur assidu, mais il avait pressenti, il y a dix-neuf siècles, une des règles d'or du petit écran : les œuvres répétées plaisent. Animal routinier, l'homme n'aime que ce qu'il connaît. Avec comme corollaire ce deuxième principe : ces œuvres doivent plaire au plus grand nombre. *Opera audimata maxima*, comme aurait pu ajouter l'auteur de l'*Art poétique*.

La nuit de Noël n'a pas dérogé au rite. Le menu du *prime time*, plutôt fade, était sans surprise et sans risque : un téléfilm sur TF 1 (western américain) ; une pièce de boulevard sur France 2 ; un film et deux dessins animés pour enfants sur France 3, Canal + et M 6 ; un feuilleton (allemand) sur ARTE. Au total, cinq rediffusions sur six émissions. Amateurs d'autre chose que la fiction légère (à l'exception de *Heimat*, qui nous a ramenés sur la sinistre « autoroute nazie » construite en 1938), passez votre chemin ! Vous êtes bien trop minoritaires pour que l'on s'intéresse à vos goûts élitistes !

Les mélomanes, aficionados de ballets, amoureux de Jessye Norman, branchés de la *country music* et accros de Michael Jackson ont dû prendre leur mal en patience. Et attendre le signal de leur délivrance : les cloches de minuit (un « Intervilles » de messes opposa, cette année, Issy-les-Moulineaux, sur TF 1, à Tourinnes-la-Grosse, en Belgique, sur France 2). Passé une heure du matin, les téléspectateurs rouspéteurs ont enfin eu droit à quelques gâteries, dispensées négligemment au cours de la nuit. Le seul spectacle de danse de toute cette période festive – un superbe *Lac des Cygnes* filmé en haute définition, avec Patrick Dupond et Marie-Claude Pietragalla – ne fut diffusé qu'à 1 h 05, suivi de Jessye Norman, qui célébra l'Enfant en catimini à... 3 h 20.

Certes, la nuit de Noël souffre quelques débordements horaires, réveillon oblige. Mais de programmer régulièrement les émissions attrape-tout aux heures de pointe, en repoussant vers les limbes nocturnes toute création culturelle, novatrice ou simplement intelligente relève d'un profond mépris du téléspectateur. Que le service public entre à son tour dans cette logique commerciale frise le détournement de redevance.

ALAIN WOODROW

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 25 décembre

TF 1

20.45 Téléfilm : Cinéma Paradiso. De Giuseppe Tornatore, avec Philippe Noiret, Jacques Perrin.
23.45 Série : Mike Hammer.
0.35 Divertissement : Le Bébête Show.
0.40 Journal et Météo.
0.45 Série : Côté cœur.

FRANCE 2

20.45 Série : RG. Témoin en péril, de Philippe Lefebvre, avec Victor Lanoux, Marie-José Nat. *Une présentatrice du journal télévisé est menacée. Goupil mène l'enquête.*
22.15 Documentaire : Une star dans l'histoire, Johnny Hallyday. De Bernard Schmitt et Gilbert Namiand.
23.30 Journal et Météo.
23.50 Cinéma : Le Capitaine Fracasse. ■■ Film franco-italien d'Abel Gance (1942). Avec Fernand Gravey, Assia Noris, Vina Bovy.
1.30 Magazine : Double jeu (rediff.).

FRANCE 3

20.45 Théâtre : Lily et Lily. Comédie de Barillet et Gredy, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jacqueline Maillan, Jacques Jouanneau, Francis Lemaire.
23.00 Journal et Météo.
23.25 Traverses. La Marseillaise n'est pas encore enrouée, de Jean Chérasse et Claude Manceron. *Reconstitution de la création et de l'histoire de la Marseillaise.*
0.50 Musique : Portée de nuit. *Sonate pour clarinette et piano, de Poulenc, par Paul Meyer, clarinette, Éric Lessage, piano.*

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : La Fabuleuse Histoire de Joséphine. De Brian Gibson, avec Lynn Whitfield, Ruben Blades.
22.40 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Edward aux mains d'argent. ■■■ Film américain de Tim Burton (1990). Avec Johnny Depp, Winona Ryder, Dianne Wiest.
0.39 Court-métrage : Di Rosa Girls.
0.40 Cinéma : Central Station. ■ Film espagnol de Josep Anton Salgot (1989). Avec Feodor Atkine, Katarzyna Figura, Sergi Mateu.
2.25 Cinéma : Les Arcandiers. ■ Film français de Manuel Sanchez (1991). Avec Simon de La Brosse, Dominique Pinon.

ARTE

20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte et Annie-Claude Elkaim. L'Enfant et l'image.
21.40 Téléfilm : Les Enfants du dragon. De Peter Smith et Robert Caswell, avec Bob Peck, Linda Cropper (2e partie).
23.15 Documentaire : Babilée 91. De William Klein (60 min).

M 6

20.45 Téléfilm : Un flic de cœur. De Gary Nelson, avec Jack Warden, Bonnie Bartlett.
22.25 Série : Mission impossible, vingt ans après. La Triade du serpent d'or, de Don Chaffey, avec Peter Graves, Greg Morris.
0.00 Magazine : Culture rock. La saga de Michael Jackson.

FRANCE-CULTURE

20.30 Musique : Concert gospel. The Golden Gate Quartet, en direct de la salle Olivier-Messiaen, à la Maison de Radio-France.
22.40 Les Nuits magnétiques. Maisons perdues, maisons sauvées (4).
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... notre collaborateur François Bott.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 septembre à Amiens) : Cosi fan tutte, de Mozart, par La Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken ; sol. : Soile Isokoski, Monica Groop, Nancy Argenta, Markus Schafer, Per Vollestadt, Hubert Claessens.
0.30 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. Carla Bley, piano et Steve Swallow, basse, au New-Morning, à Paris, le 16 novembre.

Samedi 26 décembre

TF 1

17.25 Divertissement : Mondo Dingo.
17.55 Magazine : Trente millions d'amis.
18.25 Série : Premiers baisers.
18.50 Divertissement : Vidéo gag.
19.20 Divertissement : Les Roucasseries.
19.55 Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Divertissement : Le Grand Bluff. Présenté par P. Sébastien.
22.35 Variétés : Music Stars. Émission présentée par M. Drucker. Avec Sheila.
23.50 Série : Mike Hammer.

FRANCE 2

15.00 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.10 Magazine : Animalia. Conte : l'épopée de Calibur, le dromadaire.
16.05 Magazine : Sport passion. Rugby : spécial Serge Blanco et le banc d'essai du XV de France ; Rétrospective 1992.
18.05 Série : Matt Houston.
18.55 INC.
18.57 Jeu : Le Téléjack (et à 19.55).
19.00 Magazine : Frou-frou. Présenté par Christine Bravo. Invité : Jean-Pierre Coffe.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par M. Creton. Au Palais Royal, en présence de Jack Lang.
22.50 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Spécial soleil.

FRANCE 3

14.55 Documentaire : En flânant. Saint-Malo.
15.50 Téléfilm : Les Chasseurs d'ivoire. De Joseph Sargent, avec John Lithgow, Isabella Rossellini.
17.25 Variétés : Sur un air d'accordéon. Avec Michel Pruvot et Muriel Montossey.
17.55 Magazine : Montagne. Sélection d'images diffusées en 1992.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.55 Un livre, un jour. *Lettre à un jeune poète*, de Rainer Maria Rilke.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : Yacapa. Invités : Cécile Nowak, Philippe Omnès, Robert Castel.
20.45 Téléfilm : Vacances au purgatoire. De Marc Simenon, avec Marie-Anne Chazel, Michel Pilorge.
22.20 Journal et Météo.
22.42 Dessin animé : Ernest le vampire (et à 23.37).
22.45 Magazine : Strip-tease. De Jean Libon et Marco Lamensch. Ils sentaient bon le sable chaud, d'André François ; Les Trois Mamans de Mamadou, de Stéphane Le Gall ; Dieu seul suffit, de Benoît Mariage ; Les Groupies de la pianiste, de Sophie Deflandre.
23.40 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Ylanna Katsoulos avec le Soul Makossa Gang. Invités : Véronique Sanson, Zazie, Daddy Yiod.

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 14.05 —

LA RETRAITE EN DANSANT
EN CLAIR.
SAMEDI 26 DÉCEMBRE A 12H35.
LES ÉQUIPES DE 24 HEURES ONT SUIVI 40 RETRAITÉS PASSIONNÉS PAR LA DANSE QUI, APRÈS 2 ANNÉES D'ENTRAINEMENT, MONTENT SUR LES PLANCHES DU CASINO DE PARIS.
CANAL+
LA TÉLÉ PAS COMME LES AUTRES.

14.00 Fables géométriques 3.
14.05 Téléfilm : Les Yeux du témoin. De Peter Hunt, avec Daniel J. Travanti, Jennifer Grey.
15.35 Documentaire : Le Père des chameaux. De Jérôme Auffret et Frédéric Fougea.
16.05 Les Superstars du catch.
17.00 Sport : Football américain.

— En clair jusqu'à 20.35 —

18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
18.25 Décode pas Bunny. Batman.
19.20 Animaux superstars. Hatari.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Le Top.
20.30 Fables géométriques 3.
20.35 Téléfilm : A la recherche de l'or perdu. De Burt Kennedy, avec Willie Nelson, Jack Elam.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux.
23.00 Cinéma : Xtro 2. ■ Film canadien de Harry Bromley Davenport (1990). Avec Jan Michael Vincent, Paul Koslo, Tara Buckman.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
18.30 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Invitation à un voyage hivernal.
19.00 Documentaire : Histoire parallèle. Emission spéciale. L'année 1942. (v. o.).
20.00 Magazine : Fernsehen TV. Les meilleurs moments des émissions de la semaine à venir, avec « Documents interdits ».
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : ▶ **Une passion mexicaine.** De François Reichenbach.
22.00 Cinéma d'animation : Le Hérisson dans le brouillard. De Youri Norstein.
22.10 Cinéma d'animation : Le Héron et la Cigogne. De Youri Norstein.
22.20 Magazine : Macadam. Zingaro.
23.30 Série : Monty Python's Flying Circus (40 min).

M 6

15.40 Variétés : Matchmusic. Nino Ferrer, Sheila, Martin Circus, Trust, Les Innocents, Vanessa Paradis, Au p'tit bonheur, Khaled.
16.55 Magazine : Culture rock. La saga de Michael Jackson.
17.25 Série : Amicalement vôtre.
18.20 Série : Les Têtes brûlées.
19.10 Magazine : Turbo. Présenté par D. Chapatte. La 250e de Turbo. Spécial Ferrari.
19.50 Jeu : Le saviez-vous ?
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille (rediff.).
20.35 Surprise-partie.
20.40 Téléfilm : Le Contrat secret. De John Davis, avec Michael Brandon, Christopher Lee.
22.35 Téléfilm : Deux sorcières au collège. De Rod Holcomb, avec Melissa Sue Anderson, Mary McDonough.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Marc Menaud, chef cuisinier.
20.45 Dramatique. Pasiphae, de Michel Cazenave.
22.35 Musique : Opus. Le Père Noël aime la musique...

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Soirée lyrique (en direct de New-York) : Jenufa, opéra en trois actes, de Janacek, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera, dir. James Conlon ; sol. : Gabriela Benackova, Leonie Rysanek, Ben Heppner, J. Trussel.
23.35 Magazine de la guitare. Par Robert J. Vidal.
0.30 Cabaret. Par David Jisse, Mouloudji.
1.02 Maestro. Par Cécile Reynaud. Toscanini.

Dimanche 27 décembre

TF 1

13.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
14.10 Série : Un flic dans la Mafia.
15.00 Série : Perry Mason.
16.35 Série : Tarzan. Danger : missile, de Sidney Hayers, avec Wolf Larson, Lydie Denier.
17.00 Disney Parade. Un nouveau Noël de Disney.
18.15 Série : Starsky et Hutch.
19.10 Série : Agence tous risques.
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.40 Cinéma : Goldfinger. ■ Film britannique de Guy Hamilton (1964). Avec Sean Connery, Gert Fröbe, Shirley Eaton.
22.35 Magazine : Ciné dimanche.
22.45 Téléfilm : La Star et le Diplomate. De Richard Michaels, avec Robert Wagner, Lesley-Anne Down.

FRANCE 2

13.20 Dimanche Martin. Le monde est à vous, avec Claude Nougaro.
14.55 Série : Mission casse-cou.
15.45 Dimanche Martin (suite). L'École des fans, avec Frédéric François ; Ainsi font, font, font.
17.25 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Cavernes englouties.
18.20 Magazine : Stade 2. Rétrospective 1992 ; Football ; Ski ; Voile : Vendée Globe ; Athlétisme : corrida de Houilles ; Automobile : présentation du Paris-Dakar 1993 ; Basket-ball ; Hockey sur glace.
19.25 Série : Maguy.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : Hiver 54, l'abbé Pierre. ■ Film français de Denis Amar (1989). Avec Lambert Wilson, Claudia Cardinale, Robert Hirsch.
22.40 Variétés : Smaïn au Théâtre de Paris. Avec ses nouveaux sketches, ses chansons.
0.10 Journal et Météo.

FRANCE 3

13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. Trois contes racontés par Henri Gougaud, Lucien Gourong et Yannick Jaulin.
13.30 Jeu : Au pied du mur. Animé par Julien Lepers.
14.00 Série : La croisière s'amuse.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Spécial hockey sur glace. Finale de la Coupe d'Europe des clubs champions à Duisbourg et Düsseldorf, avec huit clubs, dont Rouen, le champion de France en titre, Düsseldorf, le Dynamo de Moscou ; Tournoi du Mont-Blanc à Megève, avec les équipes d'Autriche, de Lettonie, de Norvège et de France. A 15.10, Tiercé, en direct de Vincennes.
17.00 Planète Noël. Noël au pays de Galles, conte d'après l'œuvre de Dylan Thomas ; La Souris du Père Noël (rediff.) ; la Nuit des rois, dessin animé d'après la pièce de Shakespeare.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Film d'animation : Les Fables géométriques. Le Coq et la Perle (rediff.).
20.15 Série : Benny Hill.
23.27 Dessin animé : Ernest le vampire (et à 1.02).
20.45 Spectacle : Les Miss France 1993. Présenté par Julien Lepers, avec la participation de Linda Hardy, miss France 1992. Election de la miss France 1993, en direct du CNIT à la Défense.
23.05 Journal et Météo.
23.30 Cinéma : Rigolboche. ■ Film français de Christian-Jaque (1936). Avec Mistinguett, André Lefaur, Jules Berry.

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 14.00 —

13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.
14.00 Téléfilm : En plein cœur. De John Madden, avec Annabelle Apsion, David Morrissey.
15.40 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.35 Documentaire : Les Inventions de la vie nº 2. De Jean-Pierre Cuny. 9. Superpredator.
17.05 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux (rediff.).
18.00 Cinéma : Edward aux mains d'argent. ■■■ Film américain de Tim Burton (1990). Avec Johnny Depp, Winona Ryder, Dianne Wiest.

— En clair jusqu'à 20.35 —

19.40 Flash d'informations.
19.45 Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana. Spécial Noël.
20.30 Fables géométriques 3.
20.35 Cinéma : Hidden Agenda. ■ Film britannique de Ken Loach (1990). Avec Brian Cox, Frances McDormand, Brad Dourif.
22.15 Flash d'informations.
22.25 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football. Basket américain : Phoenix-Golden State, match de championnat de la NBA. Golf : Tournoi Johnny Walker.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

17.00 Téléfilm : Les Enfants du dragon. De Peter Smith, avec Bob Peck, Linda Cropper (2e partie ; rediff.).
19.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. David Byrne, Gange Orchestra, John Cale, Brand New Havies, Nouvelle-Calédonie, Carcass.
19.50 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. L'Alena, accord de libre-échange nord-américain signé entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.
20.00 8 1/2 Journal.
20.10 Soirée thématique : Heimat.
20.11 Feuilleton : Heimat. D'Edgar Reitz (5e et 6e épisode). *Faute de certificat prouvant qu'il est aryen, Paul ne peut débarquer à Hambourg. La guerre bouleverse la vie quotidienne jusque dans les campagnes.*
22.15 Reportage : Un monument en l'honneur du Hunsrück. De Jörg Schömmel. *Reportage sur le tournage de Heimat.*
23.00 Documentaire : Histoire des villages du Hunsrück. D'Edgar Reitz (2e partie ; 60 min). *Les coulisses du tournage.*

M 6

13.00 Série : Booker.
13.55 Série : Cosmos 1999.
14.55 Série : Le Retour du Saint.
15.50 Magazine : Fréquenstar. Johnny Hallyday.
16.50 Musique : Flashback. Edwin Starr, Johnny Hallyday, Michel Polnareff, Stevie Wonder, Gilbert Montagné, the Middle of the Road, the Supremes.
17.10 Série : L'Heure du crime.
18.05 Série : Enquêtes à Palm Springs.
19.00 Série : O'Hara.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Notre belle famille (rediff.).
20.35 Magazine : Sport 6.
20.45 Cinéma : A nous les garçons ! □ Film français de Michel Lang (1984). Avec Claire Vernet, Roland Giraud, Sophie Carle.
22.35 Magazine : Culture pub. Noël bête et méchant.
23.10 Téléfilm : Joy à Moscou. De Jean-Yves Pavel, avec Zara Whites, Karla Klein.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Il Treno di John Cage (rediff.).
22.35 Musique : Le Concert (donné le 8 octobre au centre culturel Le Maillon, à Strasbourg). Opera Peter Maxwell Davis, par l'Ensemble Fa, dir. Dominique My.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.35 Concert (donné le 22 mai salle Pleyel) : Quatuor à cordes nº 14 en ré mineur D 810, de Schubert ; Monologue pour alto et cordes, de Schnittke ; Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre en mi bémol majeur K 365, de Mozart, par les Solistes de Moscou, dir. et alto, Youri Bashmet ; Viktor Tretiakov, violon.
22.33 Autoportrait. Par Stéphane Goldet. Kaja Saarahjo.
23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Maître portugais de l'Orgue des 16e et 17e siècles ; Airs, de Landi ; Magnificat, Gloria Patri, Ave Maria Stella, de Titelouze ; Airs pour l'éducation des oiseaux, de Marais.
1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Musique traditionnelle d'Inde du Sud.

Le Monde

Les résultats des élections professionnelles

Les syndicats majoritaires dans la police perdent du terrain

Organisées tous les trois ans, les *élections professionnelles* dans la police ont fait apparaître, *mercredi 23 décembre,* un recul très net du syndicat *majoritaire chez les* « civils » (Syndicat national autonome des *policiers en civil, SNAPC*). Chez les policiers en tenue, la FASP (*Fédération autonome* des syndicats de police) perd du terrain.

Elément marquant du syndicalisme policier, le « fait majoritaire » sont *préservé – mais de justesse –* de ces élections professionnelles caractérisées par les dissidences apparues au sein des principaux syndicats.

Du côté des inspecteurs, le départ de dirigeants « parisiens » du SNAPC s'était soldé, fin octobre, par la création d'un nouveau syndicat : l'Union nationale autonome des policiers en civil (UNAPC) qui, avec 18,16 % des suffrages exprimés, devient la *deuxième force syndicale*; ayant fait campagne sur le rejet de la fusion des inspecteurs-inspecteurs principaux prévue par l'application du protocole Durafour, l'UNAPC obtient un siège en commission administrative paritaire (CAP). En contrepartie, le SNAPC perd quasiment dix points – *52,55 % au lieu de 61,14 %* en 1989 – et ne dispose plus que de quatre sièges en CAP. Pour la première fois, l'organisation de la FASP (le Syndicat national unifié des inspecteurs de *police*) *obtient*, avec 11,04 % des suffrages exprimés (10,93 % en 1989), un siège en CAP. Ce siège est arraché à Force ouvrière qui, avec 9,99 % des voix, a régressé (13,11 % en 1989). Sitôt le scrutin dépouillé, le SNAPC a dénoncé une *« fraude manifeste »* et a décidé d'en saisir la justice.

Du côté des gradés et des gardiens de la paix, la FASP, dont les dirigeants *sont traditionnellement* proches de la gauche socialiste, a maintenu ses positions (50,87 % au lieu de 52,26 % en 1989). La proximité des échéances politiques de mars n'a pas incité les policiers à reporter leurs suffrages sur l'Union des syndicats catégoriels (USC, réputée proche de la droite), qui enregistre 31,08 % des voix (29,54 % en 1989). Classée à l'extrême droite, la FPIP, qui avait progressé tout au long des années 80, est tombée à *5,27 % (6,89 % en 1989)*. Organisation créée en novembre à la suite des divisions intervenues chez les « parisiens » du Syndicat général de la police (SGP-FASP), Différence n'a pas réussi son pari au plan national, n'obtenant que 2,51 % des voix. A la CAP nationale, trois sièges reviendront à la FASP, un à l'USC.

Si la FASP a pu globalement rester au-dessus de la barre symbolique des 50 %, l'évolution de ses principales composantes ne manquera pas de provoquer de sérieuses discussions au *sein de la fédération*. Due au bon score réalisé dans la capitale par Différence (8 %), la chute du SGP (46,8 % des voix contre 55 % en 1989) fragilise son secrétaire général, M. Richard Gerbaudi, qui est aussi le « patron » de la FASP. Chez les CRS, *le* SNIP-FASP a nettement progressé (56 % au lieu de 49 % en 1989). Enfin, dans les gros bataillons de province, le Syndicat national des policiers en tenue (SNPT-FASP) a *stabilisé ses positions avec 52,69 %* des voix.

ÉRICH INCIYAN

Le rapporteur de la commission d'enquête sur le sida demande à l'opposition de renoncer à son boycottage

Les *travaux* de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la transmission du sida devraient s'achever à la fin du mois de janvier 1993 (1). En donnant cette information à l'occasion d'une rencontre avec la presse, *mercredi* 23 décembre, M. Bernard Derosier, député (PS) du Nord et président de la commission, a souligné que cette dernière prendra soin de ne pas interférer avec les recherches de la commission d'instruction de la Haute Cour de justice. *« Nous constituons une instance politique dont l'objet est de recueillir des témoignages pour informer la représentation nationale*, a indiqué le parlementaire. *Nous ne sommes pas une instance judiciaire. »*

M. Michel Français, député (PS) de l'Oise et vice-président de la commission, a insisté sur la nécessité de ce travail d'enquête : *« Il faut essayer de mettre à nu les défaillances pour que de semblables drames ne se reproduisent plus »*, a-t-il déclaré en faisant allusion à la contamination des hémophiles. Evoquant les retards de la mise en place du dépistage obligatoire de l'ensemble des dons de sang en 1985, M. Français s'est interrogé : *« Pourquoi l'état d'urgence sanitaire n'a-t-il pas été déclaré ? Pourquoi les médias n'ont-ils pas plus développé ce sujet ? Pourquoi les grands médecins ne se sont-ils pas fait entendre ? »*

Pour sa part, le rapporteur de la commission, M. Jean-Yves Le Déaut, député (PS) de Meurthe-et-*Moselle*, a demandé aux représentants de l'opposition de mettre un terme à leur boycottage des auditions commencées le 20 novembre. Son appel se veut sans équivoque : *« Venez ! Nous travaillons sur des thèmes majeurs »*. M. Derosier avait auparavant déclaré : *« L'opposition a ici toute sa place. Nous serions très heureux qu'elle puisse participer à nos travaux. »*

M. Le Déaut a indiqué que la commission entendra début janvier les *principaux* experts des Etats-Unis puis des spécialistes de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique et d'Espagne.

(1) La commission d'enquête est précisément chargée *« d'examiner l'état des connaissances scientifiques et les actions menées à l'égard de la transmission du sida, au cours des dix dernières années en France et à l'étranger »*.

Selon le gouvernement bosniaque

La guerre a fait 8 000 morts en neuf mois à Sarajevo

Quelque 8 000 habitants de Sarajevo ont été tués et 60 000 autres blessés, dont 14 000 grièvement, depuis le début de la guerre en Bosnie-Herzégovine, il y a neuf mois, selon un bilan fourni par le ministère bosniaque de l'intérieur cité par l'agence croate Hina. Parmi les victimes, figurent 900 enfants tués et 12 000 blessés. Sarajevo compte aujourd'hui environ 380 000 habitants.

Par ailleurs, l'exode des *Musulmans et des Croates* fuyant les régions occupées *par les Serbes dans le* nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine a *connu un regain*, selon la police croate. Ces deux derniers jours, *plus de 5 000* réfugiés ont ainsi traversé la frontière *pour* gagner la ville *croate* de Novska, à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb. Pour la seule soirée de mercredi, *« 2 849 personnes de la région de Banja-Luka sont arrivées à Novska. Auparavant, le rythme était de 500 arrivées par semaine »*, a déclaré un policier croate. – *(AFP, Reuter.)*

En novembre

Forte augmentation du nombre des chômeurs indemnisés

En novembre, selon les statistiques publiées le 24 décembre, le *nombre d'allocataires pris en charge* par l'UNEDIC a augmenté de 3,5 % en données brutes et de 2,4 % en données corrigées. Sur un an, toujours en données corrigées, la hausse est de 5,7 %.

Au total, 2 635 000 personnes ont été indemnisées. Hormis les chômeurs dont l'allocation spécifique est financée par l'Etat, au nom de la solidarité, 2 252 600 demandeurs d'emploi ont reçu une allocation du régime d'assurance-chômage, en augmentation de 4,3 % en un an. Parmi eux, 1 862 300 relèvent directement de l'assurance et leur nombre a progressé de 11 % en un an.

Faute d'administrateur provisoire

Dynaction va déclarer sa filiale Cellier en cessation de paiements

Le tribunal de commerce de Chambéry pourrait décider lundi 28 décembre de la *mise en redressement* judiciaire de Cellier SA, société spécialisée dans la fabrication d'unités industrielles clés en main, qui emploie 600 salariés. Réuni à Paris mercredi 23 décembre, le conseil d'administration de l'entreprise savoyarde n'a pas désigné de nouveau président à la suite de la démission récente de M. Robert Beaune (*le Monde* du 24 décembre). *« Il n'a pas été possible de trouver, en fonction des circonstances, de candidat sérieux pour assurer le mandat de président du conseil d'administration »*, affirme le conseil d'administration dans un communiqué publié jeudi 24 décembre.

M. Marc-Antoine Autheman nommé directeur du cabinet du premier ministre

M. Marc-Antoine Autheman, haut fonctionnaire à la direction du Trésor, n'a rien d'un directeur de campagne. Ce quadragénaire carré, arrivé il y a quatre ans au cabinet du ministre de l'économie et des finances, a pourtant été choisi pour assurer, à la tête du cabinet du premier ministre, la *suite de M. Hervé Hannoun*, nommé deuxième sous-gouverneur de la Banque de France (*le Monde* du 24 décembre).

C'est peut-être la preuve de la priorité donnée par M. Pierre Bérégovoy, élections législatives ou pas, à *la* poursuite de *la* politique monétaire menée depuis 1988. *Alors que le franc est encore très* chahuté sur les marchés des changes, il *n'a peut-être pas semblé* inutile de faire passer au premier plan la politique du franc fort. M. Autheman ne se qualifiait-il pas lui même, dans son bureau de la rue de Bercy, d'*« ayatollah de l'orthodoxie monétaire »*, soucieux de faire du franc le point d'ancrage du système monétaire européen ? Entré au cabinet de M. Bérégovoy en 1988 comme conseiller technique, il est rapidement devenu très proche de M. Hannoun, et l'un des personnages-clés de l'entourage du ministre d'Etat.

M. Autheman est l'artisan d'un autre projet cher à M. Bérégovoy : la prévention de la corruption, projet de loi sur lequel il a travaillé depuis le printemps et qui a été adopté par l'Assemblée nationale le *18 décembre*.

F. L.

[Né le *8 août 1954* à Beyrouth, M. Marc-Antoine Autheman est licencié en droit et en sciences économiques. Ancien élève de l'ENA, il est affecté à la direction du Trésor, où il travaille au financement du logement (1978-1982). Il devient chef de bureau aux financements sectoriels (1984-1985) puis à la procédure du financement des entreprises (1985-1987) avant de s'occuper du marché des changes dans le service des *affaires internationales* (1987-1988). Le 18 mai 1988, il entre comme conseiller technique au cabinet du ministre de l'économie, des finances et du budget, avant d'être nommé chargé de mission (1989), puis conseiller auprès du ministre. En avril 1992, M. Autheman devient conseiller auprès du premier ministre, chargé des questions économiques.]

Mme Paule Dayan secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature

Mme Paule Dayan, quarante-huit ans, chargée de mission auprès du secrétariat général de l'Elysée depuis *1981, a été nommée mercredi* 23 décembre secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) par décret du président de la République publié jeudi 24 décembre au *Journal officiel*. Elle succède ainsi à Mme Danièle Burguburu, nommée *conseiller d'Etat le 16 décembre* (*le Monde* du 18 décembre).

[Née le *17 janvier 1944* à Oran, Mme Paule Dayan est licenciée en droit et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit privé. Avocate à la cour d'appel de Paris de 1968 à 1981, Mme Dayan est la fille de Georges Dayan, un ami de longue date du président de la République, M. François Mitterrand. *Entrée dans la magistrature en 1981*, Mme Dayan a été nommée juge au tribunal d'instance d'Asnières le 13 mars *1981. Elle est devenue le 3 juin 1981* chargée de mission au secrétariat général de l'Elysée, où elle était chargée des problèmes judiciaires, des relations avec les professions libérales, des relations avec le Parlement et des dossiers concernant les rapatriés.]

Les autorités du Tadjikistan refusent l'accès des camps au CICR

Alors que côté afghan des délégués d'organisations humanitaires parlent de morts quotidiennes d'enfants dans les camps qui recueillent les quelque 55 000 réfugiés venus du Tadjikistan depuis le 4 décembre, les autorités tadjikes *n'autorisent* pas les *délégués* du CICR et de MSF, présents à Douchanbe, à se rendre à la frontière d'où *fuient* ces familles, sous prétexte que *« la région est très dangereuse »*.

Côté tadjik, les réfugiés, entrés de force dans les camps des garde-frontières russes pour échapper aux attaques des forces pro-gouvernementales communistes, seraient *encore 60 000*, en *majorité* femmes, enfants et vieillards (les hommes sont déjà passés en Afghanistan ou se cachent dans les montagnes). Mais ces réfugiés « islamistes » sont mal tolérés par les Russes, qui ont souvent aidé les forces *pro-communistes* (les « Kouliabis »). Ces dernières viennent de menacer d'attaquer les camps des gardes-frontières russes qui abritent les réfugiés, selon une envoyée spéciale de l'AFP sur place. *Lors d'un* survol en hélicoptère du sud du pays, elle a en outre constaté *que* les villages « islamistes » y sont désormais pillés et brûlés. – *(AFP, Reuter.)*

La cour d'appel de Montpellier autorise le groupe Hersant à contrôler 30,68 % du « Midi libre »

La société Midi libre, éditrice du quotidien du même nom, déposera en janvier un pourvoi en cassation *contre la décision de la cour d'appel* de Montpellier qui a autorisé, le 17 décembre, le groupe Hersant à contrôler 30,68 % du capital social du *Midi libre*.

Propriétaire depuis 1982 de 9 % du capital, M. Robert Hersant avait acquis le contrôle de deux actionnaires du *Midi libre*, les sociétés Etarci et SCPPML, portant ainsi sa part à près de 31 % du capital. Estimant les conditions d'acquisition contraires aux statuts du journal – qui interdisent à une même personne *de détenir plus de 15 %* de son capital, – la direction du *Midi libre* avait porté l'affaire en justice. Le tribunal de commerce avait alors ordonné le séquestre des actions litigieuses. *C'est cette décision que* la cour d'appel a réformée, estimant que les statuts du journal concernent les titres *Midi libre* eux-mêmes et non pas les actions des sociétés propriétaires du *capital du journal*.

A NOS LECTEURS

En raison des fêtes, les prochaines pages « Espace européen » paraîtront dans *le Monde* du vendredi 8 janvier (numéro daté samedi 9).



SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 décembre 1992 a été tiré à 405 636 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales : » les vingt ans de la formation territoriale

Dans les communes aussi, la formation a vingt ans ! C'est en 1972 que les employés de mairie ont obtenu la mise en œuvre du droit à la formation professionnelle continue, avec la création du Centre de formation des personnels communaux. Également au sommaire : *la mise en service du tramway de Seine-Saint-Denis* et une enquête à Lisieux dans la série « Cités ».

EN BREF

□ **Manifestations antiracistes aux *Pays-Bas*.** – *Des milliers de* Néerlandais ont délaissé, jeudi soir 24 décembre, les plaisirs de la traditionnelle veillée de Noël pour protester dans plusieurs villes du pays, flambeaux en main, contre la *montée* du racisme et du nationa*lisme en Europe. La manifestation* la plus importante a rassemblé 8 000 personnes à Eindhoven. Elle était organisée par le comité Racisme : nauséabond. Aucun incident ne s'est produit. Les Pays-Bas voient ces dernières semaines *éclore de toutes parts des manifestations* contre le racisme qui, discrètes au début, ont très rapidement gagné en ampleur. Aucune violence xénophobe n'a eu lieu récemment dans le pays, mais il est évident que la crainte est grande de voir se propager les opinions défendues par certains groupes *néonazis actifs chez le voisin* allemand. – *(AFP.)*

□ **Superphénix et les déchets radioactifs.** – *Un rapport sur l'incinération* des déchets radioactifs, *réalisé* par le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, et remis la semaine dernière au premier ministre, pourrait relancer la procédure réglementaire susceptible d'aboutir au redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère), « gelée » en juin *par le gouvernement* (*le Monde* du 1er juillet). Selon un communiqué publié, mercredi 23 décembre, par l'Hôtel Matignon, ce rapport réaffirme que les réacteurs à neutrons rapides *« apparaissent aujourd'hui comme la seule voie pour réduire efficacement le stock de plutonium et d'autres actinides »* (déchets radioactifs à vie longue). L'incinération de ces déchets imposant *« des expérimentations diversifiées »*, Superphénix *« permettra en particulier de valider cette voie à l'échelle industrielle »*. Le communiqué de Matignon précise par ailleurs que sera lancée, *« dès que possible »*, l'enquête *publique sur les* garanties de sécurité des installations de type Superphénix annoncée en juin.

□ ***Ouverture* d'une *information* judiciaire contre X... pour *« violation du secret de l'instruction »* après un article du *Monde*.** – Le parquet du tribunal de grande instance de Paris a ouvert jeudi 24 décembre une information judiciaire contre X... *pour « violation du secret de l'instruction »* après la publication, dans *le Monde* du 21 novembre, d'un article sur les perquisitions effectuées en Suisse par le juge Renaud Van Ruymbeke à la suite des accusations de l'homme d'affaires nantais René Trager contre l'ancien ministre des affaires sociales, Mme Georgina *Dufoix. Cet article faisait* état de documents saisis par le conseiller de la chambre d'accusation de Rennes à Lausanne « habilitant » René Trager à percevoir des commissions en contrepartie de l'autorisation, par le ministère, de l'achat d'un appareil de *radiologie* importé des Etats-Unis. Le dossier a été confié à M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris.

□ ***Le magazine le Figaro Rhône-Alpes* en difficulté.** – Le magazine mensuel *le Figaro Rhône-Alpes*, édité par la Socpresse (groupe Hersant), ne publiera pas son numéro de janvier 1993, en raison de la baisse de ses recettes publicitaires. *Un* arrêt de la parution est envisagé, à partir du mois de juin si la conjoncture *ne s'améliore pas*. *La* direction a annoncé la suppression de cinq emplois dans les services parisiens avec des reclassements dans le groupe et cinq licenciements à Lyon, parmi la rédaction et les services commerciaux, qui *ont dû* accepter des baisses de rémunération. Le mensuel rhônalpin devrait *accuser* 5 millions de francs de pertes pour l'ensemble de l'année 1992. Des mesures d'économie devraient aussi concerner *le Figaro Méditerranée*. Le quotidien *Lyon-Figaro* connaît lui aussi des difficultés.